

kwue kna

HIERSCHTMOUNT №3·24



SERVICE RASE

Le soutien adéquat
en situation de crise

GEBUERTSDAG

Cercle Bouliste et Culturel
Belvaux-Metzerlach

ARTIKUSS

10 Käerzen ausblose
mat der Militärmusek

ENG ZÄITREES

Patrick Brandenburger
iwwer seng Expo

■ BIELES ■ EILERENG ■ SUESSEM ■ ZOLWER





MAGAZIN.

- 6 Service RASE**
Le bien-être de l'enfant comme priorité
- 10 Dillendapp**
Eng Nuecht am Supermarché
- 16 Kleng Gesten, grouss Wierkung**
Geburtsdag vum Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach
- 22 Le Jazz au garde-à-vous**
Le Big Band de la Musique Militaire Grand-Ducale
- 30 Fotograf Patrick Brandenburger**
Eemol Éilerenger, ëmmer Éilerenger



INFORMATIIONSBLAT.

- 45 Sitzung 26.04.2024**
- 53 Sitzung 10.05.2024**
- 60 Sitzung 24.05.2024**
- 72 Sitzung 21.06.2024**
- 85 Sitzung 12.07.2024**

kuerz & knapp.

HIERSCHTMOUNT №3-24



GEMENG SUESSEM

60, rue de la Poste L-4477 Belvaux T (+352) 59 30 75 - 1
mail@suessem.lu www.suessem.lu
fb/gemengsuessem [instagram/gemengsuessem](https://www.instagram.com/gemengsuessem)

IMPRESSUM

Redaktioun, Konzeptioun & Fotoen
Service des Relations publiques et de la Culture
Stéckzuel **7.800 Exemplairen**
Bieles, September 2024



L

Léif Matbiergerinnen a Matbierger,

D'Rentrée symboliséiert net nëmmen de Retour an d'Klassesäll, mee och eng Period am Joer, während där op de Stroosse besonnesch gutt muss opgepasst ginn, ebe grad wéinst de Kanner. Och déi Europäesch Mobilitéitswoch fällt an dës Zäit. Si erënnert eis drun, dass kee Wee laanscht eng nohalteg Mobilitéit féiert, fir d'Klimaziler ze erreechen.

An dëser Editioun vum Gemengemagasinn hu mir eng Partie emouvant Geschichten opweises. Mir portraitéieren zum Beispill de Relais d'accompagnement socio-éducatif, deen e wichtege Rettungsreef fir all déijéineg ass, déi sech an enger schwiereger Situatioun befannen. Egal ob Elteren, Enseignant, Educateur-ricen oder Jonker, de Service RASE ass do, fir iech ze ënnerstëtzen an iech ze begleeden.

Verpasst och net dat ganz perséinlecht Gespréich mat zwee Vertrieder vum Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach, dee viru kuerzem seng 60 Joer gefeiert huet. Hiren Engagement an hir Geschichte weisen, firwat si e wichtege Pilier an eiser Gemeng sinn. Donieft léiert dir de lokale Fotograf Patrick Brandenburger kennen, deem seng Expo am Parc Backes nach bis den 1. Oktober ze bewonderen ass.

Ech wënschen iech eng flott Lecture an eng excellent Rentrée!

Är Buergermeeschtesch / Votre bourgmestre,
Simone Asselborn-Bintz

F

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La rentrée marque non seulement le retour à l'école pour nos enfants, mais aussi une période de vigilance accrue sur nos routes. Elle coïncide avec la Semaine européenne de la mobilité, un événement crucial pour sensibiliser notre communauté aux enjeux de la mobilité durable.

Dans cette édition de notre magazine communal, préparez-vous à plonger dans des histoires passionnantes et touchantes. Nous dressons le portrait du Relais d'accompagnement socio-éducatif qui est une bouée de sauvetage pour ceux-celles qui traversent des moments difficiles. Que vous soyez parent, enseignant·e, éducateur·rice ou jeune, le service RASE est là pour vous accompagner.

Ne manquez pas non plus la conversation émouvante avec deux représentants du Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach qui vient de fêter ses 60 ans. Leur engagement et leurs récits vous donneront un aperçu unique de cette association précieuse pour notre commune. Et enfin, laissez-vous émerveiller par les clichés et l'histoire de Patrick Brandenburger, photographe local dont l'exposition illumine le Parc Backes jusqu'au 1er octobre.

Bonne lecture et excellente rentrée à toutes et à tous!

NATURLÉIERPAD.

ELKISTER
NATURLÉIERPAD

KRÄHEL
FURCHHALLEX
FURCHHALKE
FALCO TINNUNCULUS



Zesammen
entdecker.

DE WEE VUM STEEN.

L

Gutt ze wëssen

Den 31. Juli 2024 gouf et direkt zwou Aweunge vu flotten Trëppelweeër. Um Wee erop op den Zolwerknapp gëtt et elo en Naturléierpad mat 9 verschiddene Statiounen, déi virwëtzeg op d'Flora an d'Fauna maachen an invitéieren, matzemaachen. Hei ass besonnesch un d'Kanner geduecht ginn. Um Gaalgebierg zu Bieles gouf de Wee vum Steen finaliséiert. An der Natura 2000-Zon huet een elo d'Méiglechkeet ze retracéieren, wou fréier de Minett vum Exploitatioussite bei de Briecher, an iwwer e Förderband erof bei de Quai Wënschel, direkt an d'Zuchwaggonen, transportéiert gouf. Den Héichpunkt vum Parcours ass de Konkasser, op deem eng nei Plattform koum an als Skulptur am Klengen ze bewonneren ass.

F

Bon à savoir

Le 31 juillet 2024, deux magnifiques sentiers de promenade ont été inaugurés. En montant vers le Zolwerknapp à Soleuvre, un sentier éducatif doté de neuf stations interactives a été aménagé, invitant à la découverte de la flore et la faune locales, et à la participation des enfants. Au Gaalgebierg à Belvaux, le Wee vum Steen a été achevé. Dans la zone Natura 2000, on peut désormais retracer le parcours historique du transport du minerai de fer, depuis le site d'exploitation jusqu'au concasseur, et via un convoyeur jusqu'au quai Wënschel, où il était chargé directement dans les wagons. Le point d'orgue du parcours est le concasseur toujours existant, équipé d'une nouvelle plateforme et présenté en plus comme maquette.



NATURLÉIERPAD
INFO & GALERIE

[SUESSEM.LU/NATURLEIERPAD](https://suessem.lu/naturleierpad)



DE WEE VUM STEEN
INFO & GALERIE

[SUESSEM.LU/LE-CHEMIN-DE-LA-PIERRE](https://suessem.lu/le-chemin-de-la-pierre)



SERVICE RASE.

Le soutien adéquat en situation de crise.

— / —

Le service RASE de la Commune de Sanem propose une oreille attentive et bien plus encore. Par le biais de conseils, d'accompagnement et de suivi, Cindy Afonso et Joana Ribeiro souhaitent apporter leur soutien aux familles, au personnel enseignant et aux éducateur·rice·s. Quelle que soit la situation, le bien-être de l'enfant reste la priorité absolue.



**« Nous devons dire
ce qui est, sans être
accusatrices. »**

— JOANA RIBEIRO.
Éducatrice graduée RASE

« Si tu ne veux pas travailler sur toi-même pour te développer davantage, tu es au mauvais endroit ici », déclare Cindy Afonso lors de notre entretien, en jetant un regard vers sa collègue, qui approuve. Dès le début de notre conversation, il est clair que les deux s'entendent très bien. « Vous le remarquez vraiment ? », nous demandent-elles pratiquement simultanément. Elles sourient de toutes leurs dents. « Oui, nous nous entendons vraiment très bien », souligne Joana Ribeiro. Pour le travail effectué ici au service RASE (Relais d'accompagnement socio-éducatif), une telle bonne relation est essentielle.

Le RASE est essentiellement un point de contact pour les personnes ayant besoin de soutien, quand elles vivent une période difficile, même si celle-ci est temporaire. Les

adultes, le personnel enseignant, les éducateur-trice-s ainsi que les enfants et les jeunes peuvent se tourner vers Joana et Cindy. Elles sont là pour aider, trouver des solutions avec les individus et les orienter vers les bonnes ressources. En périodes où la demande de suivi psychologique est élevée, elles peuvent assister ces personnes en attente sans intervention directe. Elles tiennent cependant à souligner qu'elles ne sont pas des psychologues et qu'elles laissent l'assistance à des professionnel-le-s qualifié-e-s.

LES BONNES RESSOURCES.

« Nous pouvons offrir un soutien psycho-éducatif. Comme l'indique le nom du

service, nous orientons les concerné-e-s vers les bonnes ressources », explique Cindy. « Nous avons tout un réseau de partenaires, sans lequel-le-s notre travail serait considérablement plus difficile. » Parmi ces partenaires figurent le Parquet, l'ESEB (psychologues de la direction de l'école), le Service central d'assistance sociale (SCAS), l'Office Social, l'Office national de l'enfance (ONE), la Police judiciaire, divers services d'assistance familiale, la Ligue médico-sociale, pour n'en nommer que quelques-uns. « Nous avons besoin d'eux pour continuer à orienter les personnes vers les bonnes ressources. »

Le projet a été lancé en 2008, se souvient Cindy. « À l'époque, c'était plutôt une assistance familiale. Nous travaillions avec les ►

**« Aujourd'hui,
nous échangeons
avec d'autres
communes
intéressées. »**

— CINDY AFONSO.
Assistante sociale RASE



► parents et les enfants, notre équipe se rendait chez eux-elles pour les soutenir au quotidien. C'était assez intense sur le plan éducatif.» Comme l'explique Cindy, la Commune de Sanem était parmi les premières à offrir ce type de service aux personnes concernées. «Aujourd'hui, nous échangeons avec d'autres communes intéressées. Nous partageons nos expériences comme nous pensons qu'il est important que d'autres puissent également offrir un tel service.» Au fil des années, le service a évolué. «La demande est différente maintenant. Nous sommes sollicitées par de nombreux éducateur-ric-e-s et du personnel enseignant, pas seulement par des familles», explique Joana. «Nous effectuons également des médiations au sein des équipes», ajoute sa collègue. «Nous ne sommes que deux, mais nous

sommes responsables de tous les services éducatifs et d'assistance sociale de notre commune.» De plus, les éducateur-ric-e-s et le personnel scolaire peuvent aussi les contacter de manière privée et anonyme.

«Peu importe pourquoi ils-elles s'orientent vers nous, le bien-être de l'enfant est notre priorité absolue», précise Cindy, qui travaille comme assistante sociale au RASE depuis 2019. «Les conditions incluent qu'ils-elles résident dans une des localités de la commune et que l'enfant soit scolarisé ici, de la crèche jusqu'au Cycle 4.2.» Les enfants peuvent aussi s'adresser au RASE et demander de l'aide. Le personnel enseignant ou les éducateur-ric-e-s informeraient les plus jeunes de l'existence du service. «La demande d'enfants est plus faible et ce sont plutôt les

plus âgé-e-s qui viennent chez nous. Mais la demande est là. Nous avons actuellement un suivi en cours», ajoute Joana.

DES SITUATIONS DIFFICILES

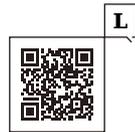
Cette dernière a rejoint l'équipe en 2021 en tant qu'éducatrice diplômée pour remplacer son prédécesseur. Il est évident que les deux aiment leur travail. Bien qu'elles rient beaucoup pendant l'entretien, elles sont conscientes de l'ampleur de leur responsabilité. «Nous voyons des situations difficiles», explique Cindy. «Mais nous devons rester professionnelles et trouver un juste milieu: empathie sans céder à l'émotion.»

Elle admet qu'elle a toujours eu l'intention de ne pas travailler dans un tel domaine. « Mais quand j'ai eu ma première situation où j'ai dû dire quelque chose de très grave aux parents, où leur monde s'est effondré – j'avais envie de crier. Mais je ne pouvais pas. C'est là que j'ai réalisé que je pouvais le faire », raconte-t-elle. Joana est naturellement moins émotionnelle et elle explique pouvoir prendre du recul après le travail. « Mais quand nous devons impliquer la Police judiciaire, c'est évidemment grave. Les signalements pour violence, abus, agression sexuelle, négligence sont très graves. »

Pour Joana, rester professionnelle ne signifie pas être indifférente. « Je ressens, mais je sais où sont mes limites. Ce que je peux gérer, et ce que je ne peux pas gérer. » Quand il s'agit d'enfants, les deux admettent que c'est toujours « délicat et difficile ». Elles sont souvent confrontées à des situations où il est crucial de dire les choses d'une façon claire. « Nous devons dire ce qui est, sans être accusatrices », explique Cindy. « C'est notre défi. » Elle fait une courte pause. « Ce qui me fascine, c'est qu'à l'Office Social où j'ai travaillé auparavant, vous aviez A, B ou C à suivre. Ici, c'est beaucoup plus libre. Vous venez avec votre feuille, votre stylo – et vous-même. Vous devez écouter attentivement, être orientée vers les solutions et être prête à travailler avec vous-même en permanence. Vous-même êtes votre principal outil de travail et les gens comptent sur vous. »

C'est pourquoi elle apprécie tant les contributions de Joana. « Tu as besoin de quelqu'un avec qui tu peux parler. Avec qui tu peux échanger. Comment gérer le cas A et continuer avec le cas B. Nous savons comment faire, mais le partage d'expérience nous fait progresser encore plus », explique-t-elle. Les deux femmes sont clairement satisfaites de leur travail : la joie et la passion se ressentent dans chaque phrase. Il n'est donc pas difficile pour elles de dire ce qu'elles trouvent particulièrement gratifiant dans leur travail. « Je suis heureuse », ajoute Joana, « lorsque nous atteignons notre objectif et que chaque enfant va bien. Nous devons parfois faire des détours, mais nous finissons par arriver là où nous voulons. »

Cindy est d'accord et ajoute : « Nous devons être flexibles en permanence. Chaque enfant et chaque famille est différent, avec des besoins différents. » Il est important de noter que la coopération est essentielle, car le service fonctionne non seulement gratuitement, mais aussi sur une base volontaire. « Ce qui me remplit de satisfaction, c'est de savoir que j'ai aidé au moins une seule personne avec mon travail. Cela peut sembler insignifiant, mais quand vous voyez que cela fait une différence pour quelqu'un, cela en vaut la peine. »



L

Lëtzebuergesch Versioun
[SUESSEMJETAIME.LU/SERVICEBASE](https://suessemjetaime.lu/servicebase)



Eng Nuecht am Supermarché.

Ein Theaterprojekt der Klassen
Gardula/Almerovic und Rigo aus Sanem.



Ende März herrschte eine spürbare Aufregung. Unseren LehrerInnen kündigten eine gemeinsame Theateraufführung „Eng Nuecht am Supermarché“ an. Die Vorfreude auf dieses bevorstehende Ereignis, das für Schulklassen und Familien im Hall Polyvalent in Sanem für Ende Juni geplant war, war groß.

Ursprünglich sollten wir das Stück nur als einzelne Klasse aufführen. Nach der Bekanntgabe, dass wir dieses Projekt zusammen durchführen würden, konnten wir uns das schwer vorstellen. Denn ehrlich gesagt, war es nicht immer leicht, mit den anderen SchülerInnen auszukommen. Es gab immer so eine Art Konkurrenz zwischen uns. Aber inzwischen fanden wir es auch okay, es gemeinsam mit der Parallelklasse auf die Bühne zu bringen.

Nach monatelangen, regelmäßigen und gemeinsamen Proben sowie vielen Übungen, die unsere Konzentration, Improvisation, schauspielerischen Fähigkeiten, Disziplin und Selbstbewusstsein verbessert hatten, sind wir uns nähergekommen. Einige von uns haben neue Freundschaften geschlossen und bestehende Freundschaften sind noch stärker geworden.

Es gab jedoch eine weitere Herausforderung: Die Proben waren anstrengend, weil einige Kinder das Interesse an dem

Stück verloren hatten und dachten, sie könnten einfach hinter der Kulisse Blödsinn machen, was gegenüber den Kindern auf der Bühne respektlos war.

Ein paar Wochen vor dem Auftritt bekamen wir von Roland Meyer, dem Schriftsteller des Theaterstücks und Gründer der ehemaligen Theaterschule passende Kostüme zu unserem Theaterstück zur Verfügung gestellt. Leider waren zwei Kinder mit ihrem Kostüm nicht zufrieden und fanden Alternativen. Die meisten waren jedoch dankbar, dass sie sich nicht selbst um ein Kostüm kümmern mussten.

Jede Probe half uns, uns besser in unsere Rolle hineinzuversetzen und sicherer darin zu werden. Toll war auch, dass einige Kinder immer mehr aus sich herauskamen und lauter redeten.

Eine weitere Aufgabe, die uns bevorstand, war die Realisation des Bühnenbildes. Hier hatten Nico und sein Kollege Patrick uns Wände aufgestellt und ein Regal gebaut, die wir erst einmal schwarz anstrichen. Für die Dekoration der Kulisse entschlossen wir uns, Bilder auf A3-Papier auszudrucken und sie an die Wände zu kleben, um die Supermarkt-Abteilungen darzustellen. Um die Dekoration zu vervollständigen, hatten wir uns drei kleine Einkaufswagen aus dem Supermarkt ausgeliehen, einen alten Kartoffelsack und zusammenklappbare Einkaufskisten auf die Bühne gestellt.

Als der langersehnte Tag endlich vor der Tür stand, war die Aufregung sehr groß. Morgens erledigten wir noch ein paar Sachen für den großen Abend: Viele Kinder halfen, die Getränke in die Kühlschränke einzuräumen. Stühle mussten wir nicht aufstellen, da wir sie am Vortag schon aufgestellt hatten.

Nachmittags trafen wir uns um 16:30 in der Halle. Manche Kinder wurden von den LehrerInnen in den Umkleiden geschminkt, konnten sich draußen noch ein bisschen bewegen und andere bereiteten Tische mit Essen und Amuse-Bouche vor, die die Eltern und LehrerInnen besorgt hatten.

Eine halbe Stunde vor dem Auftritt versammelten wir uns hinter der Halle und ließen uns von den LehrerInnen letzte Tipps geben. Um die Nervosität in den Griff zu bekommen, führten wir ermutigende Atemübungen durch.

In der Pause und nach der Aufführung gab es Getränke und zahlreiche Leckereien, die von den Eltern liebevoll vorbereitet wurden und was zu einer sehr angenehmen Atmosphäre beitrug. Beim Buffet füllten wir uns dann die Bäuche. Das Beste war, dass das Essen gratis war.

Nach der Aufführung unterstützten uns manche Eltern, indem sie beim Getränke servieren und beim Aufräumen halfen.

Die Aufführung war ein voller Erfolg, denn das Publikum war sehr begeistert. Somit hatte sich das harte Training gelohnt. Was ziemlich erstaunlich war, war, dass es hinter der Bühne tatsächlich ruhig war, was zeigte, wie sehr wir als Team zusammengewachsen waren. Für alle war es ein wunderbares Erlebnis, da es das letzte gemeinsame Projekt war, bevor wir uns verabschieden müssen.

Es war wirklich ein schöner Abschluss, mit viel Spaß. Er wird uns für immer in Erinnerung bleiben. ❤️

Den *Dillendapp* ass d'Rubrik am *Kuerz&knapp*. bei där d'Schoulkanner aus eiser Gemeng d'Wuert hunn. Zesumme mat hiren Enseignanten sichen sech d'Schüler:innen hir Theeme selwer eraus a bréngen dës dann op hir ganz perséinlech Manéier op d'Blat. An dëser Editioun schreife d'Schüler vun de Klassen Gardula / Alomerovic a Rigo aus Suessem hir Erlebnisser nidder.

DILLEN
DAPP





FLOW MUSIC FESTIVAL

Park um Belval





It was pure magic all over again! From July 19 to 21, we jammed with Luxembourgish legends like CHAiLD, De Lâb, Foreigners, Mutiny on the Bounty, Skuto and The Tame and The Wild. DJs like WazToo, DJ Dama and Tasso & Mitch had us grooving, and fresh faces like Mallows, Emily Grogan, and Mathieu Moës brought their A-game.



This year, we introduced the Creators' Market aka Flowmaart, featuring cool stalls and workshops that highlighted the creativity of our local scene.

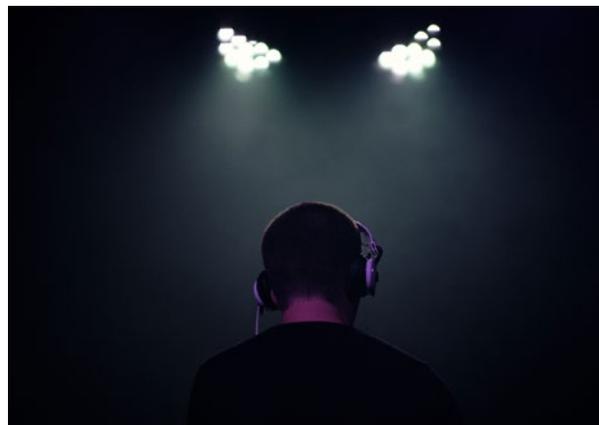


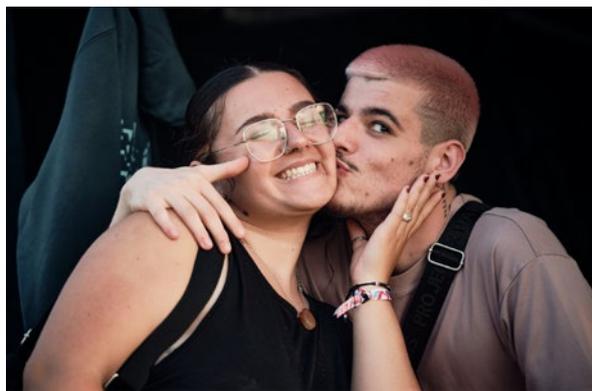
Big shoutout to everyone for making it an unforgettable weekend – our incredible artists, the hardworking crew, and of course, our amazing audience. You all rock!

Relive the highlights of the 3rd edition of the Flow Music Festival with a large photo gallery and an aftermovie at www.flowfestival.lu



Photo gallery
FLOWFESTIVAL.LU/GALLERY







CERCLE BOULISTE ET
CULTUREL BELVAUX-METZERLACH.

Kleng Gesten, grouss Wierkung.

Alles am Veräi geschitt op fräiwëlleger Basis, an et gi keng Spiller "importéiert".

De Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach (CBCBM) huet am Kader vu senger Fête de la Pétanque vum 26. bis 30. Juni 2024 säi 60. Gebuertsdag gefeiert. Mir waren donneschdes, fir den Ufank vun de Kompetitiounen, op d'Plaz luussen, fir mam aktuelle Präsident Patrick Majerus a mam Éierepräsident Norbert Greven d'Geschicht vum Veräin Revue passéieren ze loossen.



**„Du bass a
Gesellschaft,
du bass net sozial
isoléiert an du léiers
nei Leit kennen.“**

— NORBERT GREVEN.
Éierepräsident CBCBM

D'Schénheet läit am Detail. Dat gëllt fir d'Petanque-Spill, mee och fir alles dat, wat am Laf vun de Jore ronderëm de Sport am Metzlerlach geschitt ass. Aus der Iddi fir e Club gouf am Summer 1964 op engem Dëppfest Realitéit. De Cercle Boulevue Metzlerlach gouf an d'Liewe geruff, an hat ënner der Presidence vum Grënner Josy Steffen, engem Escher Jong, ugangs en Deel vun der Parzell hannen um Wupp vum Roude Wee vum Interesseveräi gepacht. Do stoung dee Moment just eng Spillplaz. De kompletten Historique kann een am Buch noliessen, dat fir de Cinquantaire erauskoum an alles akribesch genee retracéiert. Am Gespréich mam Patrick a mam Norbert kënn et zu engem éischer perséinlech an emotionell gefierfte Mosaik, deen awer d'Essenz vum Veräin duerchblécke léisst: Et geet ëm d'Mënschen.

„Et war keng Jalousie do, well et hat keen eppes“, erënnert sech den Norbert Greven. „Am Quartier hu vill Italieener gewonnen, déi beim Entrepreneur oder op der Schmelz geschafft hunn. Einfach Leit, och vill aner Ausländer. Et war wéi Europa, mee am Klengen.“ De Patrick Majerus, Joergang 1963, ass als klenge Bouf mam Dräirad duerch de Véierel gefuer. An och hie war faszinéiert vun deem, wat hannert den Hecke lass war, wéi hie mat de Jicken an der Sandkaul niewendru gespillt huet. „D'Italieener hunn eis opgeholl. Et ware virun allem si, déi an Eegeregie alles op-

gebaut hunn. An du hues net vill gebraucht. Fir 200 Frang bass de dräi Bulle kafe gaangen. Mat 7–8 Joer konnt ech schon hëllefen, wa mol ee gefeelt huet. A mat 10 Joer sinn ech du ganz bäikomm.“

Den Norbert, deen en Tick méi al ass, seet, dass d'Metzlerlacher Jonge gréisstendeels am Bielesser Fussball waren, an deals am Basket. Et wier näischt aneres do gewiescht. „Enn der 60er Jore koumen dunn awer eng 15 jonk Leit bäi an de Cercle, déi matgespillt a matgewildert hunn“, laacht hien. „Mir hunn heiansdo Boule gespillt, a mir sinn awer och alt op den Dreckstipp niewendru gaangen, fir Fläschchen ze sammelen an ze verklappen. Do war e Schlakentipp, Weieren ... du konnts der näischt Besseres virstellen!“ Et héiert een

eraus, dass et eng reegelrecht Pionéierzäit am Metzlerlach war, an de Boulevue war de soziale Melting Pot.

SPORTLECH A KULTURELL ENTWÉCKLUNG

Déi éischt grouss Aktivitéit war e Petanque-Turnéier am September 1965, an de Veräin huet duerno séier u Popularitéit gewonnen. Well et net duergaangen ass fir en eegene Championnat, hunn déi 3–4 Lëtzebuerger Ekippen am franséische Championnat du Bassin Lorrain matgespillt. „Wann s de wëlls um héijen Niveau spillen, da muss de ganz gutt sinn. A kee Béierchen dobäi, de Ricard scho guer net“, ënnersträicht den ▶



Zanter 2006 gëtt et am Veräi verschidde kleng Sektione fir zum Beispill Fëschchen ze goen oder Scopa ze spillen.



► Norbert Greven. Hie war selwer eng Kéier mat op eng Weltmeeschterschaft. Zu senger aktiver Zäit huet hie 4 Deeg d'Woch 2 Stonnen eleng fir sech trainéiert, a weekends ass hien dunn Turnéiere spille gaangen. „Do muss de ganz seriö sinn. D'Konzentratioun mécht ganz vill beim Spill aus, an déi physesch Konditioun och. Den Don si vläicht 5%, de Rescht ass Training. Op engem anstännegen Turnéier, dat mëttes um 14.00 Auer ugeet a bis 22.00 Auer dauert, bass de um Enn 10–15 km getrëppelt“, rechent den Éierepräsidant vir. Onmoosseg beandrockt war hie vum Fransous Philippe Quintais, deen de Schiereener Veräin 2022 fir säin 10. Anniversaire invitéiert hat. „Dee war 12 mol Champion de France, 17 mol Weltmeeschter. Dat ass eng Liga fir sech, sou wéi den Jordan am Basket. Op deen Niveau kënnst de just duerch spillen, spillen, spillen.“

Duerch gemeinschaftlech Aarbecht ass de Site am Metzlerlach an de Joerzénngen ëmmer weider gewuess, an all verdéngte Su gouf zeréck dran investéiert. Um Parking vum heitege Stella Rosa stoung fréier d'Don Bosco Kapell, déi Ufank der 70er Jore vun der Gemeinschaft fir 71.750 Frang kaaft, ofgeriicht an op der Plaz vum heitege Restauratiounssall erëm opgeriicht gouf. Et war hiren éischten iwwerdeckte Boulodrome mat 3 Terrainen, wou awer och heiansdo Discos fir Jonker ofgehale goufen. Dës Hal gouf spéider duerch en nationale Boulodrome ersat.

„D'Wuert ‚Culturel‘ ass eréischt Ufank der 80er Joren am Numm bäikomm“, sou den Norbert Greven. An dat kënnst net vun ongefëier, well dem CBCBM säi Wirkungskrees war schonn ëmmer vill méi grouss wéi den Duerchmiesser vun enger Boule. „Du

bass a Gesellschaft, du bass net sozial isoléiert an du léiers nei Leit kennen. 2006 hu mer ugefaangen, verschidde kleng Sektione an d'Liewen ze ruffen. Mir hu Memberen, déi gi Fëschchen oder Scopa spillen, mee spille keng Boule.“ Fir de Krees vu potenzielle Membere méi grouss ze maachen, goufe mat der Fédération zesummen d'Joueurs licenciés-loisirs agefouert. Et gëtt der ënnert den iwwer 700 Membere mëttlerweil 368, Tendenz steigend. „Déi Kategorie hat mat Leit ugefaangen, déi éischter 50+ waren. Haut hu mir vill Jonker dobäi, an et gëtt och e Loisirs Clubmeeschter. Zum Deel sinn der och schonn eriwergewieselt an d'Kompetitioun“, betount den Norbert houfreg, mam Verweis op de groussen Opwand, dee beim Recrutement bedriwwen gëtt.



**„D'Italieener
hunn eis opgeholl.
Et ware virun allem
si, déi an Eegeregie
alles opgebaut
hunn.“**

— **PATRICK MAJERUS.**
Präsident CBCBM

DE MËNSCH AM MËTTELPUNKT

„D'Infrastruktur ass do vun de fréiere Generatiounen. Elo geet et drëms, se mat Liewen ze fëllen“, spénnt de Patrick Majerus de Gedanke weider. „Alles geschitt op fräiwëlleger Basis.“ Et ginn doriwwer eraus och keng Spiller importéiert. Et kritt ee säi Patt an säi Bréitche bezuelt, mee méi awer och net. Et gëtt dofir awer ganz staark mënschlech Verbindungen, zum Beispill zu Veräiner aus dem Ausland, wou mat de Joren déif Frëndschafte entstane sinn. „Et gëtt zum Beispill e Jumelage mat Ahrweiler an Däitschland, déi elo scho jorelaang heihinner kommen“, seet de Patrick nodenklech. „No der Héichwaasserkatastroph 2021 hu mer direkt vum Comité aus den Dag drop en Don en nom personnel un déi puer Kollege gemaach, op

hire perséinleche Konnt. Uschlëssend huet de Club nach bäigeluecht an d'Spiller hunn och gesammelt. Et war nëmme eng Drëps am Mier, wéi ee seet, mee dat sinn einfach Gesten, déi eis d'Leit vun do ni vergiess hunn.“ Genee esou eng staark Erënnerung ass fir hien e karitativen Turnéier, dee fir d'Kand vun engem Boule-Spiller organiséiert gi war. Mat de gesammelte Sue konnt d'Lara an eng Delfin-Therapie a Mexiko geschéckt ginn.

A ganz gudder Erënnerung huet den Norbert Greven de 25. Anniversaire vum CBCBM, bei deem eng Dosen héichkarätég Nationalkippen op Besuch waren. „Owes hu mir Eurovisioun gespilt, an all Land huet misste sangen. Mir hunn d'Hesperkutsch gesongen, mee kee Mënsch huet et verstanen“, grinst den Norbert. „D'Italieener ware bei mech

komm a soten, si hätten e Kaddo fir eise Grand-Duc. Ech sot, dass dat ouni Audienz näischt géing ginn, mee mir kéinten eppes arrangéieren an hirem Numm. Si hunn eis eng Dose Fläsche ginn, an ech mengen dat war dee beschte Barolo, deen et jee ginn ass. En ass awer iertemlecherweis ni beim Grand-Duc ukomm. Mir hunn en owes bei eiser Spaghetti gedronk“, verzielt den Norbert, a kritt sech vu Laache bal net méi an.

De Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach ass e Veräin am beschte Sënn vum Wuert, an den Zesammenhalt ënnert de Memberen ass och haut nach dat, wat d'Metzerlach prägt. Egal ob jonk oder al, egal ob vun hei oder vu wäit fort. An hirer Famill ass jidderee wëllkomm.



**CERCLE BOULISTE
ET CULTUREL
BELVAUX-METZERLACH.**
www.cbcbm.lu



Version française
SUESSEMJETAIME.LU/CBCBM

Follow us!

STEP 1

FOLLOW



Gemeng Suessem
followers



STEP 2

NOTIFICATION ON



Gemeng Suessem
followers



STEP 3

STAY INFORMED



New!

NEWS

INFO

EVENTS



WhatsApp
CHANNEL

SCANNT ELO &
ABONNÉIERT IECH!

SCAN &
FOLLOW US!

SCANNEZ &
ABONNEZ-VOUS!

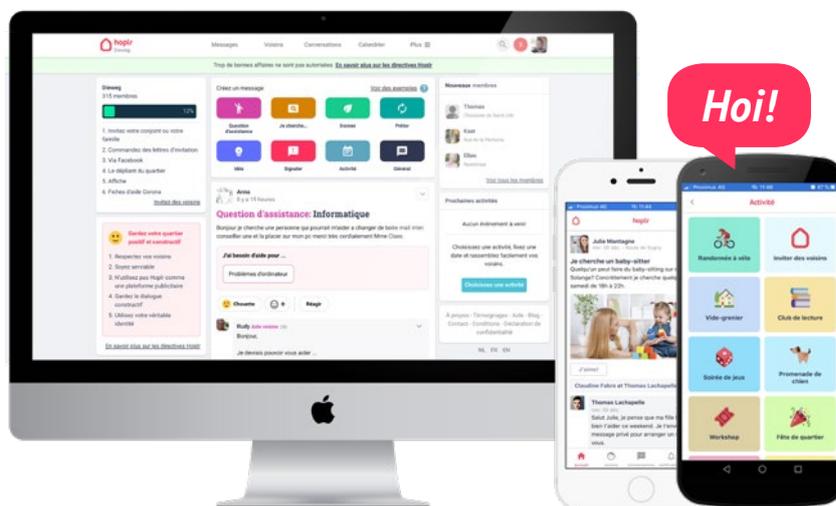


NEED MORE INFO?

+352 621 781 782



Apprenez à connaître vos voisin·e·s.
Get to know your neighbours.



Inscrivez-vous | Sign up
www.hoplr.com



Chaque quartier
est fermé



Parlez à vos voisin·e·s



Positif et
constructif



INTERVIEW
RAOUL CHRISTOPHE.

Le Jazz au garde-à-vous.

Dans le cadre du **10e anniversaire de l'Artikuss**, une constellation unique s'y produira le samedi 21 septembre 2024. Le célèbre chanteur et trompettiste de jazz et de soul allemand Jeff Cascaro se produira en tant que soliste avec le Big Band de la Musique Militaire Grand-Ducale. Le directeur musical du Big Band, Raoul Christophe, a partagé avec nous les coulisses de cette rencontre exceptionnelle.

« Nous ne nous sommes jamais rencontrés », sourit Raoul Christophe lorsqu'on lui parle de Jeff Cascaro. « Et je ne le connaissais pas avant. Il y a deux ans, nous avons eu un concert avec un maestro invité, le chef d'orchestre, arrangeur et compositeur allemand Jörg Achim Keller. Partout en Allemagne où joue un Big Band, il a sa main dans le jeu. Jeff Cascaro devait également être présent, mais pour des raisons financières, cela n'a pas été possible. » En discutant avec le directeur artistique Manuel Ribeiro pour l'anniversaire de l'Artikuss, il s'est avéré que celui-ci connaissait Cascaro, ce qui a permis au projet de se concrétiser rapidement.

Le fait que des musicien-ne-s ne se rencontrent que sur scène n'est pas rare. Le Big Band de la Musique Militaire Grand-Ducale joue entre trois et six concerts par an sur demande, organisant habituellement un concert par an pour son propre compte. Le programme est adapté en fonction de la saison ou de l'occasion. Et comme il y a parfois des solistes invité-e-s, chaque performance est unique. « Rien qu'avec la Musique Militaire, nous jouons environ 50 concerts par an. Nous ne nous ennuyons pas », souligne Raoul Christophe.

La Musique Militaire Grand-Ducale est un grand orchestre d'harmonie, également appelé orchestre symphonique d'harmonie. Environ vingt de ses membres font partie du Big Band : cinq saxophones, quatre trombones, quatre trompettes, et la section rythmique avec batterie, basse et piano. « À la base, un musicien militaire est un instrumentiste classique. Le Big Band a été créée dans les années 70 pour offrir au public un répertoire de musique moderne. Elle est, à côté du grand orchestre d'harmonie, notre plus grand ensemble. Il y a aussi un groupe Dixie de sept personnes, des quintettes de cuivres, des quintettes à vent, un ensemble de saxophones, un ensemble de percussions, un ensemble de clarinettes... il n'y a pas de limites », explique le directeur musical, qui est à la tête du Big Band depuis plus de cinq ans. Les répétitions et les performances du Big Band sont coordonnées avec celles du grand orchestre. Il s'occupe également de l'établissement des plannings, des programmes et assure le lien avec les organisateur-ric-e-s et le secrétariat ainsi que le déroulement des répétitions.

HARMONIE ENTRE DEVOIR ET CRÉATIVITÉ

« Quand j'étais jeune, j'ai failli renoncer à mes ambitions de musicien », se souvient Raoul Christophe. Il n'est pas facile de poursuivre une formation musicale quand les copains jouent au football et qu'on est coincé avec les partitions et l'instrument. « J'ai commencé la musique à 9 ans à Leudelange. Ensuite, il y a eu le Conservatoire, le piano et la trompette, le solfège avec les disciplines complémentaires, et après le premier prix, j'ai obtenu mon diplôme de trompette avec une Médaille d'Or au Conservatoire à Rayonnement Régional de Boulogne-Billancourt. » Il a interrompu ses études à Fribourg à mi-parcours lorsqu'un poste de trompettiste s'est ouvert à la Musique Militaire. « En tant que

musicien militaire, il faut suivre l'instruction de base de l'armée qui dure quatre mois », souligne Christophe. « Car l'orchestre fait partie de l'armée. En cas de besoin, nous devons poser nos instruments et accomplir d'autres tâches. Pendant le confinement, l'orchestre n'a pas joué et nous avons été impliqués dans les centres de test, centres de vaccination et le contact-tracing. »

Les critères pour rejoindre la Musique Militaire ont évolué au fil des ans. Une

11e est nécessaire, mais récemment, le BAC a été reconnu, et l'accès à la carrière B de l'État est possible. Il faut maîtriser deux instruments. Pour l'instrument principal, il faut obtenir le premier prix pour débiter le stage, et pour la titularisation, le diplôme supérieur.

Pour le deuxième instrument, une deuxième mention est nécessaire, suivie d'une première mention. Il y a quelques années, la carrière de musicien-ne militaire a été ouverte aux personnes possédant un diplôme équivalent en jazz. « C'est là, avec Ernie Hammes, que j'ai découvert le jazz, et j'ai ensuite pris des cours de jazz à l'école de musique d'Echternach pour m'immerger davantage dans ce genre », raconte Raoul Christophe avec enthousiasme. Son objectif est d'orienter le Big Band, dont il a repris la direction de Hammes en 2018, vers le grand public. « Nous essayons de ne pas aller trop loin en termes de genre. Nous restons dans un cadre accessible à tous. Mais je veux explorer la musique moderne. De l'ère des années 20 à aujourd'hui, tout est faisable, si la qualité des arrangements le permet. »

« Tout est faisable, si la qualité des arrangements le permet. »

— RAOUL CHRISTOPHE.

Directeur musical du Big Band

TICKETS

10 Artikuss

SALLE DE CONCERT ET DE SPECTACLE



Sa. 21.09.24

Jeff Cascaro
Big Band de la
Musique Militaire
Grand-Ducale

NEON.LY/JEFFCASCARO



Di. 22.09.24

IRINA Trio
One Last Time

NEON.LY/ONELASTTIME



© Eric Engel

UNE RENCONTRE INÉDITE

Dans ce cas, ils proviennent de Jeff Cascaro. Il est l'un des artistes de jazz les plus connus en Allemagne. Pour la performance à l'Artikuss, il propose une setlist en deux parties complémentaires. «J'aime beaucoup l'American Songbook... dans la première partie, il y aura des standards de swing, avec des moments assez funky. Dans la seconde partie, il y aura d'autres classiques que les gens connaissent, ainsi que mes propres hits qui marchent bien sur Spotify», explique le soliste en donnant un aperçu de son programme. Il ne veut pas en dire plus pour que le public se fasse sa propre opinion. «Mes grands modèles sont Ella Fitzgerald et Ray Charles. Mais ma musique a sa propre identité. Grâce à l'art de l'interprétation, on s'assure que les gens n'entendent pas toujours la même chose, mais que chaque performance a son propre caractère.»

Puisque Jeff Cascaro et le Big Band de la Musique Militaire Grand-Ducale n'ont jamais été face à face, les échanges préalables sont importants. «Nous avons reçu les partitions et nous nous sommes préparés de notre côté», raconte Raoul Christophe. «Jeff débarquera au Luxembourg le jour avant le concert, où nous réperturons le matin et l'après-midi pour les ajustements finaux. Le jour même, il y aura encore un soundcheck.» Même dans des situations où la collaboration entre un soliste et un groupe ne fonctionne

pas humainement, chacun·e est suffisamment professionnel·le pour garantir un bon concert. Cela arrive rarement, selon Christophe. «Même avec des stars, c'est seulement en travaillant ensemble qu'on voit vraiment ce qu'elles peuvent faire. Il y a presque trois mois, la Musique Militaire a joué avec Max Mutzke. Je savais que c'était un bon chanteur, mais il était vraiment impressionnant en live.» Dans le domaine du jazz, les musicien·ne·s semblent être particulièrement terre-à-terre.

Raoul Christophe a déjà vécu de nombreux moments mémorables à l'Artikuss. «Un de mes derniers concerts avec le Big Band Opus 78, que je dirigeais, a eu lieu en novembre 2023 à Artikuss, où nous avons partagé la soirée avec le Big Band de Gilles Grethen. Le projet Luxembourg Jazz Session me tient à cœur. Il vise à mettre en valeur les compositions de Big Band luxembourgeoises», déclare le directeur musical du Big Band de la Musique Militaire Grand-Ducale avec enthousiasme. Le samedi 21 septembre 2024, de nouveaux souvenirs se créeront à l'Artikuss. «C'est une salle formidable et une équipe superbe», affirme Christophe. «Ils vous facilitent la vie. Personne n'a besoin de se soucier des à-côtés.»

Les billets pour le concert anniversaire sont gratuits, mais doivent être réservés à l'avance. Cela vaut également pour les concerts de l'IRINA Trio et de One Last Time le dimanche 22 septembre 2024.



youth culture days

african dance. coding. cyber art. manga. music. sketchbook.



WORKSHOPS. EXHIBITION.
26.—29.10.24

**youth
culture
days** *ycd24*



KINO BEIM SCHLASS.
5.–8. SEPTEMBER 2024

Eraus an de Kino.

F

We were treated to a diverse lineup of films that captivated audiences under the open sky. We chuckled with the mischievous Minions in *Despicable Me 4*. *IF – The World of Imaginary Friends* took us on a whimsical journey into a realm where imagination knows no bounds. *Bad Boys 4: Ride or Die* brought high-octane action with Will Smith and Martin Lawrence back in their element. Meanwhile, *A Quiet Place: Day One* immersed us in the tense beginnings of a silent apocalypse. We look forward to seeing you again next year for more unforgettable evenings of cinematic magic!



Discover the gallery
[KINOBEIMSCHLASS.LU/GALERIE](https://kinobeimschluss.lu/galerie)





National- feierdag.



The traditional pre-National Day celebration in the Commune of Sanem took place on June 22 at KUSS in Soleuvre, inaugurated by Mayor Simone Asselborn-Bintz. Emphasizing eco-friendliness as a Green Event, attendees were able to use sustainable transport and embraced a cashless payment system. Festi-

vities began with a parade on Rue du Knapp. DJ Fr3sh, Zolwer Knappbléiser and Grand Jam & The Double T's entertained the crowd, culminating in the spectacular water show, Splashtastic! The celebration lasted late into the night with the DJs from CDT Events creating cherished memories for all.



Photo gallery
[SUESSEM.LU/NFD24](https://suessem.lu/NFD24)



Gëllen Auer.

De Freiden, 14. Juni 2024 gouf et am Restaurant 100 Raisons zu Zolwer Grond ze feieren. Fir hiren Asaz am Déngscht vun der Gemeng Suessem ze honoréieren, gouf enger Partie frësch gebakene Pensionair-innen a Mataarbechter-innen, déi schonn 20 Joer op der Gemeng schaffen, besonnesch Merci gesot."

**AM DÉNGSCHT VUN
DER GEMENG SUESSEM.**

**MAM FIERSCHTER
UM GAALGEBIERG.**

Gemengerot an der Natur.

De Samschdeg, 23. Mäerz 2024 ware Vertrieder-innen vum Gemengerot zesumme mam Fierschter um Gaalgebierg, fir ze kucken, wéi et dem Bësch geet. Dëst gëtt reegelméisseg gemaach. De Claude Assel huet dobäi Informatiounen iwver de Bambestand ginn. D'Situatioun ass op ville Plazen net ideal, mee et gëtt permanent dru geschafft, fir dem Bësch ze hëllefen.





INTERVIEW MAM
PATRICK BRANDENBURGER.

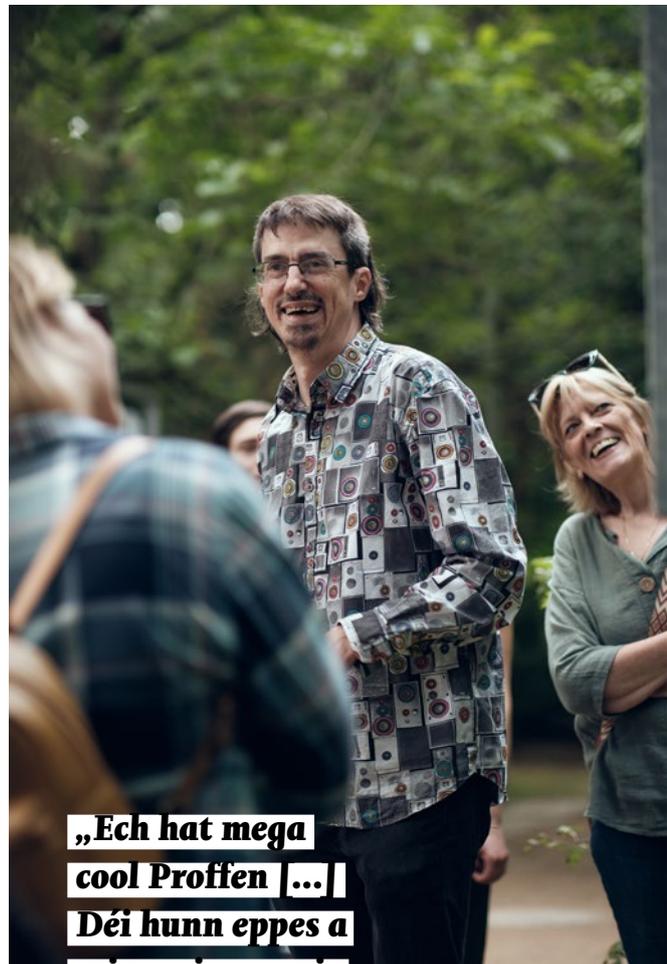
Femol Eilerenger, ëmmer Eilerenger

De Patrick Brandenburger huet nach bis den 1. Oktober eng Expo am Park Backes. Den Titel vun der Expo *Eng Zäitrees* kënnt och net vun ongeféier: Am Interview erzielt hie vu sengem *Parcours*, sengen interessante Reesen a wéi hien et als Statist an zwee Filmer gepackt huet.

„Et ass mäin éischten Interview“, seet de Patrick Brandenburger. E schéngt e bëssen nervös, grinst awer iwwer d'ganz Gesiicht. „Ech sti léiwer hannert der Kamera. Bei Ausstellung gëss de jo och vun anere Leit gemooss, dat ass net sou ganz Ménges. Ech maachen d'Fotoe fir mech a wa se engem gefalen – tant mieux.“ Wisou en trotzdeem ëmmer mol nees Vernissagen an Expoen huet, wier einfach ze erklären. „Ech sinn ee Gesellegen a si gäre mat Leit.“ Dee gebiertegegen Éilerenger huet seng ganz Kandheet a Jugend an der Gemeng verbruecht a wunnt nach ëmmer hei. „Ech wunnen zwar méttlerweil zu Biele, mee ech wëll nimools hei fort goen. Hei si meng Kolleegen, mäin Ëmfeld. Ech fille mech immens wuel hei.“ Hie fänkt u mat laachen. „An ech gi gären an de Chaplin!“

Wéi et zu der Ausstellung am Parc Backes komm ass? „Ganz einfach“, hëlt de Patrick aus. „Mäi Brudder an eng Frëndin haten d'Iddi ... wisou ech mech net einfach wéilt do umellen. Jo, wisou net, ze verléieren hunn ech näischt. A beemol hunn ech da wierklech gewonnen“, seet hien als kéint hien et nach ëmmer net ganz gleewen. Seng Expo dréit den Numm *Eng Zäitrees*, op déi de Fotograf d'Leit mat Hëllef vu senge 24 ausgestallte Fotoe wëll mathuelen. „Ech sinn e ganz grouse Geschichtsfrënn a wéi ech meng Fotoe sou gekuckt hunn, ass mer opgefall, dass all Foto eppes Geschichtlechtes ze weisen huet. „Ech fänken also beim Ursprung vun der Mënschheet un, gi weider duerch d'Réimerzäit, weisen d'Kierchen – och wann ech kee grouse Fan dovun sinn – an och d'Kräizzich.“

Säi Geheimitipp: Gitt op Plazen, wou Filmer oder Serie gedréint goufen. „Ech war op enger vun de Locations, wou eng *Kéier* fir *Game of Thrones* gefilmt ginn ass, déi gesäit een also och op enger Foto“, erzielt hien houfreg. „Um Quai, vun deem d'*Titanic* fortgefuehert ass, war ech och.“ Op Eventer a Reesen huet hien d'Chance, ëmmer nees interessant Perséinlechkeeten a Situatioune virun d'Lëns ze kréien. „Zu Kuba sinn ech mat menger Kamera duerch d'Strooss gezunn, hunn ▶



„Ech hat mega cool Proffen ... | Déi hunn eppes a mir gesinn a mir Loscht ginn.“

— **PATRICK BRANDENBURGER.**
Fotograf aus Leidenschaft

► d'Leit kennegeléiert a si fotograféiert. Déi hunn näischt a si vum Aarmut gezechent. Dat soll weisen, dass Kommunismus och net d'Léisung ass."

Dem Patrick seng Fotografien droen e politesche Message, d'Fotoe mussen eppes aussoen. Si sollen Emotiounen ausléisen. „Dat ass d'Konscht. Et geléngt mir awer natierlech net all Kéier.“ De Patrick ass e grouse Fan vum sougenannten „Instant Moment“. „Mäin Idol ass den Henri Cartier-Bresson, dee war staark dodran.“ Hei geet et drëms, op dee

perfekte Moment ze waarden. „Well ech meng Ufäng am analoge Fotograféiere gemaach hunn, kann ech dat. Ech sinn eigentlech e ganz hekteschen Typ a mega ongedëlleg, mee an der Fotografie ass dat anescht. Do entspanen ech a kann ofschalten.“

„Ech hunn zwou Fotoen aus dem Konzentriounslager“, seet de Patrick am Laf vun eisem Gespréich. Éischer niewebäi erkläert hien doropshin: „Ech hunn an zwee Filmer matgespillt.“ *An Es war einmal in Deutschland...* mam däitsche Schauspiller

Moritz Bleibtreu aus dem Joer 2017 geet et ëm den Zweete Weltkrich an d'Iwwerliewender vum Holocaust. „Iwwert ee Kolleeg aus der Branche sinn ech un déi Statisteroll komm, mat menger Statur huet dat natierlech gutt gepasst. Du stees do an dengem klenge Pyjama an du fills dech an der Zäit zeréckversat. Dat fillt sech richteg authentesch un. A mécht Angscht“, erënnert hie sech zeréck. „Ech duerft do och e puer Portraite maachen an esou sinn d'Fotoen, déi an der Expo ausgestellt ginn, entstanden.“



Déi Fotobegeeschtert entdecker Portraite vu Leit an de Stroosse vu Kuba.

„Ech wollt jo eigentlech ëmmer Krichsfotograf ginn“, erkläert de Patrick, dee säit Joren op der Äispist op der Kockelscheier schafft. „Ech soen ëmmer: Ech verkafen dir d'Entrée, ech ginn dir d'Schung a wann s de Dommheete méchs, geheien ech dech eraus.“ Hie fänkt u mat laachen. Zeréck zum Krichsfotograf. Als Kand hat hien, wéi e selwer seet, déi Illusioun, dass dat deen Job wier, deen hie maache wéilt. „Du mengs dann, dat wier et. Ech hunn esou ee kannt, dee krut eng Bomm op de Kapp a war fort. Vun engem Moment op deen aneren. Da realiséiers de dat mol.“ Wéi hie bis d'Geleeënheet hat, an e Krichsgebitt ze reesen, war d'Decisioun séier geholl. „Ech hunn eng Frëndin, déi bei Amnesty International schafft an do gouf ech vun him gefrot, fir mat a Syrien. Mat an de Prisong, fir Affekoten ze begleeden, d'Leit ze interviewen an dat da visuell festzehen. Wann s de da bis gesot kriss, dass de Deckung muss siche goen ... nee, nee, nee, too much.“

De Patrick hat den 1. Mee un der traditioneller Demo zu Berlin deelgeholl. „E Bekannte vun engem Bekannten, dee beim däitsche Stern schafft, hat virgeschloen, ech kéint do deelhueen. Ech war deen Dag awer ganz op mech gestallt, ech sinn net vum Stern engagéiert ginn.“ Hie krut nogeluecht en Helm unzedeoen. „Do hunn ech gemengt: Papperlapapp! Ma wéi dunnt déi éischt Steng geflu koumen, ass et eskaléiert. Ech hu keng Fotoe gemaach – de Kapp huet ëmgeschalt. Do hunn ech gemierkt, dass ech net deen Held sinn, deen ech soss ëmmer wollt sinn.“

Viru gutt 4 Joer war de Patrick an Nordirland bei der IRA, der Irish Republican Army. „Déi hunn e Büro zu Derry. Ech hu getockt a gefrot, ob ech Fotoen duerf maachen. Si sote jo, mee net vun hinnen.“ D'IRA hu Joerzénge laang déi iresch Onofhängegkeet vu Groussbritannien mat Gewalt versicht duerchzesetzen. D'Joer vum Patrick senger Rees kënt et zu déidleche Schëss op eng Journalistin. „Ech hu spéider erausfonnt, dass ech ee vun den Täter kennegeléiert hunn. Do si mir d'Schudder an ausgaangen.“ Vun där Rees huet de Patrick och eng Foto mam Numm „Offene Wunden“. „Dee Konflikt

ass jo nach ëmmer net ofgeschloss. An dat wéll ech mat menge Fotoe weisen. Wéi d'Realitéit ass.“

Wann hie Leit, déi sech an der Fotografie lancéiere wëllen, ee Rotschlo kéint ginn, wier et „manuell ze schaffen“. „D'Leit soen oft, se wëllen et léieren. Si kafe sech dann dee beschten Apparat, deen alles kann a knipsen automatesch. Da kanns de och en Handy huelen.“ Et soll een sech raknéien a sech domat auserneesetzen. „Kuck wéi dat geet mat der Blend, der Vitess an da gëtt dat eppes.“ De Patrick ass iwweezeegt, dass et wichteg ass, vun deene richtege Leit gefërdert ze ginn. „Ech hat mega cool Proffen, den Här Glauden an den Här Tesch. Déi hunn eppes a mir gesinn a mir Loscht ginn, a Richtung Fotografie ze goen. Beim Här Tesch war ech deen eenzeg, ech stoung also de ganzen Dag un der Tafel, mee dat war net schlëmm. Et war genee dat, wat ech wollt.“

Deemools war hien ëm déi 20. Nach e puer Joer méi fréi huet hien zu Éilereng de J.O.E, d'Jugendorganisatioun Éilereng, mat gegrënnt. „Mir haten ni e Su an der Täsche a sou krute mer Subsidé vun der Gemeng ... mat deene mir dunnt op de Rock am Ring gefuer sinn“, erzielt de Patrick a laacht haart. Et war awer natierlech net just, fir d'Suen an d'Täsch ze stiechen. „Mir hunn och vill fir d'Gemeng gemaach, waren op alle Fester present. Do hu sech flott Frëndschaften entwéckelt. Eemol Éilerenger, ëmmer Éilerenger.“



Version française

SUESSEMJETAIME.LU/FR/PBRANDENBURGER



**„Ech sinn
eigentlech
e ganz
hekteschen
Typ a mega
ongedëlleg,
mee an der
Fotografie ass
dat anescht.“**

— PATRICK
BRANDENBURGER.



F **NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !
LA NOUVELLE LISTE AVEC DE NOMBREUX·SES BABY-SITTERS MOTIVÉ·E·S EST DISPONIBLE.**

Notre formation des baby-sitters a été récompensée par le Diversity Award en septembre dernier. En effet, la Commune de Sanem est la seule à offrir aux jeunes une formation contenant une première sensibilisation pour s'occuper d'enfants ayant des besoins spécifiques. De plus, ils-elles ont reçu une initiation aux premiers secours et ont participé au Gender Game abordant aussi cette thématique, car elle fait partie de la réalité du terrain.

Les baby-sitters de notre liste ont également suivi un atelier pédagogique. Ils-elles ont appris ce qui est important lors d'une première rencontre avec la famille et quelles activités ils-elles peuvent proposer aux enfants selon leur âge. De plus, les jeunes ont appris à s'occuper des bébés et à communiquer avec les enfants lorsqu'ils-elles ne veulent pas obéir.

Pour toute question supplémentaire vous pouvez contacter le Service à l'Égalité des Chances et Diversité par mail à l'adresse service.secd@suessem.lu ou par téléphone au 59 30 75 654.



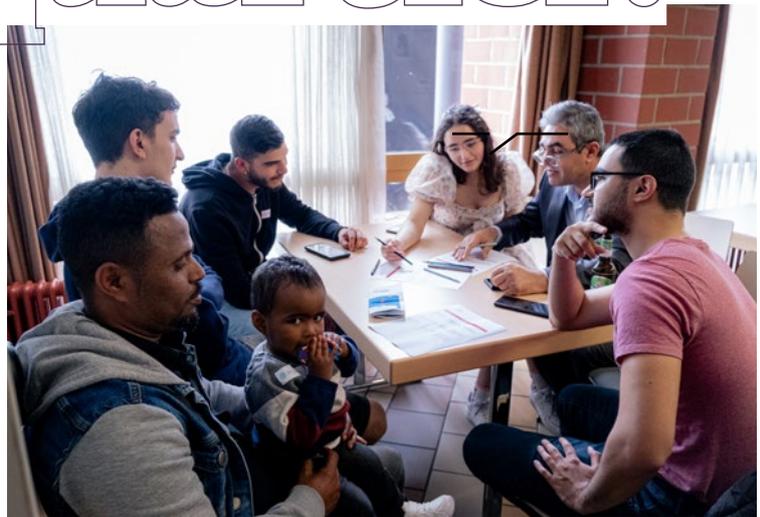
**DIR SIDD OP DER SICH NO ENGEM·ER BABYSITTER·IN?
À LA RECHERCHE D'UN·E BABY-SITTER ? RENDEZ-VOUS SUR**

suessem.lu/2024/07/29/listebabysitters



GEESEWEE.

Fête du quartier.



© Annick Spellini

F



Version française

[SUESSEM.LU/FETE-DU-QUARTIER-GEESEWEE](https://suessem.lu/fete-du-quartier-geessewee)

As part of the Communal Pact for Intercultural Living Together, the Municipality of Sanem organized its first Geessewee Neighborhood Gathering on Friday, June 14, 2024. Aiming to bring together both new and established neighbors, various activities for children and adults were offered under the guidance of our community advisors,

Magdalena Jakubowska and Gary Diderich. The evening concluded in a friendly atmosphere with the tasting of various specialties from different countries of origin.

The second edition will take place on Friday, September 27, 2024, from 18:00 until 20:00 at Centre Culturel Metzerlach.

L'eau de pluie, notre alliée

Une solution durable pour notre jardin et notre foyer



Le **changement climatique** entraîne des **périodes de sécheresse** plus longues et des **pénuries d'eau** à certains moments de l'année.



L'**eau de pluie** disponible s'écoule, généralement **inutilisée**, vers les égouts et les cours d'eau.



L'**eau potable** est utilisée à des fins qui n'exigent pas une haute qualité d'eau (**toilettes, arrosage, nettoyage**).



Une solution simple: **le réservoir d'eau de pluie**

Collecter l'eau de pluie provenant du **toit**, et l'utiliser

Utiliser l'**eau de pluie** comme ressource pour demain



Réserver l'**eau potable** pour des utilisations nécessitant une qualité d'eau plus élevée

- Arrosage du jardin
- Nettoyeur haute pression
- Chasse d'eau
- ...



Le réservoir d'eau de pluie doit être relié au tuyau de descente des eaux pluviales. Mais où l'eau est-elle collectée ? Un résident peut réfléchir à cette question comme suit :

📍 À l'extérieur, au-dessus du sol



Tonneau = méthode la plus simple / moins chère, suffisante pour arroser les fleurs. Idées de **réutilisation** : bidon d'huile alimentaire, tonneau de vin, amphore...



📍 À l'extérieur, dans le sol



Citerne souterraine en plastique ou en béton → **volume** plus important + **possibilité de raccordement** au foyer pour la chasse d'eau / machine à laver!

Important à noter: L'eau qui est utilisée pour un nettoyeur haute pression ou pour une machine à laver doit être filtrée au préalable.



📍 Dans la maison / cave



Citerne en plastique ou en béton, avec **raccordement au foyer** pour la chasse d'eau des toilettes / machine à laver.

Nouveaux projets de construction → prévoir la citerne directement dans le plan du bâtiment (dans la cave ou à l'extérieur).

Important à noter: Aucune connexion ne doit exister entre l'eau de pluie et le réseau d'eau potable (protection sanitaire).



Réglementation légale:

Pour les installations extérieures souterraines, une **déclaration** ou **autorisation de construction** doit être soumise à la commune.



Aide financière:

N'oubliez pas de profiter des **subventions** offertes par l'État ou par la commune pour la mise en place d'un système de collecte de la pluie.

Plus d'informations



L'eau est notre ressource la plus importante. Chaque goutte compte!





MINETT TREASURES

MINETT TOUR

VENEZ DÉCOUVRIR LES TRÉSORS DES TERRES ROUGES.
UNE JOURNÉE POUR LES PETITS ET LES GRANDS EXPLORATEURS!



Ateliers, jeux, animations, démonstrations et restauration



**CENTRE NATURE ET
FORÊT ELLERGRONN**
ESCH-SUR-ALZETTE

19 OCTOBRE
10H - 18H



MINIETT
PARK
PARC INDUSTRIEL,
NATUREL
ET FERROVIAIRE
FOND-DE-GRAS



**FERRO
FORUM**



Centre de Documentation
sur les Migrations Humaines



MNM
MUSÉE NATIONAL
DES MINES
RUMELANGE



MUSÉE
FERRUM

BRASSERIE NATIONALE
LUXEMBOURG
Depuis 1874

LUXEMBOURG
SCIENCE
CENTER

IVI
VISITMINETT



Oppent Matgesfeld.

Le samedi 29 juin 2024, nous avons le plaisir de célébrer ensemble l'inauguration officielle du Matgesfeld en tant que Safe Space pour chacune, dévoilant toute sa diversité en présence de Madame la Ministre Yuriko Backes du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) ainsi que des associations Rosa Lëtzebuerg, Rainbow Center, ITGL et Laboratoire d'Études Queer, sur le Genre et les Féminismes (LEQGF).

Nathalie Morgenthaler, députée et échevine ayant dans ses responsabilités l'égalité des chances et la diversité, a déclaré: «L'idée de ce Safe Space est née de la conviction que chaque personne mérite un lieu où elle se sent en sécurité, respectée et à l'aise. Il s'agit ici d'un premier pas fondamental dans la bonne direction, souhaité par la communauté elle-même. Bien entendu, notre objectif doit toujours être de faire en sorte que l'ensemble de la commune soit un espace sécurisé pour les personnes LGBTIQ+.» La Ministre Yuriko Backes a ajouté: «Bien sûr, l'idéal serait d'avoir directement des communes,

des pays ou même un monde entier sûrs, où ces espaces sécurisés ne seraient plus nécessaires.»

Ceux qui ont déjà découvert le Matgesfeld apprécient son atmosphère accueillante et paisible. La maire, Simone Asselborn-Bintz, a trouvé les mots justes: «Le Matgesfeld accueille une grande diversité biologique, mais aussi une diversité importante de la population, comme par exemple des classes scolaires qui y organisent des ateliers avec les enfants, ou des prêtres qui entretiennent une parcelle, des particulier-ère-s et d'autres associations, telles que les Amis de la Fleur et la Société avicole de Belvaux.»

Les invité-e-s ont ensuite eu droit à une visite du Matgesfeld, accueillie-e-s par nos poules et nos trois mini-cochons Pinky, Minky et Dinky. Nos abeilles actives ont également impressionné la Ministre par leur travail. Après une petite pause sur le banc arc-en-ciel, la journée s'est terminée avec un verre d'amitié et l'accompagnement musical d'IRINA.



Lëtzebuergesch Versioun
[SUESSEM.LU/LB/GALERIE/OPPENT-MATGESFELD](https://suessem.lu/lb/galerie/oppent-matgesfeld)



© Max Staus







SPORTLERÉIERUNGEN.

Mérites sportifs.

Am Mee 2024 gouf et zwou verschidde Sportleréierungen, fir aussergewöhnlech sportlech Leeschtungen aus de leschten 12 Méint ervirzehiewen.

Am Ganze goufen 108 Einzelsportler-innen an 30 Ekippen aus der Gemeng Suessem géieert. **Felicitatiounen!**

Fotogalerie
SUESSEM.LU/MERITE-SPORTIF-3



DATE	LOCALITÉ, ARRÊT ET HORAIRE
11.9.2024	
02.+23.10.2024	Sanem » 09h20–10h00
13.11.2024	Rue de Niederkorn
04.12.2024	an der Bushaltestelle seitens der Schule
08.+29.01.2025	arrêt bus scolaire – école fondamentale
19.02.2025	
09.+30.2024	
21.10.2024	Soleuvre » 14h40–15h30
11.11.2024	Rue Scheierhaff
02.12.2024	beim ehemaligen Altenheim
06.+27.01.2025	près de l'ancien CIPA
17.02.2025	

Für weitere Informationen | *Information complémentaire :*
Service Bicherbus Bibliothèque Nationale de Luxembourg

► (+352) 26 55 9 - 240 | bicherbus@bni.etat.lu

WEITERE TERMINE | AUTRES DATES bni.public.lu

► Der ‚**Bicherbus**‘ ist eine **mobile Bibliothek**, bei der man kostenlos Bücher ausleihen kann. Die rollende Bücherei wurde auf Initiative des Kulturministeriums ins Leben gerufen und umfasst rund **80.000 Werke** verschiedenster Themen. **Ein Großteil** dieser Werke ist **Kindern und Jugendlichen vorbehalten**.

In der Liste finden Sie die Daten und Uhrzeiten, an denen der ‚Bicherbus‘ in der Gemeinde Sanem Halt macht.

► Le ‚**Bicherbus**‘ est une **bibliothèque mobile** qui permet d'emprunter des livres gratuitement. Le projet a été initié par le Ministère de la Culture et propose une collection d'environ **80.000 livres**. Une **grande partie** de ces livres est **réservée aux enfants et aux adolescent·e·s**.

Veuillez consulter le tableau avec les dates et les horaires précis du passage du ‚Bicherbus‘ dans la Commune de Sanem.



Bibliothèque nationale
du Luxembourg



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture



BABYPLUS

E Service vun der Gemeng Suessem an Zesummenaarbecht mat der Initiativ Liewensufank

- fir all Familljen an der Gemeng Suessem, déi e Puppelchen erwaarden oder kritt hunn
- **gratis Informatiounen, Berodungen a Begleedung ab der Schwangerschaft an am 1. Liewensjoer vum Bëbee**
- Bei Iech doheem oder an engem Berodungsraum zu Suessem
- kompetent, empathesch, méisproocheg Equipe (Lux., De., Fr., Port., Engl.).

Un service de la commune de Sanem en collaboration avec l'Initiativ Liewensufank

- s'adresse à toutes les familles de la commune de Sanem, qui attendent ou viennent d'avoir un bébé
- **information, consultation et suivi gratuits concernant le bébé dans sa première année de vie**
- à votre domicile ou dans un bureau de consultation à Sanem
- équipe compétente, sensible, multilingue (lux., all., fr., port., angl.).

A service of the municipality of Sanem in collaboration with the Initiativ Liewensufank

- which is for all families in the municipality of Sanem who are expecting or have just had a baby
- **free information, consultations and follow-up of the baby during its first year of life**
- at your home or at a consulting room at Sanem
- competent, sensitive, multilingual team (lux., ger., fr., pt., eng.).

Tel.: 59 30 75 888 • babyplus@liewensufank.lu • www.suessem.lu



INITIATIV LIEWENSUFANK
DEBUT DE LA VIE - BEGINNING OF LIFE

Am Juni 2023 goufen d'Gemengerotskaarten nei gemëscht. Déi eng goufen zeréckgewielt, fir anerer heescht et fir eng éischte Kéier Kommunalpolitik an der Suessemer Gemeng. Mee wie sinn déi Leit, déi dir an de Gemengerot gewielt hutt? An den nächsten Editiounne vum kuerz&knapp, stelle mir iech déi eenzel Memberen an alphabetescher Reiefolleg vir!

AN DER POLITIK AKTIV ZËNTER 16.08.2009.

AM GEMENGEROT ZËNTER 25.09.2020.

MENG INTERESSEN Sport (Vëlo a Lafen), Sproochen a Liesen.

ECH SINN Member am Verwaltungsrot CIGL, Member am Verwaltungsrot TICE, Member vun der Ëmweltkommissioun a President vun der Kulturkommissioun.

EE (GROUSST) ZIL, WAT ECH A MENGER FUNKTIOUN ALS MEMBER VUM GEMENGEROT ËMSETZE WËLL Sech fir d'Bierger-innen asetzen duerch eng gerecht Sozialpolitik a fir méi gesellschaftlech Kohäsioun a méi Liewensqualitéit an enger moderner Gemeng.

MENG ZÄIT AM GEMENGEROT BIS ELO ZESUMMEGEFAASST

Ech hu vill bäigeléiert an deene knapp 4 Joer. Ënnert anerem och, datt et vill Gedold an Asaz brauch, fir konstruktiv zesummen ze schaffen, fir déi gewënschten Ziler z'erreechen.



LSAP



Yves Dahm

Steve Gierenz

AN DER POLITIK AKTIV ZËNTER 2011.

AM GEMENGEROT ZËNTER 08.10.2017 an ab dem 13.07.2020 am Schäfferot bis haut.

MENG INTERESSEN Reesen, Zäit mat menge Léifsten, Sauna an e gudde Maufel.

ECH SINN Präsidant vun der Schoulkommissioun an dem Aarbechtsgrupp Restauratioun a meng Ressorten als Schäfte si Schoul a Maison Relais (SEA), Senior-innen, Personal vum SEA an eis gemengeneegend Résidence op der Waassertrap, Ëmwelt, Energie, Kreeslafwirtschaft, Waasser, Kanalisatioun a Kläeranlag zu Péiteng, Natur- a Klimapakt.

EE (GROUSST) ZIL, WAT ECH A MENGER FUNKTIOUN ALS MEMBER VUM GEMENGEROT ËMSETZE WËLL Eis Gemeng no vir bréngen an do si fir d'Leit.

MENG ZÄIT AM GEMENGEROT BIS ELO ZESUMMEGEFAASST

Ganz interessant an ëmmer nees gutt fir eng lwwerraschung, well net ëmmer alles esou verleeft, wéi een't sech et virgestallt huet.



LSAP





Serge Faber



AN DER POLITIK AKTIV ZËNTER 2011.

AM GEMENGEROT ZËNTER 2023.

MENG INTERESSEN An der Politik – eng gesond Ëmwelt an eng intakt Natur, bezuelbaart Wunnen, eng nohalteg Mobilitéit, stabil Finanzen a virun allem sozial Gerechtegkeet; an der Fräizäit – Schwammen, Kachen, trëppele goen an E-Vëlofueren (leider net oft genuch).

ECH SINN Member an der Finanz-, der Bauten- an der Ëmwelt- a Naturschutzkommissioun, am Klimateam, Comité de prévention an am Aarbechtsgrupp Logement. Donieft sinn ech mat vill Freed Member am Verwaltungsrôt vum CIGL Suessem an Trésorier vun der Nikloswierk Éilereng asbl.

EE (GROUSST) ZIL, WAT ECH A MENGER FUNKTIOUN ALS MEMBER VUM GEMENGEROT ËMSETZE WËLL Eis Gemeng Suessem huet an de leschte Joren hire Krop ënnert de Pacte Logement, ënnert de Klima- an de Naturpakt an ënnert de Pakt vum Zesummeliewe gesat. Eis Gemeng huet sech och ee Mobilitéitsplang ginn. Villes dovunner steet bis elo awer eréischt um Pabeier. A Pabeier ass, wéi mer all wëssen, ganz gedëlleg. Ech wëll mech an den nächste Joren mat vill Energie, Motivatioun a gesondem Mënscheverstand, awer och mat Nodrock an der néideger Konsequenz dofir asetzen, datt all déi Pakten a Pläng mam beschtméigleche Resultat fir d'Awunnerinnen aus eiser Gemeng a Musek ëmgesat ginn.

MENG ZÄIT AM GEMENGEROT BIS ELO ZESUMMEGEFAASST

Widderspréichlech an e bëssi vun allem (aniichtert, erstaunt, verwonnert an zefridden zugleich).

LSAP



Marco Goelhausen

AN DER POLITIK AKTIV ZËNTER 1997.

AM GEMENGEROT ZËNTER 19.11.2001.

MENG INTERESSEN Mobilitéit, Natur, Personal, Aarbecht a sozial Kohäsioun, Spillplazen, Evolutioun vun de Kanner zu den Erwuessene vu muer, Kultur, Léisunge fir d'Gestioun vum Muppekack fannen.

ECH SINN President vum CIGL Suessem, Member an der Verkéierskommissioun a verrieden d'Gemeng am TICE, am SUDnergie an am Office Régional du Tourisme (ORT).

EE (GROUSST) ZIL, WAT ECH A MENGER FUNKTIOUN ALS MEMBER VUM GEMENGEROT ËMSETZE WËLL D'Leit iwverzeegen den Auto nëmmen dann ze benotze wann et Sënn mécht, well wa manner Autoen op der Strooss sinn, kommen déi Leit, déi den Auto wierklech brauchen, besser virun aplaz am Stau mussen ze stoen.

D.h. awer och logescherweis d'Leit iwverzeegen, sech méi oft mam ëffentlechen Transport respektiv mat de Moyene vun der Mobilité douce ze deplacéieren.

MENG ZÄIT AM GEMENGEROT BIS ELO ZESUMMEGEFAASST

Vun 2001 bis 2005 am Gemengerot, vun 2005 bis 2019 am Schäfferot mat de Ressorte Mobilitéit, Personal (2005-2011 CIPA, Maison Relais, Administratioun a Service technique, ab 2011 bis 2019 Administratioun a Service technique), Espaces verts, Spillplazen, Santé a Jumelage. Enn 2019 sinn ech erëm vum Schäfferot an de Gemengerot gewiesselt.



Informationsblatt

26. Abrëll 2024 — Säit 45

10. Mee 2024 — Säit 53

24. Mee 2024 — Säit 60

21. Juni 2024 — Säit 72

12. Juli 2024 — Säit 85

L

AUDIO REPLAY GEMENGEROTSSÄTZUNGEN

Just e puer Stonnen nom Enn vun de jeeeweilege
Sätzunge fannt Dir déi detailléiert Audio-Versioun
vum Gemengerot op

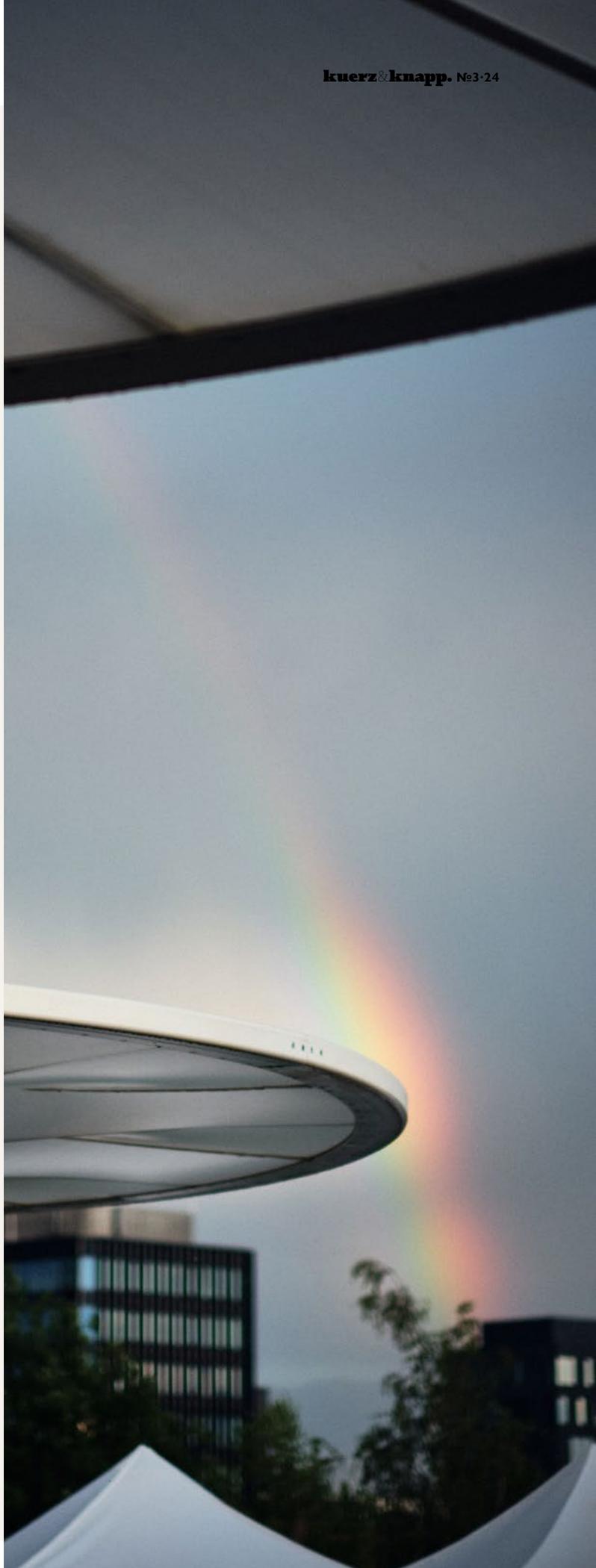
suessem.lu/lb/seance-year/2024

F

REPLAY AUDIO SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAL

Retrouvez l'enregistrement audio des séances quelques
heures après la fin du Conseil communal respectif sur

suessem.lu/fr/seance-year/2024



Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, **26 avril 2024**

date de l'annonce publique: **19 avril 2024**

date de la convocation des conseillers: **19 avril 2024**

début: **08h15**

fin: **11h42**

PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,
M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve,
M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, M. Krippeler Max,
Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie,
Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-Braun Patricia
Mme Manon Greven, secrétaire communale

ABSENTS EXCUSÉS:

M. Gierenz Steve

PREMIER VOTANT: M. Da Silva Bruno

M. Bronzetti Denis n'a pas pris part au vote du point 25a.

M. Faber Serge n'a pas pris part au vote du point 28.

— ORDRE DU JOUR

Le collège des bourgmestre et échevin·e·s demande au conseil communal de renommer le point:

34. Nomination d'un·e employé·e communal·e du groupe d'indemnité C1, sous-groupe administratif à raison de 75 % d'une tâche complète pour les besoins du service senior+.

comme suit:

34. Nomination d'un·e employé·e communal·e du groupe d'indemnité C1, sous-groupe administratif à raison de 50 % d'une tâche complète pour les besoins du service senior+.

» **Vote unanime**

Le collège des bourgmestre et échevin·e·s demande également au conseil communal d'ajouter un point à l'ordre du jour sous le volet huis clos:

35. Informations relatives à la réorganisation SF/SECR.

» **Vote unanime**

1. Correspondance et informations.

— PROJETS

2. Hall Belvaux:

a. Rénovation du hall (ancienne propriété d'Arcelor) à côté de l'arrêt ferroviaire Belval-Rédange à Belvaux. Travaux d'amélioration du confort thermique du hall existant de la Spullkëscht. Devis estimatif détaillé: 163.290,97,- € (article budgétaire: 4/410/221311/19081).

b. Rénovations énergétiques des bâtiments communaux de la commune de Sanem. Travaux de désamiantage dans le cadre des travaux de la façade pour la Spullkëscht. Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire (4/542/221311/99001).

c. Construction d'une annexe du hall à côté de l'arrêt ferroviaire Belval-Rédange à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 530.000,- € (article budgétaire: 4/410/221311/24050).

» **Vote unanime**

3. Travaux d'investissement de génie civil pour l'entretien du réseau d'eau potable. Devis estimatif détaillé: 600.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/99002).

» **Vote unanime**

4. Travaux d'investissement du réseau de canalisation. Devis estimatif détaillé: 160.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/99001).

» **Vote unanime**

5. Travaux d'investissement voirie. Devis estimatif détaillé: 150.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/99002).

» **Vote unanime**

6. Fournitures pour le remplacement des compteurs d'eau. Devis estimatif détaillé: 340.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/99003).

» **Vote unanime**

7. Fourniture de pièces spéciales et éléments de tuyauterie pour l'entretien du réseau. Devis estimatif détaillé: 170.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/99005).

» **Vote unanime**

8. Fourniture de robinetterie pour l'entretien du réseau.
Devis estimatif détaillé: 130.000,-€ (article budgétaire: 4/630/222100/99004).

» **Vote unanime**

9. Renouvellement des gouttières et descentes d'eau au centre culturel à Sanem. Devis estimatif détaillé: 48.000,-€ (article budgétaire: 4/831/221312/24017).

» **Vote unanime**

10. Renouvellement de la terrasse extérieure et construction d'une séparation au 1^{er} étage au boulodrome à Belvaux.
Devis estimatif détaillé: 40.000,-€ (article budgétaire: 4/822/221311/24011).

» **Vote unanime**

11. Acquisition de matériel Salto pour divers bâtiments.
Devis estimatif détaillé: 45.000,-€ (article budgétaire: 4/120/221311/22029).

» **Vote unanime**

12. Services Régie – Environnement:

- a.** Acquisition d'une pelle mécanique pour le service environnement. Devis estimatif détaillé: 42.000,-€ (article budgétaire: 4/621/223210/23005).
- b.** Remplacement d'une voiture électrique pour le service environnement. Devis estimatif détaillé: 38.000,-€ (article budgétaire: 4/621/223210/24060).
- c.** Acquisition d'une remorque twin trailer pour pelle pour le service environnement. Devis estimatif détaillé: 20.000,-€ (article budgétaire: 4/621/223100/23004).

» **Vote unanime**

13. Remplacement des feux de signalisation devant l'école à Sanem. Devis estimatif détaillé: 61.000,-€ (article budgétaire: 4/622/222100/17002).

» **Vote unanime**

14. Frais d'études pour le PAP «rue d'Esch» à Sanem centre:

- a.** Création d'un nouvel article budgétaire: 4/130/211000/24067.
- b.** Nouveau crédit: 70.000,-€ (article budgétaire: 4/130/211000/24067).

» **Vote unanime**

15. Remplacement de l'extinction automatique de la cuisine du Kulturschapp à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 15.000,-€ (article budgétaire: 4/831/222100/24018).

» **Vote unanime**

16. Renouvellement de l'installation sonore au Sportkuss à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 11.000,-€ (article budgétaire: 4/822/221311/22039).

» **Vote unanime**

17. Acquisition de mobilier pour la célébration de mariages et de déclaration de partenariats civils. Devis estimatif détaillé: 5.000,-€ (article budgétaire: 4/120/223410/24055).

» **Vote unanime**

18. Matgesfeld:

- a.** Acquisition d'une presse à pellets de bois. Devis estimatif détaillé: 12.132,90€ (article budgétaire: 4/542/222100/99001).
- b.** Acquisition d'un pavillon pour le site du Matgesfeld. Devis estimatif détaillé: 4.866,03€ (article budgétaire: 4/542/222100/99001).

» **Vote unanime**

19. Informatique:

- a.** Mise à niveau de l'infrastructure informatique. Devis estimatif détaillé: 12.000,-€ (article budgétaire: 4/120/223500/21050).
- b.** Acquisition de matériel informatique. Devis estimatif détaillé: 13.000,-€ (article budgétaire: 4/120/223500/99001).
- c.** Acquisition d'équipements informatiques. Devis estimatif détaillé: 5.000,-€ (article budgétaire: 4/831/223500/18011).

» **Vote unanime**

— TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

20. Actes:

- a.** Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.
- b.** Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.

» **Vote unanime**

- 21. a.** Reclassement des parcelles 192/8397 et 183/8396 sises à Belvaux du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.
- b.** Approbation d'un compromis de vente avec la société DRIMM S.à.r.l. concernant deux parcelles de terrain sises à Belvaux.

» **Vote unanime**

22. Approbation du 2^e avenant au contrat de bail conclu en date du 22 novembre 2022 avec l'association sans but lucratif CIGL Sanem pour le projet «Spullkescht».

» **Vote unanime**

23. Approbation d'un contrat de bail commercial avec la société à responsabilité limitée SADELITE dans la zone artisanale 'Im Kaep' à Soleuvre/Sanem.

» **Vote unanime**

— FINANCES COMMUNALES

24. Approbation de divers subsides:

Nom de l'association	Objet	Montant accordé précédemment	Montant accordé
Fondation Lëtzebuurger Blannevereenegung	Demande d'un subside pour l'année 2024	150,- CC 24/03/2023	150,-
Stroossen Engelen a.s.b.l.	Demande de soutien financier	–	150,-
natur&emwelt a.s.b.l.	Demande de subside pour l'année 2024	–	0,-
A.T.E. Association thérapie équestre	Demande de soutien	150,- CC 18/06/2021	0,-
Mini-entreprise Gelléponge	Demande sponsoring mini-entreprise	–	0,-
Sportlycée Luxembourg	ISF – Crosscountry – 2024 World Schools Championship	–	0,-

» **Vote unanime**

25. Centre d'Initiative et de Gestion Locale Sanem asbl :

- Approbation du bilan annuel de l'exercice 2023 du CIGL Sanem.
- Approbation du budget prévisionnel et de la mise communale pour l'exercice 2025 du CIGL Sanem.

— CIRCULATION

26. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin·e·s:

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de livraison et de montage à l'aide d'une grue mobile à la hauteur du lot 39 dans le boulevard des Lumières à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 mars 2024 (U024/035);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de livraison à l'aide d'une grue mobile à la hauteur du 12 boulevard du Jazz à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 19 avril 2024 (U024/040);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordements de la maison n°7 rue du Château à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 22 avril 2024 (U024/041).

» **Vote unanime**

— PERSONNEL

27. Création de deux postes de fonctionnaire communal·e, groupe de traitement D1, sous-groupe à attribution particulières, à plein temps et à durée indéterminée pour les besoins du service des agents municipaux et gardes-champêtres.

» **Vote unanime**

— OFFICE SOCIAL

28. Demande d'avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'Office social: Approbation d'une demande de prolongation d'une réduction de tâche temporaire d'un·e employé·e communal·e A2 pour une durée de 5 ans.

» **Avis favorable**

29. Approbation du rapport de vérification du bilan et compte de profits et pertes de l'année 2022 de l'Office social de Sanem et arrêt provisoire du compte de l'exercice 2022.

» **Vote unanime**

— DIVERS

30. Nomination des membres du comité de pilotage (pacte du vivre-ensemble interculturel):

Nom	Prénom	Statut
Sont nommé·e·s:		
MORGENTHALER	Nathalie	Conseil communal
SPELLINI	Annick	Coordination du pacte du vivre-ensemble interculturel
ROMEO	Franca	Commission du vivre-ensemble interculturel
RENARD	Sylvie	Commission du vivre-ensemble interculturel
BRANDENBURGER	Laurent	Ententes des associations locales
SCHILLING	Lucien	Ententes des associations locales
HOLZINGER	Irina	Commission de la culture
MAJERUS	Jean-Claude	Commission de l'égalité des chances et diversité
RAMMELLA	David	Commission de la jeunesse
MOLITOR	Catherine	Commission des seniors
LOGELIN	Anne	Commission des sports
FERREIRA	Bruno	ADR
ARENDT	Patrizia	Déi Lénk
DE FELICE	Claudio	DP
DAHANNONORGUES	Livia	LSAP
VAN WAARDHUIZEN	Reginald	Piraten

31. Questions et divers

— SÉANCE À HUIS CLOS

— PERSONNEL

32. Classement d'un employé communal.

» **Classement accordé**

33. Nomination d'un-e fonctionnaire communal-e du groupe de traitement C1, sous-groupe administratif à temps plein pour les besoins du service facturation à partir du 1^{er} septembre 2024.

» **Est nommée: M. Marco Portela de Assua**

34. Nomination d'un-e employé-e communal-e du groupe d'indemnité C1, sous-groupe administratif à raison de 50 % d'une tâche complète pour les besoins du service senior+.

» **Est nommée: Mme Limpach Michèle**

35. Informations relatives à la réorganisation SF/SECR

» **Prise de connaissance**

Prise de connaissance

.....



Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 26. April 2024

BELES – Der Gemeinderat war vollzählig versammelt, um eine Sitzung mit 35 Tagesordnungspunkten abzuhalten. Zentrale Diskussionsthemen waren die Räumlichkeiten der Spullkëscht, die personelle Erweiterung der *Agents municipaux*, sowie die Bilanz und Zukunftsprognosen des CIGL.

Gleich zu Beginn der Sitzung gab Finanzschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) bekannt, dass die Gemeinde gemäß Abrechnung 1 Million € vom FDGC (*Fonds de dotation globale des communes*) und etwa 250.000 € an Gewerbesteuer (*Impôt commercial communal*) mehr verbuchen könne, als im angepassten Budget 2023 vorgesehen war. Im Hinblick auf die Europawahlen gab sie an, dass ein mehrsprachiger Brief an 3.514 potenziell Wahlberechtigte geschickt worden sei und sich bis zum Ablauf der Anmeldefrist 83 EU-Bürgerinnen in der Gemeinde Sanem in das Wählerinnenverzeichnis eingetragen hätten. Die Kommission für interkulturelles Zusammenleben leiste weiterhin Aufklärungsarbeit und informiere darüber, wie man richtig wählt. Was die sieben Saisonarbeiterinnen angehe, die im Rahmen des Budgets erwähnt worden seien, gab Morgenthaler (CSV) an, dass man über die TUC-Maßnahme (*Travaux d'utilité collective*) in Zusammenarbeit mit dem Office Social leider keine passenden Kandidatinnen gefunden habe – auch nicht in Nachbargemeinden – und deshalb auf andere Bewerbungen zurückgegriffen habe. Verkehrsschöffe Mike Lorang (CSV)

verkündete, dass das bequeme Zahlen der Parkgebühr per Smartphone-App ab dieser Woche möglich sei, und zwar auf Belval, Belval Nord und in den Gewerbegebieten ZARé-Est und ZARé-Ouest.

Unter Punkt 2 der Tagesordnung ging es um die Renovierungsarbeiten und den geplanten Anbau der Spullkëscht neben dem Bahnhof Belval-Rédange in Beles. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass im Laufe der Zeit Probleme durch Feuchtigkeit und mit der Isolation in der alten Halle festgestellt worden seien. Die Räumlichkeiten müssten nun instand gesetzt werden, unter anderem mit einer verbesserten Durchlüftungsanlage, und eine zweite Halle sei nötig, um eine weitere Spülmaschine unterbringen zu können. Ab dem 1. Januar 2025 sei laut europäischer Verpackungsverordnung nur noch wiederverwendbares Material erlaubt. Die Gemeinde sei dabei, zusätzlich zu den bereits gekauften Schalen auch Teller und Schüsseln anzuschaffen, was allerdings einen anderen Waschvorgang voraussetze, da mit Essensresten behaftetes Material anders gereinigt werden müsse als Becher. Bei PRO-SUD bestehe Interesse, sich an den Anschaffungskosten der neuen Maschine zu beteiligen, da diese Gemeinden ohnehin vom Service der Spullkëscht Gebrauch machten. Für die Renovierungsarbeiten könne man zusätzlich mit Subventionen seitens der Ministerien rechnen. Carlos Stozek vom beratenden

Ingenieurbüro Devolux gab anschließend Erklärungen zur Ausführung der Arbeiten, die Anfang 2025 abgeschlossen sein sollten, zu den eingesetzten Materialien sowie zum Bau der neuen Halle mit einer Fläche von 91 Quadratmetern.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) schlug im Hinblick auf die Asbestbelastung der Halle vor, zukünftig bei solchen Anschaffungen vertraglich festzuhalten, dass die Urheber für die Beseitigungskosten aufkommen müssten. Probleme mit Feuchtigkeit durch Verdunstung hätte man auch vorhersehen können. Trotz der nun anfallenden Mehrkosten sei man vom nachhaltigen Prinzip her mit diesem Projekt weiterhin auf dem richtigen Weg. Die drei Kostenvoranschläge – 163.290,97€ für die Renovierung, 70.000€ für die Asbestbeseitigung und 530.000€ für den Anbau – wurden einstimmig angenommen.

Unter der Rubrik Projekte wurden daraufhin Investitionen und Anschaffungen für die nächsten zwei Jahre im Gesamtwert von 1.083.000€ ohne Gegenstimme gutgeheißen. Dabei ging es unter anderem um Arbeiten an der Kanalisation, moderne Wasserzähler, Material für das Wasser- und Trinkwassernetz, Reparaturen und Instandsetzung des Boulodrome, sowie um den Kauf elektronischer Türschlösser für Gemeindegebäude. Was die Services Régie betrifft, wurde unisono beschlossen, den Kostenvoranschlägen für einen Mini-Bagger (42.000€), ein Elektroauto (38.000€) und einen Anhänger (20.000€) zuzustimmen.

Einig waren sich die Gemeinderätinnen auch, was das Ersetzen der Ampeln vor der Schule in Sanem (61.000€) anging, da die aktuelle Installation nach über 20 Jahren irreparable Schäden aufweise, und ein neueres Modell verlängerte Grünphasen bei größeren Fußgängerinnengruppen ermögliche, mit Tonsignal. Die Bürgermeisterin (LSAP) gab an, dass man in der jetzigen Übergangsphase an Ort und Stelle mit Aufpasserinnen für Sicherheit Sorge. Myriam Cecchetti (déi Lénk) wollte in Erfahrung bringen, wieso man beispielsweise mittags dort keine Aufpasserinnen antreffe. Schöffe Steve Gierenz (LSAP) informierte die Gemeinderätin, dass man sich auf morgens geeinigt habe, da es zu dieser Tageszeit einen konzentrierten Andrang gebe, sowohl auf der Straße als auch auf den Bürgersteigen. Unter anderem mittags sei dies nicht der Fall. Es sei außerdem nicht so einfach, die Arbeitszeiten zu organisieren. Man habe aber zusätzlich Schilder aufgestellt, um Verkehrsteilnehmerinnen auf die Kinder aufmerksam zu machen. Auf die Frage von Myriam Cecchetti (déi Lénk) hin, ob man den Verkehr dort nicht zeitweise auf 30 km/h begrenzen könne, entgegnete Simone Asselborn-Bintz (LSAP), dass man bei den kürzlich abgehaltenen Bürgerinnenversammlungen festgestellt habe, dass die ständigen Geschwindigkeitsüberschreitungen eine der größten Sorgen in der Gemeinde seien. Jede:r, der-die sich in ein Auto setze, müsse sein Verhalten überdenken. Von einem Vertreter des technischen Dienstes war es abschließend noch der

Hinweis, dass es bis zu den Sommerferien dauern werde, bis die Lampen geliefert und installiert seien. (Anm. d. Red.: die Ampeln konnten schon Mitte Juni in Betrieb genommen werden)

Daraufhin wurde noch die Schaffung eines Budgetpostens (70.000€) für Untersuchungen im Rahmen des PAP in der Rue d'Esch in Sanem beschlossen, sowie das Ersetzen der Küchenlöschanlage im Kulturschapp in Ehleringen (15.000€), die Erneuerung der 30-jährigen Beschallungsanlage im Sportkuss in Zolver (11.000€) und der Kauf von Mobiliar für Hochzeitsfeiern im Geschichts- und Kulturhaus A Gadder (5.000€).

Die Bürgermeisterin (LSAP) verwies anschließend auf das Sägemehl, das in der gemeindeeigenen Schreinerei entstehe, woraufhin die Idee entstanden sei, dieses in Form von Pellets zu pressen und damit die Heizung im Matgesfeld zu versorgen. Das Angebot in Höhe von 12.132,90€ zur Anschaffung einer Pelletpresse wurde von den Räten abgesegnet, ebenso wie jenes zum Kauf eines Holzpavillons (4.866,03€), der beim Pizzaofen als Regenschutz dienen solle. Was informatives Material anging, gab es noch grünes Licht für die Auffrischung diverser Komponenten (12.000€), neue Telefone und Softwarelizenzen (13.000€) sowie für Netzwerktechnik in den Kulturzentren Beles und Sanem (5.000€).

Nach den Immobilientransaktionen unter den Punkten 20 bis 23 unterbreitete Gemeinderat Denis Bronzetti (LSAP) den Vorschlag der Finanzkommission im Rahmen der Aide humanitaire nationale. Der Gemeinderat stimmte dem Entschluss zu, zwei von sechs Vereinigungen, die angefragt hatten, Beihilfen von je 150€ zukommen zu lassen, und zwar der Fondation Lëtzeburger Blennevereengung und Stroossen Engelen a.s.b.l.



Bei den Gemeindefinanzen war Dany Scholten, verantwortlicher Direktor der Centre d'Initiative et de Gestion Locale Sanem asbl, anwesend, um Erklärungen zur Bilanz 2023 und zum voraussichtlichen Budget 2025 zu geben. 2023 sei ein Überschuss zugunsten der Gemeinde in Höhe von 138.460,10€ zu verzeichnen, wobei 75.100 Euro an Miete für drei Gemeindelokale hinzukämen. Seit 2013 habe man der Gemeinde somit insgesamt 874.000€ an Subventionen gutgeschrieben, so Scholten. Die Kundenanzahl sei von 400 (2020) auf jetzt über 500 gestiegen, und es sei ein großes Wachstumspotenzial vorhanden, dessen Ausschöpfung jedoch davon abhinge, ob weiteres Personal finanziert und verpflichtet werden könne. 2023 habe sich das Budget auf 2,1 Millionen€ belaufen, bei Einnahmen in Höhe von 325.878€. 1,5 Millionen€ habe das Arbeitsministerium beigesteuert, und die Gemeinde insgesamt 329.661€, wofür sich der Direktor ausdrücklich bedankte. Die Personalkosten von 1.650.000€ verteilten sich auf 33 vom Arbeitsamt zugewiesene Arbeitskräfte, die jeweils über einen Zeitraum von zwei Jahren beschäftigt werden, und 10 fest eingestellte Betreuerinnen.

Um das Potenzial zu verdeutlichen, verwies Dany Scholten auf das geerntete Gemüse im Rahmen von Suessem schmaacht. 2023 habe man 7 Tonnen eingeholt, dieses Jahr seien bis zu 12 Tonnen möglich. Die zusätzlichen Arbeitsstunden müsse man mit der bestehenden Mannschaft auffangen, da im Moment noch nicht klar sei, ob die sechs angefragten zusätzlichen Arbeitskräfte vom Ministerium genehmigt würden. Mit der Spüllkëscht habe man im letzten Jahr durch das Spülen von 700.000 Bechern Einnahmen von 75.000€ generiert. Dieses Jahr werde man dies übertreffen, da unter anderem Kooperationen mit dem Konzertveranstalter den Atelier und der Rockhal bevorstünden. Im Sommer werde man beispielsweise bei Konzerten bei der Luxexpo und der Abtei Neimënster in einem Zeitraum von zwei bis drei Wochen über 200.000 Becher reinigen, was eine große Herausforderung sei, wie Scholten unterstrich.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) sprach diesem ihrer Meinung nach wichtigen Projekt ihre fortwährende Unterstützung aus, auch im Hinblick auf die soziale Integration. Es sei lobenswert, für Nachhaltigkeit und Saisonalität einzustehen und die Latte dieses Jahr noch höher legen zu wollen. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) schloss sich dem Lob an.

Dany Scholten gab zu Protokoll, dass man dieses Jahr ein Audit des Ministeriums und der ADEM mit Bravour bestanden habe und man frühzeitig die Zahlen eingereicht habe, um in Zukunft mehr finanzielle Mittel zu bekommen, da man nicht nur die Mannschaft vergrößern wolle, sondern auch immer neue Anforderungen an das CIGL gestellt würden. Besonders die Betreuung der zugewiesenen Arbeitskräfte sei immer wichtiger und intensiver, unter anderem um die Sicherheit zu garantieren. Blicke es wie bisher bei 33 befristeten Beschäftigten, müsse man im voraussichtlichen Budget 2025 mit einer Gemeindebeteiligung

von 452.000€ rechnen. Gemeinderat Marco Goelhausen (LSAP), der daraufhin als Präsident des CIGL das Wort ergriff, bedankte sich bei der Gemeinde für die gute Zusammenarbeit. Er würdigte auch die Arbeit von Dany Scholten und seinem Team, die eine qualitativ hochwertige Palette an Diensten anböten.

Im Anschluss an die Verkehrsnotfallregelungen ging es unter Punkt 27 um das Personal. Schöffe Mike Lorang (CSV) kündigte die Schaffung von zwei Beamtenstellen in Vollzeit zwecks Verstärkung der *Agents municipaux* an, die auch im Jahresbudget vorgesehen seien. Bevor der Gemeinderat dies bewilligte, gab es hierzu eine Diskussion. Serge Faber (déi gréng) begrüßte die Schaffung der Stellen, da mehr Präsenz der Gemeindebeamten eine wiederkehrende Forderung bei den kürzlich abgehaltenen Bürgerinnenversammlungen in den vier Ortschaften der Gemeinde gewesen sei. Auf seine Nachfrage hin unterstrich die Bürgermeisterin (LSAP), dass der betroffene Gemeindedienst nach den Postenschaffungen aus fünf Posten bestehen werde. Sie informierte Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) auch darüber, dass die Beamten bei gewissen Konflikten auf den Mediationsdienst der Gemeinde hinwiesen. Dies setze aber immer die Bereitschaft beider Streitparteien voraus. Mike Lorang (CSV) bestätigte, dass man die Beamten bei der Planung großer Veranstaltungen mit einbinde, bevor Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ihren Unmut über die oftmals ungerechte Behandlung der *Agents municipaux* äußerte. Es gebe Menschen, welche die Beamten in Uniform verbal und auch physisch angingen. Dies sei traurig und inakzeptabel.

Zu den nächsten beiden Punkten der Tagesordnung, denen der Gemeinderat zustimmte, gab der Präsident des Office Social Jean-Pierre Schlesser Erklärungen. Es ging um die Verlängerung der Teilzeitbeschäftigung einer Mitarbeiterin um weitere fünf Jahre und um die Überprüfung der Bilanz 2022. Schlesser gab an, dass man der Aufsichtsbehörde des Ministeriums auf einige Detailfragen geantwortet habe. Unter anderem sei gefordert worden, wegen der Zeitsparkonten des Personals Rückstellungen in der Bilanz vorzusehen. Abschließend kündigte der Präsident noch an, dass man den Kunden des Office Social, in Zusammenarbeit mit dem CIGL und zusätzlich zu den *Bons alimentaires*, in Zukunft Kisten mit frischem Gemüse in der Eis *Épicerie* anbieten wolle. Und es werde bald ein neues Logo eingeführt, um deutlicher zu zeigen, dass es sich beim Office Social nicht um einen Gemeindedienst handle.

Bei Punkt 30 wurde die Liste der Mitglieder des neuen Lenkungsausschusses im Rahmen des jüngst unterzeichneten Gemeindepaktes für interkulturelles Zusammenleben für die nächsten sechs Jahre einstimmig verabschiedet: Nathalie Morgenthaler (CSV) als Vertreterin des Gemeinderates, Annick Spellini als Koordinatorin des Paktes, Franca Romeo und Sylvie Renard als Vertreterinnen der zuständigen Kommission, Laurent Brandenburger und Lucien Schilling als Vereinsvertreter, sowie

Vertreter:innen anderer Kommissionen – Irina Holzinger, Jean-Claude Majerus, David Rammella, Catherine Molitor und Anne Logelin – als auch Parteivertreter:innen – Bruno Ferreira, Patrizia Arendt, Claudio De Felice, Livian Dahan-Nonorgues und Reginald Van Waardhuizen.

Im letzten Teil der öffentlichen Sitzung erkundigte sich Myriam Cecchetti (déi Lénk), ob es Neuigkeiten bezüglich der Nutzung des Gewächshauses in Zolver gebe. Sie wollte auch Näheres zur Ausrichtung der Veranstaltung San’Up in Erfahrung bringen, da es sich hierbei ja, im Gegensatz zu 2023, nicht mehr um Gemeindeforen (Assises communales) handele. Zusätzlich wollte sie auf den neuesten Stand gebracht werden, was den Betrieb des Pavillon Source Bel-Val, die Nachbarschaftsplattform Hoplr und die Kirche im Metzlerlach angehe. Sie schlug vor, auf der Homepage der Gemeinde weitere Informationen zu den einzelnen Gemeindeforen zu veröffentlichen, um den Bürger:innen Sinn und Zweck dieser zu vermitteln. Und sie brachte die Idee ins Spiel, nachzuprüfen, ob es in der Gemeinde nicht weitere Standorte gebe, wo man Fahrradständer installieren könne.

Simone Asselborn-Bintz (LSAP) beantwortete die Fragen der Reihe nach. Es gebe aktuell keine konkreten Pläne für das Gewächshaus in Zolver, jedoch aufgrund der damit befassten Arbeitsgruppen viele Ideen. Wegen anderer Prioritäten habe man noch keine konkreten Schritte unternommen. Am 19. Juni stelle das Künstlerkollektiv, welches während des Kulturjahres 2022 dort aktiv gewesen sei, zum Beispiel sein neues Buch an Ort und Stelle vor. Die Veranstaltung San’Up sei dieses Jahr als Familienfest weiterentwickelt worden, aufgrund der bei der Bürgerbefragung 2023 geäußerten Wünsche. Der Pavillon Source Bel-Val sei an diesem Tag, dem 9. Mai, auch geöffnet und solle bis zum Sommer, so der Wunsch der Bürgermeisterin (LSAP), seinen regulären Betrieb aufnehmen können. Was das Prinzip der Assises angehe, so könne man für spezifische Themen zukünftig Workshops organisieren.

Die Gemeinde werde die Hoplr-App ein Jahr lang testen und anschließend Bilanz ziehen. Man sei vor der Einführung jetzt dabei, zu überprüfen, wie man die Ortschaften auf der Plattform in „Viertel“ aufteile und wie das Geschehen in der App moderiert wird. Da sowieso geplant sei, die Internetseite der Gemeinde aufzufrischen, könne man in diesem Rahmen auch weitere Informationen zu den Gemeindeforen mit einbauen. Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass die Prüfung potenzieller Standorte für Fahrradständer eine Aufgabe für die Mobilitätskommission sei. Mit Unterstützung des INAP komme nun endlich Bewegung in das Projekt rund um die Kirche im Metzlerlach, wobei die nun anstehende Etappe aus Analysen bestehe, die zwei Planungsbüros durchführten. Die gemeindeeigenen Dienste würden das Gebäude aber weiterhin instand halten.

Es gab noch weitere Anmerkungen unter Questions et divers. Auf Nachfrage von Myriam Cecchetti (déi Lénk) hin informierte Schöffe Mike Lorang (CSV) das Plenum über die regelmäßigen Kontroll- und Wartungsarbeiten der Gemeindedienste an den rund 50 Spielplätzen in der Gemeinde, wobei auch Luxcontrol Überprüfungen durchführe. Wenn zeitweise einzelne Spielelemente auf Spielplätzen fehlten, liege dies daran, dass kaputte Elemente, die man ersetzen wolle, nicht immer auf Lager seien und man auf die Lieferung warten müsse. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass das Sanemer Schloss nicht der Gemeinde gehöre und man deshalb nicht so einfach einen Spielplatz dort errichten könne, wie von Cecchetti (déi Lénk) vorgeschlagen. Außerdem müsse man erst einmal warten, bis die Arbeiten an der Zweigstelle der École de l’hôtellerie et du tourisme abgeschlossen seien. Auf Nachfrage von Patricia Speck-Braun (DP) hin meinte die Bürgermeisterin (LSAP), dass man die Bürger:innen nicht noch zusätzlich motivieren müsse, um Photovoltaik-Anlagen zuhause installieren zu lassen, da sie sehr viele solche Genehmigungen unterschreibe und es keinen Handlungsbedarf gebe. Man lasse gerade überprüfen, ob auch kleinere Dächer von Gemeindegebäuden hierfür in Frage kämen.

Serge Faber (déi gréng) schlug vor, die Zone d’activités Haneboesch im nächsten Gemeinderat endgültig als Zone verte / forestière einzustufen und nicht länger zu warten, da alle in diesem Dossier vorliegenden Gutachten positiv seien, dem sich die Bürgermeisterin (LSAP) auch anschloss. Faber (déi gréng) zeigte sich schockiert über die Aussagen bei den kürzlich abgehaltenen Bürger:innenversammlungen. Dort sei der Fauchage tardif als „Sauerei“ und „Dreck“ bezeichnet worden. Er wolle nicht darauf eingehen, jedoch wissen, ob man bei Wegen, die an solche Wiesen angrenzen, einen Randstreifen von bis zu einem Meter lassen könne – den Hunden zuliebe oder auch als Ausweichmöglichkeit für Fußgänger. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab zu Protokoll, dass man dies mit den zuständigen Diensten prüfen werde. Am Ende erklärte sie auf Nachfrage von Rätin Franca Romeo (CSV) noch, dass mittlerweile der Centre des technologies de l’information des Staates die Personalausweise ausstelle und somit auch vor Ablauf der Gültigkeit Briefe verschicke. Dies sei also nicht mehr Aufgabe der Gemeinde. Es folgte der nichtöffentliche Teil der Sitzung, in dem es um drei Personalentscheidungen sowie um die Reorganisation des Finanzdienstes und des Sekretariats ging.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung
WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2024



Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, **10 mai 2024**

date de l'annonce publique: **30 avril 2024**
date de la convocation des conseillers: **30 avril 2024**
début: **08h15** fin: **09h35**

PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Gaston Anen, Mme Cecchetti Myriam, M. Dahm Yves,
M. Faber Serge, M. Gierenz Steve, M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc,
M. Krippler Max, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie,
Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-Braun Patricia
Mme Tamara Duschène, secrétaire adjointe

ABSENT-S EXCUSÉ-S: M. Bronzetti Denis, M. Da Silva Bruno,
Mme Logelin Anne, Mme Manon Greven, secrétaire communale

PREMIER VOTANT: M. Gaston Anen

M. Bronzetti Denis délègue son droit de vote à
Mme Asselborn-Bintz Simone pour les points 1 à 3.

Mme Logelin Anne délègue son droit de vote à
Mme Morgenthaler Nathalie pour les points 1 à 3.

— ORDRE DU JOUR

1. Correspondance et informations

2. Avis du conseil communal relatif à l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 déclarant zone protégée la zone humide «Dreckwis» englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Bascharage et de Sanem.

» Votes positifs: 15

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Dahm Yves,
Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippler
Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo
Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia

Abstention: 1

Cecchetti Myriam

Avis du conseil communal:

« ... Documents du dossier

Le dossier est composé de l'avant-projet de règlement grand-ducal de 22 pages, la fiche d'évaluation d'impact de 5 pages et du dossier de classement « Naturschutzgebiet ZPIN ZH 85 DRECKWIS » établie par le bureau d'étude EFOR-ERSA daté au 09.01.2024 de 55 pages + annexes.

Objet de l'avant-projet de règlement grand-ducal

Le présent avant-projet de règlement grand-ducal entend modifier le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 déclarant zone protégée la zone humide «Dreckwis» englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Bascharage et de Sanem. Les mesures de gestion y sont d'ores et déjà appliquées, alors que certaines mesures compensatoires et d'atténuation y prévues sont déclenchées en vertu des différents projets relatifs à la mobilité cités dans l'exposé des motifs.

Importance de la zone protégée

La zone humide «Dreckwis» est un espace naturel avec une très grande importance pour la faune et la flore dans une région fortement urbanisée. La zone est sillonnée par la Chiers et plusieurs oiseaux inscrits sur la liste rouge y sont présents. Il s'agit d'un tremplin écologique d'une certaine envergure de la Minett UNESCO Biosphère, déclaré le 28.10.2020.

Observations et remarques

Au cas où le contournement serait réalisé, nous demandons que tous les points soulevés dans cet avis soient solutionnés au préalable.

Echange biologique

La surface totale de la zone protégée augmentera de 60ha à 65ha. Ceci par l'extension de la zone protégée actuelle vers un triangle paysager situé au nord. Une zone qui sera reliée à la zone existante par un canal de la Chiers en dessous de la ligne ferroviaire. Avec la construction d'une nouvelle liaison ferroviaire directe entre Differdange et Luxembourg à deux voies, l'échange biologique entre les deux parties sera davantage compliqué. Un point important à revoir.

Un échange biologique est attendu par la construction en projet d'un passage à faune sur l'A13: un passage qui mène d'une zone forestière vers des prairies humides? L'efficacité de ce passage est donc à mettre en doute. La stratégie communale pour la protection de l'environnement de juin 2023 dispose, comme une action prioritaire, de l'extension d'un «corridor chat sauvage» à cet endroit. La planification du passage à faune et de ses alentours est donc à replanifier.

Le cours d'eau de la Chiers représente un élément naturel significatif de la zone. La renaturation est à saluer fortement car un effet positif est d'assurer, par la mise en place d'un projet global, l'augmentation de la qualité d'eau de la Chiers.

La carte A7 du dossier de classement montre la présence importante d'oiseaux au sud de la zone actuelle. Il serait important d'analyser en détail l'impact des infrastructures prévues sur les oiseaux. Le cas échéant, des mesures de conservation spéciales concernant les espèces se trouvant sur la liste rouge sont à prendre sur base de l'article 4 de la directive Oiseaux.

Les infrastructures

Un effet positif sur la zone protégée sera le démantèlement de l'accès actuel N31b de la N31 à l'A13. Dans ce contexte il est important de conserver la bande d'arbres existante le long de la route et de les protéger pendant la phase des travaux.

Selon le dossier de classement, une prolongation souhaité de la piste cyclable PC38 vers le CR175A est prévue, par

l'élargissement d'un chemin existant. À remarquer que le chemin passe par une zone sensible et que les travaux sont à réaliser avec un impact minimal sur la faune et flore existantes.

Une remarque qui concerne évidemment les deux liaisons prévues. La liaison routière Hahnebësch ainsi que la liaison ferroviaire sont destinées à être construites sur pilotis. Des mesures qui évitent un recoupement de la zone, ce qui mérite d'être salué.

Suivi

En vue du changement climatique, la réalisation des compensations qualitativement intéressantes pour la zone, va poser un défi. Il est donc important de surveiller ces mesures par un monitoring régulier. La commune de Sanem propose de mettre en place un comité de suivi, composé par des représentant-es des deux communes, du Ministère de l'environnement, du Climat et de la Biodiversité, du syndicat SICONA, de ANF, de l'AGE, du Contrat de Rivière Chiers et du bureau d'étude établissant le dossier de classement.

La commune de Sanem propose la déclaration de la zone protégée «Dreckwis» comme zone Natura 2000.»

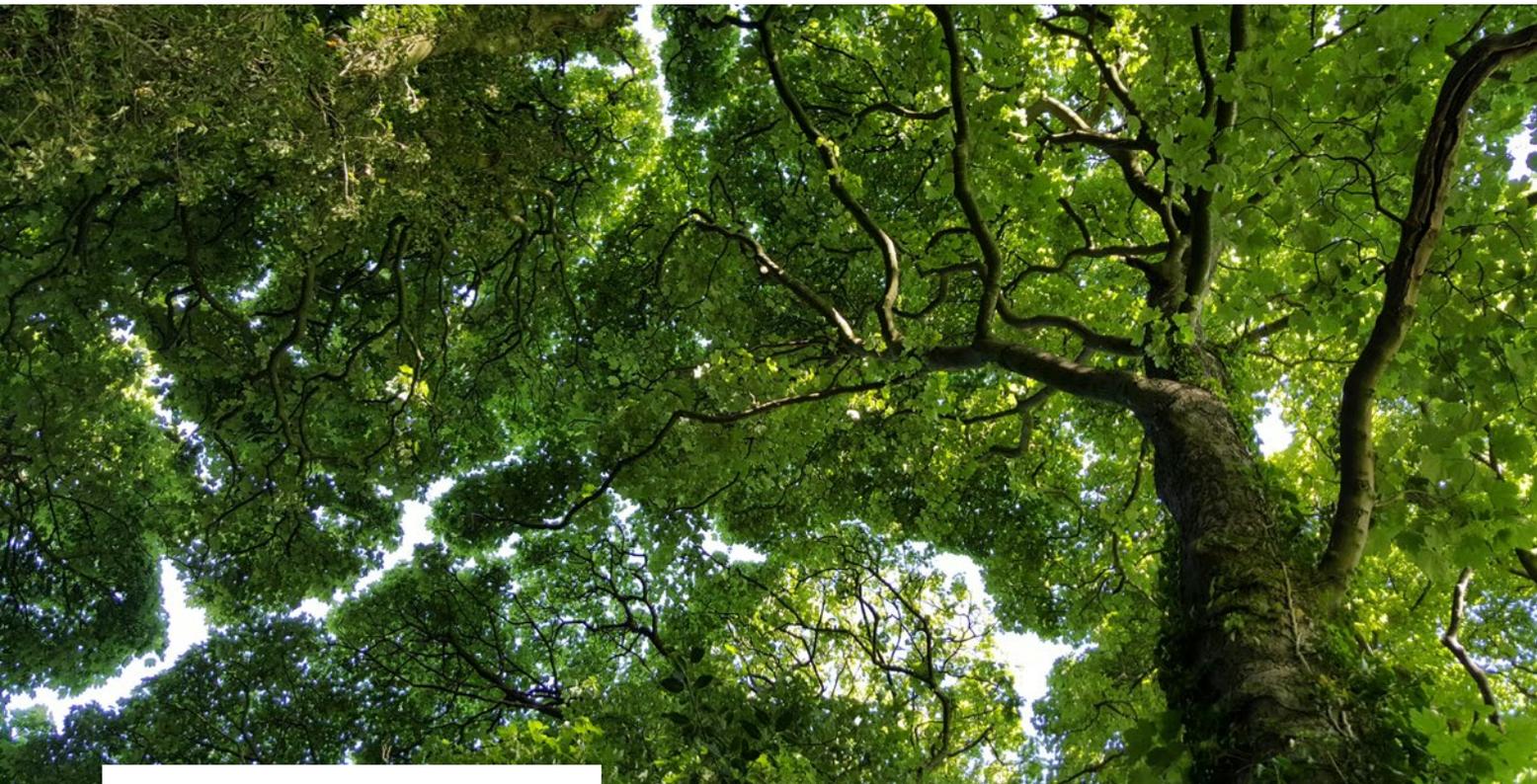
3. Décision d'ester en justice relatif au projet du «Contournement de Bascharage».

» Votes positifs: 5

Anen Gaston, Cecchetti Myriam, Goelhausen Marco, Haas Marc, Schammo Mara

Votes négatifs: 11

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Krippeler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia



Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 10. Mai 2024

BELES – In der kurzfristig einberufenen Sitzung, die aufgrund zweier dringlicher Punkte stattfand, ging es um das Feuchtgebiet Dreckwis und das Projekt der geplanten Umgehungsstraße in Käerjeng. Drei Gemeinderatsmitglieder waren abwesend: Bruno Da Silva (Piraten) wegen Krankheit und Denis Bronzetti (LSAP) sowie Anne Logelin (CSV), die ihr Stimmrecht an Simone Asselborn-Bintz (LSAP) und Nathalie Morgenthaler (CSV) delegiert hatten.

Zuerst behandelte das Plenum die Stellungnahme des Gemeinderats zur geplanten Änderung des großherzoglichen Reglements vom 22. März 2002, welches das Gebiet Dreckwis zum Schutzgebiet erklärt hatte. Dieses befindet sich teilweise auf dem Gebiet von Sanem und Käerjeng. Die Bürgermeisterin (LSAP) erklärte, dass man diese Stellungnahme gemeinsam mit denen der Bürgerinitiative BIGS, Natur & Umwelt Sanem und der regionalen Sektion des Mouvement Écologique beim Ministerium einreichen wolle.

WACHSTUM UND WANDEL IN DER DRECKWIS

In der Stellungnahme (im Wortlaut auf Seite 53) hieß es, der Gemeinderat habe den Entwurf zur Änderung geprüft. Das Schutzgebiet solle von 60 auf 65 Hektar erweitert werden. Ein neuer Landschaftsbereich im Norden werde einbezogen,

der durch einen Kanal mit der bestehenden Zone verbunden werde. Die Bedeutung der Dreckwis für die lokale Fauna und Flora, insbesondere für gefährdete Vogelarten, wurde hervorgehoben. Besondere Aufmerksamkeit wurde auf die möglichen Auswirkungen der geplanten Infrastrukturprojekte auf die biologische Vielfalt und den Wasserkreislauf der Chiers gelegt. Es wurde betont, dass Maßnahmen zum Schutz und zur Wiederherstellung des natürlichen Lebensraums notwendig seien. Für die geplanten Bauvorhaben, wie eine neue Bahnverbindung und die Verlegung eines Wildübergangs über die A13, fordere man detaillierte Prüfungen und Anpassungen, um negative Einflüsse auf die Umwelt zu minimieren. Der positive Effekt des Rückbaus eines bestehenden Straßenzugangs werde anerkannt, ebenso wie die geplante Verlängerung eines Radwegs, die jedoch mit Vorsicht durchgeführt werden müsse. Aufgrund des Klimawandels und der damit verbundenen Herausforderungen wurde die Notwendigkeit eines regelmäßigen Monitorings der Schutzmaßnahmen betont. Ein vorgeschlagenes Überwachungskomitee solle Vertreter der betroffenen Gemeinden, des Umweltministeriums und anderer relevanter Organisationen umfassen. Schließlich wurde vorgeschlagen, das Schutzgebiet Dreckwis als Natura 2000-Gebiet zu deklarieren.

Die Gemeinderätinnen stimmten Marco Goelhausen (LSAP) zu, dem Schreiben am Ende einen Satz hinzuzufügen: Für den Fall,

dass die Umgehungsstraße realisiert werde, fordere man, dass alle von der Gemeinde in dieser Stellungnahme aufgeworfenen Punkte im Vorfeld gelöst werden.

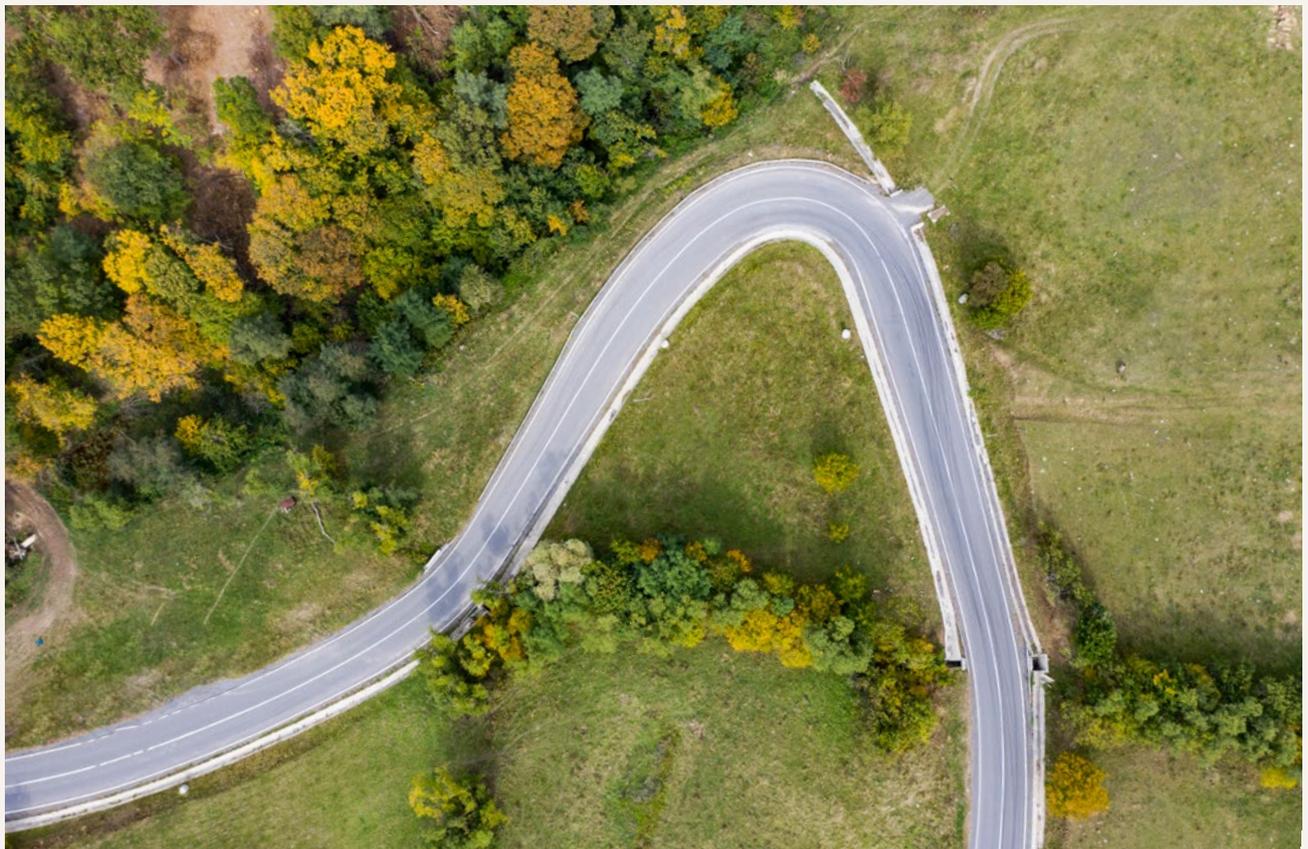
Myriam Cecchetti (déi Lénk) räumte ein, dass die Stellungnahme der Gemeinde zutreffend formuliert sei, da die Naturzone unter anderem ein wichtiges Vogelschutzgebiet sei. Sie sei auch im Einklang mit den Gemeinderatsentscheidungen im Rahmen des Klimapaktes, des Naturpaktes und der Klimacharta. Jedoch müsse man bedenken, dass diese Erklärung eines der Puzzlestücke sei, die die Regierung benötige, um die Umgehungsstraße in Käerjeng neben der Eisenbahnstrecke realisieren zu können, wodurch die Natura-2000-Zone zerschnitten werde. Der Naturschutz sei also nicht wirklich der Ausgangspunkt. Man erlaube damit eher, dass eine geschützte Zone zerstört werde, um sie nachher zur europäischen Naturschutzzone zu erklären, was laut Cecchetti (déi Lénk) scheinheilig sei. Sie könne der Anfrage der Regierung nicht zustimmen, da sie dies nicht mit ihrem Gewissen vereinbaren könne, und werde sich enthalten.

Als kritisch-positiv wurde die vorgeschlagene Stellungnahme des Gemeinderats von Rat Serge Faber (déi gréng) bezeichnet. Die Verbesserungsvorschläge seien kohärent und notwendig, weswegen man zustimmen werde. Patricia Speck-Braun (DP)

schloss sich dieser Äußerung an. Mit 15 Ja-Stimmen und einer Enthaltung wurde das Schreiben angenommen, inklusive dem von Marco Goelhausen (LSAP) hinzugefügten Satz.

ALTERNATIVE PLÄNE FÜR DIE UMGEHUNGSSTRASSE KÄERJENG UND IHRE FOLGEN

Danach ging es beim letzten Punkt auf der Tagesordnung um die Entscheidung, ob man wegen des Projekts Contournement Bascharage vor Gericht ziehen soll oder nicht. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) bot einen Rückblick auf ein Dossier, das seit 2011 für hitzige Diskussionen Sorge. 2013 habe man in der Gemeinde eine Arbeitsgruppe mit allen Parteien und relevanten Vereinigungen geschaffen, die Ideen und Alternativen hervorgebracht habe und durch die auch der „No Way“-Protestmarsch 2014 zustande gekommen sei. 2016 habe sich der Gemeinderat dann mit einer vorläufigen Konzeptstudie befassen müssen – der sogenannten Variante 2, durch die zwei Wälder und Sanemer Gemeindeterritorium betroffen gewesen wären –, gegen die man in Berufung gehen wollte. Das Verwaltungsgericht habe diesen Schritt 2018 allerdings als verfrüht eingestuft und somit nicht zugelassen. Bei der Abstimmung zum Finanzierungsgesetz am 17. Juli 2018 im Parlament hätten die zwei Sanemer Abgeordneten deshalb



bewusst nicht teilgenommen, wobei am 20. Juli 2018 fast zeitgleich begonnen wurde, zu analysieren, ob man juristische Schritte gegen das Gesetz einleiten könne, so Asselborn-Bintz (LSAP). Auf Anraten eines Anwalts und nach längeren Diskussionen habe sich der Gemeinderat dann entschieden, nicht in Berufung zu gehen.

Die Bürgermeisterin (LSAP) lobte den unermüdlichen Einsatz der BIGS, Natur & Umwelt und des Mouvement Écologique für die Natur. Es sei in den Jahren danach noch viel in diesem Dossier passiert. 2022 habe das Ministerium den nationalen Mobilitätsplan 2035 ausgearbeitet, im Zuge dessen die Umgehungsstraße in Käerjeng als *Contournement de proximité* aufgelistet wurde, mit zusätzlichen verkehrsberuhigenden Maßnahmen in der ganzen Umgebung. Im September 2023 habe Minister François Bausch dann darüber informiert, dass sich der Regierungsrat für eine neue Variante, welche entlang der Eisenbahnlinie verlaufe, entschieden habe.

Laut Pressemitteilung beinhalte diese auch einen Fahrradweg, ein großes Parkhaus, etliche Anbindungen, ein globales Konzept für das Kordall und setze die Relokalisation des Unternehmens Saint-Gobain voraus. Hiermit werde der Bobësch, den man dann auch als Natura-2000-Zone klassifizieren würde, nicht geteilt und könne so integral als Naherholungsgebiet auf Käerjenger Seite bestehen bleiben. Das Beschneiden des Waldrandes würde laut Simone Asselborn-Bintz (LSAP) mit Kompensationsmaßnahmen auf Sanemer Seite ausbalanciert. Man habe mit ähnlichen Eingriffen in die Flora beim doppelgleisigen Ausbau der Zugstrecke Petingen-Luxemburg gute Erfahrungen gemacht, da der Wald sich dort habe regenerieren können. Die Umgehungsstraße verlief bis auf den Anschluss an die A13 in Sanem auf Käerjenger Seite.

Nach einer Versammlung mit Minister Bausch sei der Schöff:innenrat der Ansicht, dass diese Variante nach der Null-Variante die bestmögliche darstelle, auch wenn man immer noch prinzipiell gegen einen *Contournement* sei. Wenn der endgültige Vorentwurf der Umgehungsstraße auf dem Instanzenweg sei, sei es möglich, in Berufung zu gehen. Der vom Schöff:innenrat in diesem Dossier konsultierte Anwalt habe verlauten lassen, er könne nicht einschätzen, wie die Chancen bei einem solch komplexen Projekt stünden, und könne die Gemeinde deshalb nicht vertreten. Ein weiterer Anwalt habe seine juristische Einschätzung gegeben, welche den Gemeinderät:innen auch vorliege. Hierin hieße es, die Gemeinde habe wahrscheinlich keine Rechtsschutzinteressen (*intérêt à agir*), und eine Umweltorganisation hätte es einfacher, eine Klagebefugnis zu rechtfertigen.

Asselborn-Bintz (LSAP) erinnerte daran, dass sich der Schöff:innenrat 2023 in seiner Erklärung dazu verpflichtet hatte, „im Planungsvorhaben des *Contournement* Käerjeng weiterhin die bestmögliche Variante für Mensch und Natur“

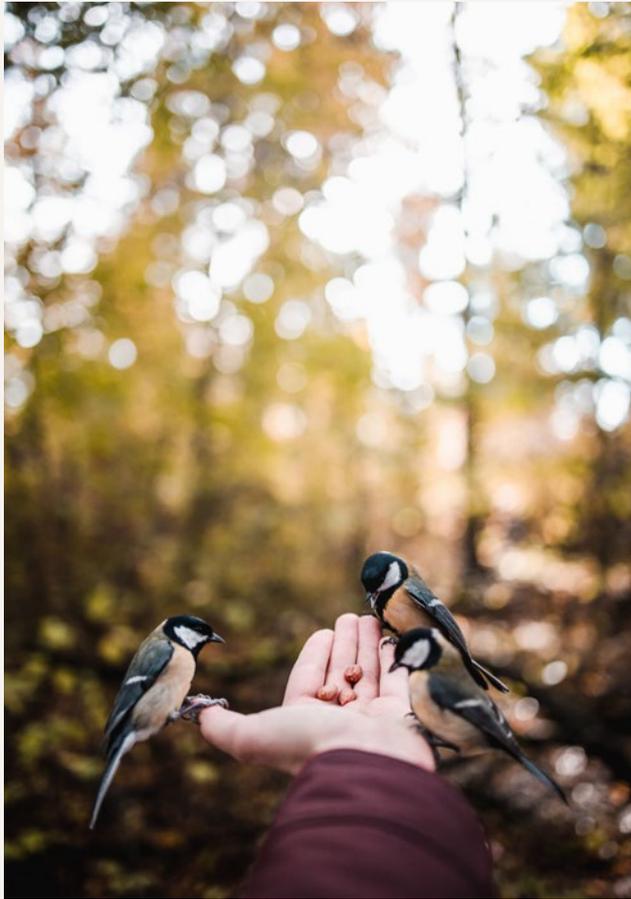
einzufordern, und sie sei der Meinung, man habe alles getan, um die Einwohner:innen zu schützen. Man habe die Regierung am Ende dazu gebracht, sich Gedanken zu machen und eine bessere Variante zu finden. Sie unterstrich, dass es ja auch keine Lösung sei – und außerdem gefährlich und gesundheitsschädlich –, wenn Schwerlastfahrzeuge durch Wohngebiete fahren würden. In einer solchen Situation sei das Wohl der Menschen wichtiger als die Natur, auch im Hinblick auf die Lebensqualität. Sie werde deshalb mit ihren LSAP-Fraktionskollegen Gierenz, Bronzetti, Krippeler und Dahm gegen eine Berufung stimmen. Sie schlug vor, in einer späteren Gemeinderatssitzung über eine außerordentliche Subvention für die beteiligten Umweltorganisationen abzustimmen, um ihren Einsatz zu würdigen.

DEBATTE UM KONFLIKTE UND KOMPROMISSE

In ihrer Reaktion auf das Gesagte pochte Myriam Cecchetti (déi Lénk) auf die Unentbehrlichkeit der Natur. Der Mensch sei nicht der Nabel der Welt, und die Regierung habe keinen Freifahrtschein. Ansonsten bräuchte man gar nicht mehr wählen zu gehen. Sie verstehe nicht, wieso die Stellungnahme des Anwalts, der das Dossier gut kenne, die Chancen jedoch nicht einschätzen könne, den Gemeinderät:innen nicht vorliege. Später entgegnete Asselborn-Bintz (LSAP), der Schöff:innenrat habe die darin enthaltenen Informationen weitergegeben. Der wegen eines *Aperçu sommaire* befragte andere Anwalt habe laut Cecchetti (déi Lénk) selbst einmal von einem Interessenkonflikt in diesem Dossier gesprochen und gebe trotzdem jetzt eine Einschätzung ab. Sie bemängelte auch seine scheinbare Unkenntnis einfach nachprüfbarer Fakten und die Widersprüchlichkeit seiner Aussagen im Hinblick auf europäische Prinzipien. Sie sei der Meinung, der Staat habe in diesem Dossier die Beweispflicht, nicht die Gemeinde. Dass die EU-Kommission beim Ministerium zu den zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses (*raison impérative d'intérêt public majeur*) nachgehakt habe, sei außerdem der Verdienst der Bürgerinitiative.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) zeigte auch Unverständnis für die Warnung des Anwalts, die Gemeinde könne sich mit gewissen Argumenten in diesem Dossier für eigene, zukünftige Projekte Steine in den Weg legen. Sie sehe keine Grundlage, auf der man nun drei Wochen vor Ablauf der Frist eine Entscheidung im Bezug auf juristische Schritte treffen könne. Und es gebe keinen Blankoscheck für den Schöff:innenrat, der ihrer Meinung nach versäumt habe, die Situation nach über 12 Jahren Zusammenarbeit mit der damit befassten Arbeitsgruppe zu analysieren. Neben einem Schlag ins Gesicht für die Menschen, die sich mit viel Zeit und Geld für das Allgemeinwohl einsetzten, sei dies eine Bankrotterklärung der institutionalisierten Politik. Die Vereinigungen, die sich

© Kasper Garam



in dieser Sache einsetzen, sollten alle finanziellen Mittel bekommen, um ihre Arbeit machen zu können. Und heute müsse man angesichts der Biodiversitätskrise andere Lösungen finden als vor 40 Jahren, wie zum Beispiel verkehrsintensive Betriebe zu delokalisieren.

Die Bürgermeisterin (LSAP) entgegnete, dass die nun vorgeschlagene Variante in allen Hinsichten die Beste sei. Das sage sie als Verantwortliche für die Sicherheit und Gesundheit der Einwohner-innen. Entscheidungen treffe außerdem der Gemeinderat, und nicht der Schöff-innenrat. Es gebe in dieser Sache auch keinen Fraktionszwang. Jeder habe sich viele Gedanken gemacht und nehme das Dossier sehr ernst. Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) behauptete im Gegenzug, dass man die Natur schützen müsse, wenn man den Mensch schützen wolle. Und dass man das Verkehrsproblem mit der neuen Variante nur verlagere. Ein erneutes Treffen der Arbeitsgruppe sei nötig gewesen. Asselborn-Bintz (LSAP) unterstrich noch, dass der nach seiner Einschätzung gefragte Anwalt die Gemeinde bisher immer gut beraten habe, und man mit ihm etliche Prozesse gewonnen habe.

Danach ergriff Gemeinderat Marco Goelhausen (LSAP) das Wort, auch im Namen seines Fraktionskollegen Marc Haas

(LSAP). Absolute Priorität müsse es sein, den Wald nicht für den Bau einer Straße zu opfern, um ihn für zukünftige Generationen zu erhalten. Wenn der wertvolle Bobësch auf einer Breite von etwa 30 Metern abgeholzt werde, würden auf den dahinterliegenden 30 Metern die negativen Auswirkungen des *Effet lisière* auftreten, der alles betreffe, was dort lebe und wachse. Später komme der *Effet azote réactif* hinzu, wenn der Verkehr auf der Umgehungsstraße fließe, was den Wald bis zu weiteren 200 Metern beeinträchtige. Schockierend sei, dass man noch nie einen der mächtigen Entscheidungsträger-innen vor Ort gesehen habe, und es auch keine Stellungnahme zur Kritik am Umgang mit der Natur gebe. Dass Kompensationsmaßnahmen nichts bewirkten, sehe man an jenen von vor 35 Jahren im Zusammenhang mit der *Collectrice du Sud*. Es sei nichts Brauchbares gewachsen. Goelhausen (LSAP) erinnerte daran, dass die Gemeinde 2013 eine machbare Alternative vorgeschlagen hatte, die den Schwerverkehr direkt mit dem Industriegebiet in Käerjeng verbunden hätte, ohne den Wald zubeinträchtigen. Man müsse alles tun, um die aktuelle Variante anzufechten. Der Bürgermeister von Käerjeng solle nicht als „Killer des Bobësch“ in die Geschichte eingehen.

EIN BALANCEAKT ZWISCHEN MENSCH UND NATUR

Serge Faber (déi gréng) versuchte anschließend, Bilanz zu ziehen. 2014 sei man gegen die damalige Variante gewesen, weil sie über Sanemer Territorium geführt hätte, an Häusern vorbei und mit einem geteilten Wald. 2018 sei Variante 2 mit einer demokratischen Abstimmung in der Abgeordnetenkammer verabschiedet worden, wobei man den Bobësch damit immer noch in zwei Stücke geteilt hätte. Danach hätten hinter den Kulissen jahrelang Gespräche mit dem damaligen Minister stattgefunden, auch auf Initiative der Sanemer déi gréng-Vertreter und mit Beteiligung des Schöff-innenrats. BIGS, Natur & Ëmwelt und der Mouvement Écologique hätten ebenso Druck gemacht, wofür sich Faber (déi gréng) bedankte. Das Ergebnis sei, dass die Umgehungsstraße fester Bestandteil des nationalen Mobilitätsplans 2035 geworden sei, und zwar nicht mehr als Schnellstraße, und mit einem Autobahnkreuz in der Aktivitätszone Haneboesch, welches das jetzige ersetze.

Dieses Jahr habe der Umweltminister diese Variante auf den Instanzenweg gebracht, und für seine Partei sei es die akzeptabelste Variante, so Serge Faber (déi gréng). Der Bobësch werde im Zuge der Kompensationsmaßnahmen in Richtung Sanem vergrößert, die Kor renaturalisiert, sowie Feuchtgebiete und Trockenwiesen angelegt. Dies sei sogar mehr, als gesetzlich vorgesehen. Gegen die Art und Weise der Integrierung des Bobësch in die Natura-2000-Zone könne man sein, nicht aber gegen die Sache an sich. In puncto Naherholungsgebiet seien jedoch noch Anstrengungen nötig. Die Gemeinde habe laut Faber (déi gréng) keine Rechtsschutzinteressen, da der

Bobësch integral auf Käerjenger Territorium liege. Und was das Verkehrsaufkommen angehe, müsse man realistisch sein. Man wünsche sich bei den bis zum Jahre 2035 vorsichtbar bis zu 40 % mehr Verkehrsbewegungen im Land natürlich, dass möglichst viel davon auf die sanfte Mobilität und den öffentlichen Verkehr entfalle. Autos müssten aber nun einmal über eine Straße fahren. Und man könne den Einwohnerinnen in Käerjeng ihre Lebensqualität deswegen nicht rauben. Er habe bei der kürzlich abgehaltenen Bürgerinnenversammlung in Sanem außerdem keine Äußerung zur Umgehungsstraße gehört, weder dafür noch dagegen. Seine Fraktion stimme deshalb nicht für juristische Schritte.

Die Abstimmung in der Chamber habe 2018 auf falschen Zahlen zur Luftqualität beruht, so Myriam Cecchetti (déi Lénk) im Anschluss. Dies sei nie richtiggestellt worden, wofür ihre Partei von der *Cellule scientifique* bis heute keine Stellungnahme erhalten habe. Mehr Straßen bedeute mehr Verkehr. Man solle eher die Taktung der Buslinien überdenken oder sich fragen, ob die Menschen wirklich überall Zugriff auf den öffentlichen Transport hätten. Egal wie viele Umgehungsstraßen man baue, man stehe trotzdem ständig im Stau. Patricia Speck-Braun (DP) bekundete ihr Verständnis für die Aussagen ihrer Vorrednerin, es gebe aber Grenzen und manchmal seien einem die Hände gebunden. Alle versuchten, das Beste daraus zu machen.

Gaston Anen (CSV) merkte an, dass man seit 40 Jahren über das Thema rede. Es gebe mit dem neuen Projekt Verbesserungen, aber als Gemeinde sollte man dagegen vorgehen. Man müsse thematisieren, dass der Bobësch eine breite Grenzzone verliere, auch wenn der Wald in Richtung Sanem erweitert würde. Es sei zynisch, einen Teil des Waldes zu opfern, nur um den Rest danach als Natura-2000-Zone zu deklarieren. Der nationale Mobilitätsplan 2035 sei besonders im Hinblick auf den Transitverkehr auf der A13 und A4 nicht durchdacht. Er wünsche sich ein ganzheitliches Verkehrsprojekt und eine Impactstudie für die geplante Variante, ebenso wie eine Kordallstudie, bevor man eine definitive Entscheidung treffe. Deshalb stimme er dafür, das vorgeschlagene Projekt als Gemeinde anzufechten.

SCHWERER ABSCHIED VOM WIDERSTAND

Als letzte Rednerin hob Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) hervor, dass sich der Gemeinderat jahrzehntelang gegen eine Umgehungsstraße auf Sanemer Gebiet gewehrt habe. Die gemeinsame Opposition habe etwas bewirkt. Seit dem Gesetzesentwurf von 2018 seien immer wieder neue Elemente aufgetaucht, und die Argumentation für den Bau der Umgehungsstraße habe sich geändert. Während früher hohe NOx-Werte als Hauptgrund genannt wurden, spielten nun Lebensqualität, Sicherheit und Gesundheit, aber auch wirtschaftliche Gründe eine Rolle. Wie im nationalen

Mobilitätsplan 2035 vorgesehen, solle der angedachte „Contournement de proximité de Bascharage et de Sanem“ den Verkehr aus diesen beiden Ortschaften herausnehmen. Die unglückliche Auf- und Abfahrt der A13 in Sanem werde vollständig verschwinden und man plane einen neuen Anschluss an die A13 mit direktem Zugang zur Aktivitätszone Gadderscheier. Den modalen Filter werde man leider erst bei der Vorstellung der Kordallstudie genauer erläutert bekommen.

Die nun letztendlich gewählte Variante führe größtenteils nicht mehr durch die Gemeinde Sanem. Sanem erhalte eine bessere Anbindung an die A13, die Kompensationsmaßnahmen kämen alle auf Sanemer Seite und würden viel besser überwacht als noch vor Jahren, und die sanfte Mobilität bekäme einen höheren Stellenwert. Eine große Unsicherheit bleibe die Firma St. Gobain, die zuerst verlagert werden müsse. Um zu entscheiden, ob eine Klage vor Gericht eingereicht werden solle, müsse man abwägen, wie die Erfolgchancen einer Anfechtung stünden. Die zwingenden Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses (*raison impérative d'intérêt public majeur*) hätten sich geändert, was juristisch bemerkenswert sei. Man könne sicherlich einige Aspekte hiervon anfechten, aber das Zeitfenster sei laut Anwalt sehr knapp bemessen und nur mit Hilfe von Expertinnen zu bewältigen. Man müsse obendrein auch den Beweis erbringen, dass andere Varianten besser wären.

Es sei keinem leicht gefallen, eine Entscheidung zu treffen, und diese sei auch nicht einstimmig in ihrer Partei. Rational betrachtet könne man den Rechtsweg nicht verantworten. Morgenthaler (CSV) sprach von gemischten Gefühlen, weil man zwischen Mobilität und Naturschutz entscheiden müsse. Natürlich wolle man beides erreichen, und nichts auf Kosten des anderen. Eine Straße lasse sich jedoch nicht bauen, ohne einen Teil Natur zu opfern. In den letzten Jahren hätte die Gemeinde unter dem Strich etwas erreicht.

Mit 11 zu 5 Stimmen stimmte der Gemeinderat beim Tagesordnungspunkt zum Projekt Contournement de Bascharage abschließend gegen ein gerichtliches Vorgehen.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung

WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2024



Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, **24 mai 2024**

date de l'annonce publique: **17 mai 2024**
date de la convocation des conseillers: **17 mai 2024**
début: **08h15** fin: **11h25**

PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,
M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve,
M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, M. Krippeler Max,
Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie,
Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-Braun Patricia
Mme Manon Greven, secrétaire communale

ABSENTS EXCUSÉS: /

PREMIER VOTANT: M. Haas Marc

Mme Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote du point 18.
Mme Schammo Mara a quitté la séance après le vote du point 20.
M. Haas Marc a quitté la séance après le vote du point 27.

— ORDRE DU JOUR

Le collège des bourgmestre et échevin.e.s demande au conseil communal d'ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

26. a Proposition de décision de la part de déi gréng:
Modification ponctuelle du plan d'aménagement général
relatif à l'ancien crassier Ehlerange.

1. Correspondance et informations.
2. Approbation de rapports
(22 mars 2024, 19 avril 2024, 26 avril 2024).

— PROJETS

3. Réaménagement de l'éclairage public suite au Masterplan.
Devis estimatif détaillé: 200.000,-€ (article budgétaire:
4/640/222100/13038).

» **Vote unanime**

4. Remplacement de la détection incendie au service technique. Devis estimatif détaillé: 50.000,-€ (article budgétaire: 4/130/222100/24001).

» **Vote unanime**

5. Renouvellement aires de jeux. Devis estimatif détaillé: 50.000,-€ (article budgétaire: 4/621/221313/99001).

» **Vote unanime**

6. Mise en place de ralentisseurs dans la rue de Niederkorn à Sanem. Devis estimatif détaillé: 28.500,-€ (article budgétaire: 4/624/221313/24025).

» **Vote unanime**

7. Travaux de réfection définitive de la voirie sur le tronçon de la route d'Esch à Belvaux après les travaux urgents sur la canalisation. Devis estimatif détaillé: 22.000,-€ (article budgétaire: 4/624/221313/24025).

» **Vote unanime**

8. Démolition transformateur ancienne station d'épuration route d'Esch à Belvaux:

a. Création d'un nouvel article budgétaire:

4/425/222100/24065.

b. Nouveau crédit: 17.000,-€ (4/425/222100/24065).

c. Devis estimatif détaillé: 17.000,-€ (4/425/222100/24065).

» **Vote unanime**

9. Remplacement de la barrière automatique au chemin d'accès parking KUSS:

a. Création d'un nouvel article budgétaire:

4/822/222100/24066.

b. Nouveau crédit: 10.000,-€ (4/822/222100/24066).

c. Devis estimatif détaillé: 10.000,-€

(article budgétaire: 4/822/222100/24066).

» **Vote unanime**

10. Alimentation en eau – Remplacement d'un fourgon tôle du service eau:

a. Nouveau crédit: 80.000,-€ (4/630/223210/20025).

b. Devis estimatif détaillé: 80.000,-€ (4/630/223210/20025).

» **Votes positifs: 16**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Kripler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia

Votes négatifs: 1

Cecchetti Myriam

11. Renouvellement de la Gestion Technique Centralisée (GTC) des bâtiments communaux:

a. Création d'un nouvel article budgétaire:

4/120/221311/24068.

b. Nouveau crédit: 18.500,-€ (4/120/221311/24068).

c. Devis estimatif détaillé: 18.500,-€ (4/120/221311/24068).

» **Vote unanime**

12. Remise en état des bancs de touche au terrain de football à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 9.000,-€ (article budgétaire: 4/821/221311/24056).

» **Vote unanime**

— AMÉNAGEMENT COMMUNAL

13. Hanebësch:

a. Approbation du projet de modification ponctuelle, Hanebësch, de la partie graphique du plan d'aménagement général (réf. PAG 2022-05).

b. Approbation de l'adaptation du plan de repérage du plan d'aménagement particulier – quartier existant (réf.: 2023-01), au Hanebësch afin de garantir la conformité avec la modification ponctuelle du plan d'aménagement général (réf.: PAG 2022-05).

» **Vote unanime**

14. Approbation du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier – nouveau quartier op der Wisschen (réf.: PAP-NQ - 2019-02 - MOD-01).

» **Votes positifs: 16**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Kripler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia

Votes négatifs: 1

Cecchetti Myriam

— TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

15. Actes:

a. Approbation d'un acte de vente avec la société à responsabilité limitée «SAAA S.à r.l.» concernant quatre parcelles de terrain à Soleuvre.

b. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société «ATEC S.à r.l.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.

» **Vote unanime**

16. Contrats:

a. Approbation du contrat «Droit d'occupation» avec la société Orange Communications Luxembourg SA.

b. Approbation du contrat «Droit d'occupation» avec la société Proximus Luxembourg Infrastructure Sàrl.

c. Approbation du contrat de bail avec la société Proximus Luxembourg Infrastructure Sàrl.

d. Approbation d'un avenant au contrat de réservation du 23 décembre 2022 avec la SNHBM pour fixer les modalités régissant les rapports entre les parties en vue de la réalisation d'un projet faisant partie du « PAP Belval Nord 04/04 » à Belvaux.

» **Vote unanime**

17. Conventions:

a. Approbation de la résiliation de la convention de mise à disposition à titre gratuit concernant la gestion du jardin communautaire dans la rue du château à Sanem.

b. Approbation de la convention de mise à disposition à titre gratuit concernant la gestion du jardin communautaire dans la rue du château à Sanem.

» **Vote unanime**

— **FINANCES COMMUNALES**

18. Création de taxes pour les consommations vendues lors des manifestations organisées par la Commune de Sanem.

» **Vote unanime**

— **RECETTE COMMUNALE**

19. État des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2023.

» **Vote unanime**

— **CIRCULATION**

20. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin·e·s:

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de nettoyage / fraisage d'un tronçon de la canalisation dans la rue Stan Laurel à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 26 avril 2024 (U024/043);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement à la canalisation du n°268 route d'Esch à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 3 mai 2024 (U024/044);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion de la mise en place d'emplacements supplémentaires pour motos dans la rue Waassertrap à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 10 mai 2024 (U024/045);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement des maisons N°1-9 rue Léon Kauffman à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 17 mai 2024 (U024/046);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de réfection de l'arrêt d'autobus « Equitation » direction Sanem et des travaux de réfection de la couche de roulement dans la rue de Sanem à Soleuvre,

approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 17 mai 2024 (U024/047).

» **Vote unanime**

— **ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL**

21. Approbation provisoire de l'Organisation Scolaire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2024/2025.

» **Vote unanime**

— **DIVERS**

22. Approbation d'une convention cadre d'adhésion « SuperDrecksKësch fir Betriber » entre Oeko Service Luxembourg SA et « Ëmwelt- a Bildungszenter Matgesfeld ».

» **Vote unanime**

23. Approbation d'une convention relative à la mise à disposition du Kulturschapp entre l'Entente des sociétés d'Ehlerange et la Commune de Sanem.

» **Point retiré de l'ordre du jour**

24. Statuts: Rectification d'une décision du conseil communal en date du 23.02.2024 relative aux associations « Fédération Luxembourgeoise de Fitness Fonctionnel asbl » et « Crossfit Iron Sparks asbl ».

» **Vote unanime**

25. Modification de la composition des commissions consultatives et comités:

a. Commission des finances:

Nom	Prénom	Statut	Fonction
Est démissionné·e:			
CENCETTI	Nathalie	Secrétaire	membre interne
Est nommé·e:			
DUSCHENE	Tamara	Secrétaire	membre interne

b. Commission à l'égalité des chances et diversité:

Nom	Prénom	Statut	Fonction
Est démissionné·e:			
MAJERUS	Jean-Claude	Président	CSV
REUTER	Sandrine	Membre suppléant	CSV
Est nommé·e:			
MAJERUS	Jean-Claude	Membre suppléant	CSV
REUTER	Sandrine	Président	CSV

c. Comité de pilotage (Pacte du vivre-ensemble interculturel):

Nom	Prénom	Statut	Fonction
Est démissionné-e:			
MAJERUS	Jean-Claude		Commission de l'égalité des chances et de la diversité
Est nommé-e:			
REUTER	Sandrine		Commission de l'égalité des chances et de la diversité

26. a. Proposition de décision de la part de déi gréng:
 Modification ponctuelle du plan d'aménagement général relatif à l'ancien crassier Ehlerange.

DÉI GRÉNG

**“ PROPOSITION DE DÉCISION”
 GEMÉISS DEM ARTIKEL 7 VUM
 “RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR”
 VUM GEMENGEROT
 PUNKTUELL MODIFICATIOUN
 VUM PAG BETREFFEND DEN ALE
 SCHLAKENTIPP ÉILERENG**

- wëssend, datt den allergréissten Deel vun der Ëmrandung vum alen Éilerenger Schlakentipp als „Zone de verdure [VERD]“ respektiv „Zone forestière [FOR]“ klasséiert am PAG ass;
- wëssend, datt sech op Deeler vun de virgenanten Zonen an de leschte Joerzénge eng schützenswäert Flora a Fauna néiergelooss huet;
- wëssend, datt Konstruktiounen an Aménagerement an de virgenanntten Zonen streng limitéiert an u Konditioune gebonnen sinn;
- betruechtend, datt déi virgenanntten Zonen als Pufferzonen, virun allem géint Kaméidi, gëlle sollen, och wann dës sougenanntte „Zones tampons“ net méi expressément an der neier der Reglementatioun virgesi solle sinn;
- wëssend, datt den zentralen Deel vum alen Éilerenger Schlakentipp am PAG als „Zone d'activités économiques nationale [ECO-n]“ klasséiert ass an am Plan sectoriel „zones d'activités économiques [PSZAE] als „nouvelle zone nationale 18 Ehlerange (Crassier) définiéiert ass;
- wëssend, datt de Ministère de l'économie den alen Éilerenger Schlakentipp bis 2026 sanéieren an aménagéiere wëll;
- wëssend, datt de Ministère de l'économie am nord-östlechen Deel een 2. Accès op de Crassier virgesäit, dee fir Rettungsdéngschter respektiv douce Mobilitéit reservéiert soll sinn;

— betruechtend, datt sech ab 2026 éischt Betreiber am alen Éilerenger Schlakentipp néierloosse wäerten;

décidéiert de Gemengerot:

- 1.** eng Zone de servitude «urbanisation – spécifique 'Accès de secours – mobilité douce'» op deem Deel am Nord-Osten vum alen Éilerenger Schlakentipp ze superposéieren, déi ausschléisslech fir den Accès vun de Rettungsdéngschter, esouwéi fir den Aménagement vun engem Vëlos- a Fousswee néideg ass (accès vers la zone d'activités économiques, strictement réservé aux services de secours et à la mobilité douce/active);
- 2.** spéiderhin, bei enger weiderer punktueller Ännerung vum PAG, och den öffentlechen Transport an deser „Zone de servitude“ ze erlaben, wann ee reelle Besoin sollt bestoen.



Extrait vum PAG (Partie graphique)

Assain. phase 1 → 10/2024 - 03/2025



Extrait (Slide 11) vun der Presentatioun vum 6.Mee vum Ministère de l'économie

» **Vote unanime**

b. Questions et divers.

— SÉANCE À HUIS CLOS

— ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

27. Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1^{ère} liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2024/2025:

1. un poste provisoire d'instituteur breveté pour le cycle I de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.
» Est nommé: **Aucun**
2. un poste provisoire de surnuméraire (100 %) pour le cycle I de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.
» Est nommée: **BRAY FERNANDES Ines**
3. un poste de surnuméraire (100 %) pour le cycle I de l'enseignement fondamental.
» Est nommé: **PISSINGER Ricky**
4. un poste de surnuméraire (75 %) pour le cycle I de l'enseignement fondamental.
» Est nommé: **Aucun**
5. un poste de surnuméraire (100 %) pour le cycle I de l'enseignement fondamental.
» Est nommée: **DUARTE Marina**
6. un poste de surnuméraire (100 %) pour le cycle I de l'enseignement fondamental.
» Est nommée: **MOUSEL Sonia**
7. un poste provisoire de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.
» Est nommé: **STUMPF Chris**
8. un poste de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.
» Est nommée: **TIRONI Stéphanie**
9. un poste de surnuméraire (75 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.
» Est nommé: **Aucun**
10. un poste provisoire d'instituteur breveté (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.
» Est nommé: **PENNACCHIO Luca**
11. un poste d'instituteur breveté (100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.
» Est nommée: **SILVA PINHEIRO Marcia**
12. un poste provisoire d'instituteur breveté (100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024-2025.
» Est nommée: **GONCALVES FERREIRA Wilma**

13. un poste provisoire d'instituteur breveté (50 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.

» Est nommé: **Aucun**

14. un poste de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.

» Est nommée: **ALMEROVIC Minela**

15. un poste de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.

» Est nommée: **MESTROVAC Belma**

16. un poste de surnuméraire (50 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.

» Est nommée: **HENTGES Nadine**

17. un poste provisoire de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.

» Est nommé: **HOESER Max**

18. un poste d'instituteur breveté (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.

» Est nommée: **SAVINO Stefania**

19. un poste de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.

» Est nommé: **SOISSON Mirko**

20. un poste provisoire de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.

» Est nommée: **PINTO ANGELO Katia**

21. un poste provisoire de surnuméraire (100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2024/2025.

» Est nommée: **MONACELLI Julia**

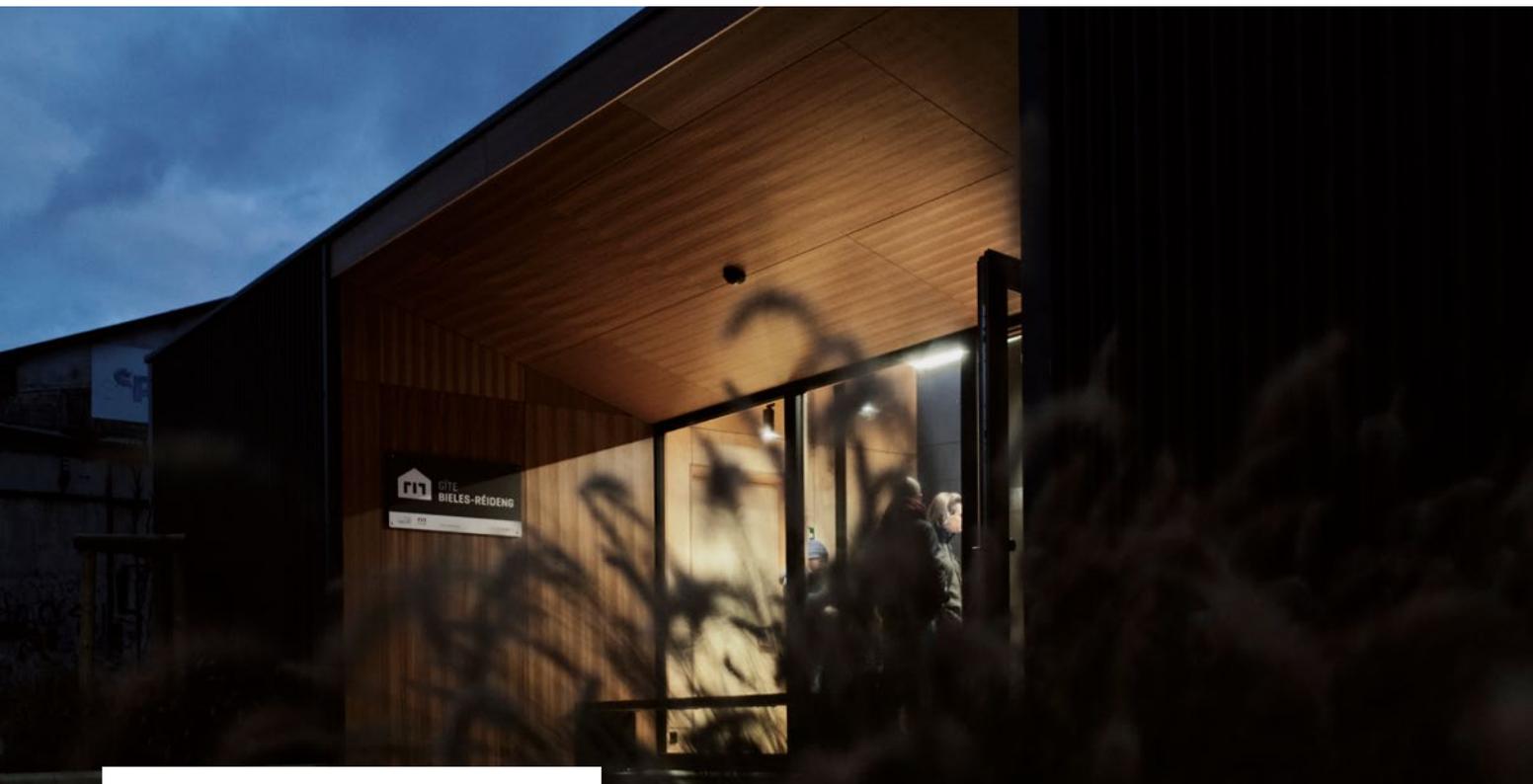
— PERSONNEL

28. Classement d'un employé communal.

» Classement accordé

.....

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia



Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 24. Mai 2024

BELES – Mehrere zentrale Themen wurden in der Sitzung am 24. Mai 2024 intensiv diskutiert. Bei den 28 Besprechungspunkten ging es unter anderem um die geplanten Maßnahmen zur Geschwindigkeitsreduzierung in Sanem, die Organisation des kommenden Schuljahres 2024/2025 und um einige umweltrelevante Belange. Gleich zu Beginn wurde einstimmig beschlossen, einen zusätzlichen Punkt auf die Tagesordnung zu setzen. Der Beschlussvorschlag von déi gréng zur punktuellen Änderung des Flächennutzungsplans (PAG) im Zusammenhang mit der alten Schlackenhalde in Ehleringen wurde daraufhin als Punkt 26a geführt. Rätin Mara Schammo (ADR) übergab ihr Abstimmungsrecht zu den Punkten 25 bis 28 zudem an die Bürgermeisterin (LSAP), da sie das Plenum früher verlassen müsse.

Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass es bei größeren Bauprojekten notwendig sei, Kompensationsmaßnahmen vorzunehmen. Agora plane nun solche zusammen mit ArcelorMittal und dem Beleser Landwirt Christian Batting. Auf dessen Grundstück in den Bereichen Gärdesbaach-Uecht und Langfuhr werde ein 25-jähriges Biotop-Kompensationsprojekt ins Leben gerufen, das die Gemeinde Sanem unterstütze. Die Bürgermeisterin sei an den Gesprächen beteiligt gewesen und habe bei der Vermittlung geholfen. Auf den 15 Hektar großen Flächen würden hauptsächlich Obstbäume gepflanzt. Besonders bemerkenswert sei, dass

ein Landwirt in Zusammenarbeit mit Partnern ein derart innovatives Projekt realisiere. Mit weiteren erfreulichen Nachrichten meldete sich Schöffe Mike Lorang (CSV) zu Wort. Die Gemeinde habe für den Gîte Bieles Réideng (Kabaischen des Minett Trails) das EureWelcome-Label erhalten. Diese von der Regierung und Partnerorganisationen ins Leben gerufene Auszeichnung honoriere barrierefreie und zugängliche touristische Einrichtungen. Die Gemeinde prüfe nun, ob weitere Standorte für diese Zertifizierung in Frage kommen. Die Gemeinderatsberichte vom 22. März und 26. April 2024 wurden anschließend einstimmig angenommen.

Ab Punkt 3 der Tagesordnung ging es um den Bereich Projekte. Hier wurde zunächst die Neugestaltung der öffentlichen Beleuchtung in der Rue du Château, Place Biwer und Cité Lamesch in Sanem behandelt, welche in einem schlechten Zustand sei. Zukünftig solle die Beleuchtung von der Straßenbauverwaltung zum Gemeindefachwerk wechseln und mit Steuerungsmodulen ausgestattet werden, um sie dimmen zu können. Der Kostenvoranschlag in Höhe von 200.000 € für die Arbeiten, die man bis Ende 2024 ausführen werde, wurde unisono gebilligt. Als nächstes wurde die Erneuerung der Brandmeldeanlage im Service Technique in Beles (50.000 €) und das Ersetzen verschiedener Spielgeräte wie z.B. auf dem Zolwerknapp und die Installation von Sonnensegeln auf dem Spielplatz beim Kannercampus (50.000 €) gutgeheißen.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) verwies in diesem Kontext auf die vielen schönen Spielplätze, die es in der Gemeinde gebe. Sie wünsche sich aber, dass man überall Spielgeräte für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren mit einplane. Dies werde ihrer Meinung nach öfters vergessen. Darüber hinaus schlug sie vor, auch mehr normale Schaukeln zu installieren, da diese sehr wichtig für die Entwicklung der Kinder seien. Anne Logelin (CSV) sprach von praktischen Wickeltischen, wie man sie im Ausland und beispielsweise in Düdelingen vorfinde. Auch in der Gemeinde Sanem könne man solche einfache Konstruktionen auf Spielplätzen errichten, damit man sein Kind nicht einfach auf die Wiese oder auf eine Bank legen müsse. Die Bürgermeisterin (LSAP) gab an, dass man die Vorschläge in Betracht ziehen werde.

VERKEHRSSICHERHEIT IM VISIER

Einig waren sich die Gemeinderät:innen dann auch über temporäre Maßnahmen zur Geschwindigkeitsreduzierung in der Rue de Niederkorn in Sanem (28.500€). Serge Faber (déi gréng) unterstrich, dass seine Fraktion schon länger Verkehrsberuhigungsschwellen in der Gemeinde fordere, und zwar nicht nur vor Schulen. Man begrüße diese Maßnahmen deshalb, auch die Einführung von 30er Zonen vor Schulen. In Sanem gebe es aber zwei Schulen, deshalb solle man die Positionierung und Anzahl der Tempobremser noch einmal überdenken. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass man Workshops mit den Einwohner:innen plane, um herauszufinden, wo noch Verbesserungen im Verkehr nötig seien. An Ortseingängen sei man ja dabei, Rüttelstreifen zu installieren. Diese hätten aber den Nachteil, dass sie Lärm machen. Verkehrsschöffe Lorang (CSV) werde die geäußerten Vorschläge mitnehmen. Myriam Cecchetti (déi Lénk) fragte, ob die Beruhigungsschwellen nur ein Provisorium seien, und kritisierte, dass solche Berliner Kissen bei größeren Kraftfahrzeugen keine Wirkung hätten und außerdem schnell kaputt gingen. Auch an anderen Stellen in der Gemeinde sei es notwendig, weitere Bremsen zu setzen, darunter im Tippewee. Sie wollte außerdem wissen, ob die Ampel im September ersetzt werde, oder dann, wenn man die Tempobremser installiere. Um die Gefahr dort zu bannen, schlage sie vor, ähnlich wie in anderen Gemeinden einen Aufruf bei den Eltern zu starten oder den Pedibus mit einzubeziehen, um den Schulkindern einen gesicherten Übergang zu gewährleisten. Es sei extrem gefährlich. Mike Lorang (CSV) bestätigte, dass die Verkehrsberuhigungsschwellen in Sanem provisorischer Natur seien, weil das Projekt der 30er Zone danach komme. Diese Kissen seien aber wiederverwendbar und könnten danach an anderer Stelle eingesetzt werden. Was weitere Bremsen angehe, so schreibe die Straßenbauverwaltung die Regeln vor, und man sei abhängig davon, was erlaubt werde. Serge Faber (déi gréng) schloss sich Cecchetti an, dass die Bodenschwellen (*gendarmes couchés*) nur bei tiefergelegenen Autos wirkten. Auf

größere Wagen hätten sie keinen Einfluss. Man wünsche sich Installationen, mit denen man die Geschwindigkeit wirklich drosseln könne. Gemeinderat Marco Goelhausen (LSAP) ließ den Vorwurf der Opposition, es habe jetzt im Schöfferrat einen Sinneswandel gegeben, nicht kommentarlos stehen. Im Zuge der neuen gesetzlichen Bestimmungen habe man bereits 2015 mit dem technischen Dienst 30er Zonen in Ehleringen und Sanem geplant. Besonders das Sanemer Projekt habe ihn damals viele Nerven gekostet. Man habe das Projekt früh eingereicht. Es seien aber immer wieder Monate verstrichen, um Antwort von der Straßenbauverwaltung zu erhalten. Bei jeder Nachbesserung im Projekt habe sich dies wiederholt. Man könne also nicht von einem jetzigen Sinneswandel reden, da man damals sofort reagiert habe. Schuld seien administrative Hürden.

Verabschiedet wurden danach Kostenvoranschläge für die endgültige Straßensanierung der Route d'Esch in Beles nach dringenden Kanalbauarbeiten (22.000€), für die Demontage und Entsorgung eines alten Transformators bei der ehemaligen Kläranlage in derselben Straße (17.000€) und für die Erneuerung der automatischen Schranke am Zugang zum Parkplatz KUSS (10.000€). Beim Ersatz eines Lieferwagens des Service Eau (80.000€) stimmte Myriam Cecchetti (déi Lénk) als einzige Rätin dagegen. Auf ihre Frage hin, wieso die Wahl auf ein Diesel-Fahrzeug gefallen sei, wo man doch Emissionen einsparen müsse, erklärte Andy Thomé vom technischen Dienst, dass Elektrowagen schwerer seien und man in diesem Fall, mit Zuladung, die Grenze von 3,5 Tonnen überschritten hätte, so dass nur Mitarbeiter:innen mit einem Lkw-Führerschein damit hätten fahren dürfen. Der Gesetzgeber sei aber dabei, die Grenze auf 4,25 Tonnen anzuheben. Serge Faber (déi gréng) zeigte sich erstaunt über den hohen Kostenvoranschlag für die Zusatzausrüstung, die fast soviel koste, wie das Fahrzeug selbst. Die Bürgermeisterin (LSAP) kündigte an, dass man eine detaillierte Aufstellung nachreichen werden.

INFRASTRUKTUR UND FINANZEN

Keine Gegenstimme gab es bei der Bewilligung der Kostenvoranschläge für die Erneuerung der Software für Heizung und Belüftung (GTC) der kommunalen Gebäude (18.500€) und für den Kauf neuer Ersatzbänke für den Fußballplatz in Beles (9.000€). Diese Bänke entsprächen nicht mehr den Vorschriften der FLF. Max Krippeler (LSAP) wollte wissen, ob man die alten Bänke an anderer Stelle weiter nutzen könne. Asselborn-Bintz (LSAP) gab zu Protokoll, dass die technischen Dienste immer versuchten, Material weiter zu nutzen und nichts einfach so wegschmissen. Auch die französischen Nachbarn in Rédange seien immer froh, Sachen zu übernehmen, welche sie sich selbst nicht leisten könnten. Da Serge Faber (déi gréng) nachhakte, ob man angesichts der niedrigen Preise auch plane, eine neue Anzeigetafel für den Beleser Fußball zu kaufen, entgegnete

die Bürgermeisterin (LSAP), dass dem Schöff-innenrat diese Anfrage vorliege, da der Beleser Fussballverein, wie viele andere Vereine auch, regelmäßig vorbeikomme. Der Kauf sei im Augenblick aber noch nicht geplant, da man dies erstens mit den anderen Fussballvereinen absprechen müsse, und es zweitens momentan bei diesen Vereinen andere Prioritäten auf der Einkaufsliste gebe.

Bei den Punkten 13 und 14 ging es um die Kommunalplanung. Einigkeit herrschte, was die Anpassung des allgemeinen Bebauungsplans (*Plan d'aménagement général*) im Hanebësch an den *Plan sectoriel* anging. Ein Teil des Geländes werde zur grünen Zone, und auch der Teilbebauungsplan (*Plan d'aménagement particulier*) für das bestehende Viertel müsse an die neuen Grenzen angepasst werden. Eine Abstimmung war allerdings nötig beim Punkt über eine andere Anpassung. Im Rahmen der Realisierung des PAP Op der Wisschen sei festgestellt worden, dass ein Gebäude teilweise auf dem Gelände des PAP stehe. Da diese Situation seit über 30 Jahren bestehe, solle die Grenze des PAP angepasst werden, nicht das Gebäude. Zusätzlich sollten die einzelnen Grundstücke an die neue Grenze angepasst und ein Graben zur Ableitung des Oberflächenwassers aus dem Feld angelegt werden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) stimmte, in Einklang mit den bisherigen Abstimmungen ihrer Vorgänger in diesem Dossier, dagegen. Alle anderen Rät-innen gaben grünes Licht.

Nach einigen Immobilientransaktionen unter den Punkten 15 bis 17 ergriff Finanzschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) das Wort, um Erklärungen zu Punkt 18 zu geben, wo es um die Festlegung der Preise von Konsumgütern – also von Getränken, Essen und Becher- und Tassenpfand – auf Gemeindeveranstaltungen ging. Hiermit würde man vermeiden, für jede Veranstaltung immer wieder neue Preise festlegen zu müssen. Das San'Up, welches im Moment nicht in der Liste aufgeführt sei, würde man noch hinzufügen. Serge Faber (déi gréng) begrüßte die vorgeschlagenen Gemeindeabgaben, bemängelte aber das Fehlen von Tellern und Schalen beim Pfand. Schlussendlich entschied man, das ganze Cup-System aus der Liste der Abgaben zu streichen, da ein Pfand streng genommen keine Abgabe (*taxe*) sei. Gemeinderat Faber (déi gréng) prangerte die komische Terminologie grundsätzlich an. Es entstehe der Eindruck, dass mit einer Abgabe ein Betrag gemeint sei, der zum Verkaufspreis hinzukomme. Dabei handele es sich nur um den festgelegten Verkaufspreis.

In Anwesenheit der Gemeindegassiererin erklärte Asselborn-Bintz (LSAP) den neuen Gemeinderatsmitglieder-innen unter Punkt 19, dass es jährlich einen Restantenetat gebe, da manche Bürger-innen oder Gesellschaften ihre Steuern oder Abgaben verspätet oder gar nicht zahlten. Die Gemeinde verschicke dann Mahnbriefe, um die Betroffenen zu kontaktieren oder eine Ratenzahlung zu vereinbaren, und gegebenenfalls Fälle



an das Sozialamt weiterzuleiten. Manchmal müsse jedoch ein-e Gerichtsvollzieher-in eingeschaltet werden, insbesondere bei zahlungsunfähigen Firmen oder Bürger-innen, die ins Ausland gezogen und unauffindbar seien. Im Jahr 2023 habe es 53 solche Personen gegeben, und 8 Firmen seien in Konkurs gegangen. Der Restbetrag der ausstehenden Forderungen habe 2023 insgesamt 359.505,71€ betragen, im Vergleich zu 206.392,43€ im Jahr 2022. Der Betrag, den die Gemeindekasse zur Abschreibung vorschlage, liege bei 15.872,88€, verglichen mit 12.085,50€ im Vorjahr. Die Anzahl der Mahnungen sei leicht höher als in den beiden Vorjahren gewesen, und die Anzahl der vollstreckbaren Titel sei gestiegen. Der Unterschied im Restbetrag zwischen 2023 und 2022 sei auf drei größere Rechnungen im Gesamtwert von 153.832,10€ zurückzuführen, die noch offen seien, aber bald bezahlt würden.

NEUE HERAUSFORDERUNGEN UND LÖSUNGEN FÜR SANEMS SCHULEN

Nach einigen Notfallverordnungen im Bereich Verkehr unter Punkt 20 ging es bei Punkt 21 um die vorläufige schulische Organisation der Gemeinde Sanem für das Schuljahr 2024/2025. Schulschöffe Steve Gierenz (LSAP) gab anhand einiger Daten einen ersten Einblick. In den vier Ortschaften teile man ab September die 185 Kinder des Précoce (Cycle 1.0) in 12 Gruppen ein, was eine Klasse mehr sei als im Vorjahr. Im Cycle 1.1 und 1.2 seien es 447 Kinder in 28 Klassen, was auch eine Klasse mehr sei. In den Cycle 2 bis 4 komme man auf 1197 Kinder, welche in 80 Klassen aufgeteilt werden. Im Jahr zuvor seien es 1150 Kinder in 77 Klassen gewesen. Beim Schulministerium habe man zusätzliche Stunden angefragt, welche in dieser Organisation bereits berücksichtigt seien. 3 Posten benötige man zusätzlich durch die ständig wachsende Cité Geesswee, 3 Posten wegen der Nachhilfekurse für Neuankömmlinge und ausländische Kinder, und 4 Posten für den Empfang von Flüchtlingskindern. Dazu noch einen Posten für eine portugiesische Klasse und einen Posten für eine zwölfte Précoce-Klasse. Insgesamt plane man mit 1829 Schüler-innen und 120 Klassen, und somit 86 Kindern und 5 Klassen mehr als 2023/2024.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) wollte wissen, welche Kriterien man bei Kindern im Précoce anwende, welche auf verschiedene Standorte verteilt werden müssten, und woher man wisse, dass bei den zwei zusätzlichen Klassen im Chemin Rouge der Cycle 2 betroffen sein werde. Sie wollte auch in Erfahrung bringen, ob im Hinblick auf den geplanten Abriss des Feyder-Hauses in Sanem genügend Räumlichkeiten zur Verfügung stünden. Im Bericht der Schulkommission habe sie außerdem gelesen, dass im Chemin Rouge ein neues Projekt mit Schwimmbad und Turnhalle geplant sei. Da es wichtig sei, dass kleine Kinder schwimmen lernen, wollte sie wissen, ob man dieses Schwimmbad später auch fürs Babyschwimmen nutzen könne. Mit Verweis auf die Änderung des Schuleinzugsgebiets für die

Schulen Kanner-campus Belval und Bieles-Post frage sie sich, ob es für verschiedene Familien durch die unterschiedlichen Stundenpläne und Funktionsweisen nicht Schwierigkeiten bei der organisatorischen Umstellung gebe, nicht in Bezug auf die schulische Leistung. Und als Letztes merkte sie an, sie habe es komisch gefunden, dass das Schulpersonal habe nachfragen müssen, um in den COGE Masterplan Bildung miteinbezogen zu werden, obwohl sie wichtige Erfahrungswerte aus dem Alltag mitbringen würden.



Schöffe Steve Gierenz (LSAP) antwortete der Reihe nach. Man versuche, die begrenzte Anzahl an Précoce-Plätzen in der Gemeinde sinnvoll zu nutzen und zu planen. Man könne aber nicht jede-n zufriedenstellen. Man schaue auch auf die Bedürfnisse in puncto Maison Relais, um die Kinder bestmöglich zu platzieren, wobei es in der Gemeinde Sanem immer noch die Garantie auf einen Maison-Relais-Platz gebe. Cecchetti (déi Lénk) lobte die SEA, die immer Lösungen finde. Gierenz (LSAP) unterstrich, dass man sich auf Andeutungen der SNHBM im Hinblick auf die neuen Einwohner-innen im Geesswee berufe, was die zwei Klassen im Chemin Rouge angehe. Steve Reuter vom Schuldienst, der auch anwesend war, ergänzte, dass die Direktion der Schule den Fokus auf Cycle 1 und Cycle 2 Klassen setze, da die Kinder dort ihrer Meinung

nach die größte Hilfe benötigten, um sie schon früh auf die richtige Spur zu bringen. Außerdem habe man viele autistische Kinder zu betreuen, die stärker ins Gewicht fielen. Im Cycle 4.2 müsse man schauen, wie sich die Situation entwickle, da man dort bei 18 Kindern sei. Steve Gierenz (LSAP) verkündete, dass es in Sanem eine Vereinbarung zwischen dem SEA und den Pfadfindern gebe, damit deren Räumlichkeiten im Chalet ab dem 1. September während der Schulperioden genutzt werden könnten. Was Klassenräume angehe, so sei man gut aufgestellt.



© David Fuentes Prieto

Beim Thema Schwimmbad im Roude Wee sprach Gierenz (LSAP) vom politischen Willen, dass Kinder schwimmen lernen sollen, und der Aquakuss sowie die geplante staatliche Sportshalle auf Belval bei weitem nicht ausreichten. Bei der Planung der neuen Infrastruktur beziehe man die Bademeister vom Scheierhaff mit ein, da sie wichtige Erkenntnisse im Aquakuss gesammelt hätten.

Im Anschluss an die Kritik an der Änderung des Schuleinzugsgebiets seien bei einer eigens dafür einberufenen Versammlung nur drei Eltern vorstellig geworden, so Gierenz (LSAP), was zeige, dass die Probleme nicht die dargestellte Größenordnung hätten. Man solle die Dinge jetzt mal laufen lassen, und notfalls anbieten, das Gespräch mit dem SEA oder dem Lehrpersonal zu

suchen. Auf Nachfrage von Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) betonte Steve Gierenz (LSAP), dass kein Kind aus einem laufenden Cycle herausgerissen werde. Die Bürgermeisterin (LSAP) hob hervor, dass es bei solchen Änderungen am Einzugsgebiet immer um die Qualität des Unterrichts gehe. Und es sei immer möglich, dass man in Zukunft weitere Änderungen vornehmen müsse. Sie gab als Beispiel die Kinder aus der Escher Straße an, die früher in die Schule Roude Wee gegangen seien, nun aber im Kanner-campus unterrichtet würden. Steve Reuter fügte hinzu, dass im Endeffekt lediglich 12 Kinder betroffen seien. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab abschließend noch eine Erklärung zum Prinzip der sogenannten COGE (Comité de cogestion). Sie habe diese bei ihrer Amtsübernahme ins Leben gerufen, um verschiedene größere Projekte zu begleiten. Diese seien als gemeindeinternes Instrument konzipiert worden, um die anfängliche Planung mit allen wichtigen Gemeindediensten und dem Schöff-innenrat zu gestalten. Man könne Input von außen miteinbeziehen, jedoch eher punktuell. Das Schulpersonal sei aber regelmäßig über den COGE Masterplan Bildung informiert worden.

KONVENTIONEN UND KLARSTELLUNGEN

Beim folgenden Punkt der Tagesordnung gab Steve Gierenz (LSAP) bekannt, dass ja eine Konvention zwischen der Gemeinde und der Superdrecks-këscht fir Betreiber bestehe, um alle Gebäude mit dem SDK Label zertifizieren zu lassen. Da das Umwelt- und Bildungszentrum Matgesfeld nicht erwähnt sei, brauche man eine zusätzliche Konvention. Im Mai seien Begutachtungen in allen Schulen un dem SEA geplant. Serge Faber (déi gréng) betonte, dass ihm auf der Internetseite der Superdrecks-këscht aufgefallen sei, dass nur eine Schule der Gemeinde Sanem aufgeführt sei. Es müsse klargestellt werden, ob die Zertifizierung für alle Schulen gelte. Um eine Konvention zwischen der Gemeinschaft der Ehleringer Vereine und der Gemeinde ging es dann unter Punkt 23. Der Service Sociétés übernehme die Verwaltung des Kulturschapps, so Simone Asselborn-Bintz (LSAP), die sich beim ehemaligen Präsidenten der Entente des sociétés d'Ehlerange Fernand Peiffer für seine jahrelange gewissenhafte Arbeit bedankte. Was mit dem Begriff Entente gemeint sei, wollte Gemeinderat Faber (déi gréng) daraufhin in Erfahrung bringen, da die Nutzungsbedingungen der Vereinbarung eventuell nicht auf die einzelnen Vereine angewendet werden könnten. Er verlangte auch nach Klarheit in Bezug auf das erwähnte Verbot von Festen oder Bällen im Kulturschapp, und die Sperrstunde um 1 Uhr. Auch die Formulierung, dass die Entente einen Schlüssel der Gemeinde erhalte, um ständig Zugang zum Lokal zu haben, finde er merkwürdig. Dann müsse man ja unter anderem für den lokalen Musikverein eine Ausnahme festhalten, da dieser über eigene Säle im Kulturschapp verfüge. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) stimmte Faber (déi gréng) zu, dass einiges missverständlich formuliert sei, und kündigte mit Unterstützung des Plenums

an, dass man die Konvention noch einmal überarbeiten werde und die Abstimmung darüber vertage.

Nach der Berichtigung eines früheren Beschlusses betreffend die Vereine Fédération Luxembourgeoise de Fitness Fonctionnel asbl und Crossfit Iron Sparks asbl, sowie Änderungen an der Zusammensetzung drei beratender Kommissionen und Ausschüsse, folgte als Tagesordnungspunkt 26a der Beschlussvorschlag von déi gréng zur punktuellen Änderung des allgemeinen Bebauungsplans bezüglich der ehemaligen Abraumhalde (crassier) Ehlerange. Den genauen Wortlaut gibt es auf Seite 63. Serge Faber (déi gréng) erklärte, dass der Großteil der Umgebung des alten Ehleringer Schlakentipp als Zone de verdure oder Zone forestière klassifiziert sei, und sich dort in den letzten Jahrzehnten eine schützenswerte Flora und Fauna angesiedelt habe. Diese Zonen sollten als Pufferzonen, insbesondere gegen Lärm, dienen, auch wenn solche Zones tampons nicht mehr ausdrücklich in der neuen Regelung vorgesehen seien. Das Wirtschaftsministerium plane, den alten Schlakentipp bis 2026 zu sanieren und zu gestalten. Zudem sei im nordöstlichen Teil ein zweiter Zugang vorgesehen, der für Rettungsdienste und sanfte Mobilität reserviert sein solle. déi gréng würden daher vorschlagen, die genannten Zonen bei der bevorstehenden punktuellen Änderung des PAG beizubehalten. Zusätzlich solle im nordöstlichen Teil ein Nutzungsrecht im Hinblick auf

den Zugang von Rettungsdiensten und die Anlage eines Rad- und Fußwegs durchgesetzt werden. Schließlich solle bei einer weiteren punktuellen Änderung des PAG der öffentliche Verkehr in dieser Zone de servitude erlaubt werden, falls ein Bedarf bestehe.

Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab an, dass man die Anregungen größtenteils im Vorschlag an das Ministerium übernehmen werde. Beim Beibehalten der Klassifizierung der Zonen sei es etwas komplizierter. Das Wirtschaftsministerium habe dies im Vorfeld schon beim Umweltministerium angefragt, und habe dort nicht so zurückbehalten werden können. Die Gemeinde Sanem werde aber auch selbst beim Umweltministerium anfragen, weswegen Asselborn-Bintz (LSAP) vorschläge, diesen Punkt herauszunehmen, um auf die Antwort zu warten. Faber (déi gréng) zeigte sich bereit, diesen Punkt im Namen seiner Fraktion aus dem Beschlussvorschlag zu streichen. Er wisse allerdings nicht, ob es einem Umweltministerium zustehe, zu bestimmen, wie eine Gemeinde im Rahmen eines PAG Zonen zu klassifizieren habe. Der in Frage kommende Bereich gehöre nicht zur Aktivitätszone und dort spiele also die Gemeindeautonomie. Er werde sich also sicherlich nach den Sommerferien mit einem nächsten Beschluss melden, um diesen Punkt zu klären, wonach der abgeänderte Beschluss bewilligt wurde.

ANREIZE SCHAFFEN UND AUTONOMIE ERREICHEN

Bei Questions et divers ergriff Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) das Wort, um über Photovoltaikanlagen zu reden. Da man angehalten sei, bis 2030 ein Minus von 55% bei den CO₂-Emissionen zu erreichen, wolle sie wissen, wie die Strategie der Gemeinde Sanem aussehe, um unter anderem in der Umweltkommission darüber diskutieren zu können. Andere Gemeinden hätten zum Beispiel klare Objektiv, um autonom zu werden. In Sanem könnten Einwohner-innen lediglich 20% von der Subvention des Staates mit einem Maximum von 750€ erhalten, und nur, wenn es für den Eigenbedarf sei. Die Stadt Luxemburg und Differdingen würden wesentlich mehr geben, und ähnlich sei es auch in Bascharage, Petingen, Monnerich und Schiffingen. In Niederanven habe man den Spieß sogar umgedreht. Bei einem Neubau müsse eine PV-Anlage installiert werden, und es sei auch keine Baugenehmigung nötig. Dies habe zu einer deutlichen Steigerung der Nachfrage nach PV-Anlagen geführt. Solche Anreize würden also ihre Wirkung entfalten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass man in der Schöff-innenratserklärung festgehalten habe, eine Analyse durchführen zu wollen, ob die Gemeinde Sanem autonom werden könne. Der Wille sei also da, dies in Angriff zu nehmen. Auch in Sanem würden viele PV-Anlagen angefragt, und man sei auch dabei, kleinere Dächer von Gemeindegebäuden damit auszustatten. Ende 2024 werde man dem Gemeinderat einen ausführlichen Ausblick liefern.



Serge Faber (déi gréng) betonte, dass die Hilfen der Gemeinde Sanem bescheiden seien. Er wollte daraufhin wissen, wie es um die von der Bürgermeisterin angekündigte Arbeitsgruppe zur Circulaire 119 stehe. Eine Motion von déi gréng sei vor 6 Monaten nicht angenommen worden, da man zuerst über die Standardformulierungen in Sachen PAG, PAP und Bautenregelung reden wollte. Er denke, dass dies nun überfällig sei. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab an, dass diesbezüglich schon etliche Fragen in der Bautenkommission behandelt worden seien, und es auch eine Versammlung mit einem externen Berater gegeben habe. Man sei nun bereit, die nächsten Schritte mit der Arbeitsgruppe zu unternehmen. Faber (déi gréng) bemängelte, dass die Subventionen in ihrer aktuellen Höhe gleich ausliefen, und der Gemeinderat damals die Chance verpasst habe, sofort leichte Anpassungen vorzunehmen. Die Bürgermeisterin (LSAP) unterstrich, dass sich die Gemeinde an das Rundschreiben gehalten habe, auch an die Fristen, selbst wenn diese noch nicht in der Bautenregelung stünden. Patricia Speck-Braun (DP) pflichtete Faber (déi gréng) bei. Max Krippeler (LSAP) erklärte, dass es bei den Kürzungen der Subventionen des Staates von 62,5% auf 50% um viel Geld gehe, diese aber trotzdem weiterliefen. Erst in einem Monat, wenn die Anpassung erfolgt sei, könne man sich ein genaueres Bild machen. Man habe sich als Gemeinde aber in der Tat an die Circulaire gehalten. Die Menschen müssten nicht um ihre Genehmigungen fürchten. Und es sei noch nicht zu spät, von der Subvention in aktueller Höhe bis Ende Juni zu profitieren. Er pochte auf die Wichtigkeit des partizipativen Prozesses im Rahmen der Gemeindekommissionen.

Die Sitzung endete mit Personalentscheidungen unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

.....



Audiodatei der Gemeinderatssitzung
WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2024



Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, 21 juin 2024

date de l'annonce publique: **14 juin 2024**
date de la convocation des conseillers: **14 juin 2024**
début: **08h15** fin: **11h10**

PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno,
M. Faber Serge, M. Gierenz Steve, M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc,
M. Krippeler Max, Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler
Nathalie, Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-
Braun Patricia
Mme Manon Greven, secrétaire communale

ABSENTS EXCUSÉS: Mme Cecchetti Myriam

PREMIER VOTANT: Mme Schammo Mara

Madame Anne Logelin n'a pas pris part au vote des points 1 à 9.
Mme Cecchetti Myriam délègue son droit de vote à M. Dahm
Yves pour les points 1 à 30.

— ORDRE DU JOUR

1. Correspondance et informations.
2. Approbation de rapports (10 mai 2024, 24 mai 2024).
» **Vote unanime**

— PROJETS

3. Réaménagement du chemin piéton entre la rue du Château
et le Zolwerknapp à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 57.000,-€
(article budgétaire: 4/624/221313/23030).
» **Vote unanime**
4. Installation d'une nouvelle alimentation pour le chargement
des véhicules électriques au service technique. Devis estimatif
détaillé: 50.000,-€ (article budgétaire: 4/130/222100/22021).
» **Vote unanime**
5. Acquisition de matériel informatique pour les besoins
des écoles fondamentales. Devis estimatif détaillé: 20.000,-€
(article budgétaire: 4/910/223500/99001).
» **Vote unanime**
6. Acquisition de compteurs à chaleur pour la centrale
de chauffage du KUSS. Devis estimatif détaillé: 18.000,-€
(article budgétaire: 4/831/221311/22034).
» **Vote unanime**
7. Acquisition de matériel de détection de gaines et câbles
pour l'éclairage public. Devis estimatif détaillé: 6.400,-€
(article budgétaire: 4/640/223300/21020).
» **Vote unanime**

— TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

8. Actes:

- a. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.
- b. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Sanem.
- c. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.
- d. Approbation de l'acte de vente concernant l'acquisition d'une parcelle 1081/5637 au lieu-dit « rue de Soleuvre » à Soleuvre.
- e. Approbation d'un acte relatif à la constitution d'un droit d'emphytéose avec l'Établissement public « Fonds du Logement » portant sur la sur la parcelle 181/7072 au lieu-dit « quartier de l'Église » à Belvaux.
» **Vote unanime**

9. Compromis:

- a. Reclassement de la parcelle 1887/8905 sise à Soleuvre du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.
- b. Approbation d'un compromis de vente concernant une parcelle de terrain à Soleuvre.
- c. Acquisition d'un appartement situé à Sanem. Création d'un nouvel article budgétaire: 4/612/221312/24069.
- d. Approbation d'un compromis de vente concernant l'acquisition d'un appartement à Sanem.
- e. Approbation d'un compromis de vente concernant deux parcelles de terrain à Sanem.
» **Vote unanime**

10. Conventions et contrats:

- a. Approbation de la résiliation de la Convention de mise à disposition d'un logement social communal concernant une maison à Belvaux.
- b. Approbation du contrat de bail abordable concernant une maison à Belvaux.
- c. Approbation de la résiliation de la convention de mise à disposition d'un logement social communal concernant un appartement à Sanem.
- d. Approbation du contrat de bail abordable concernant un appartement à Sanem.
- e. Approbation de la résiliation de la convention de mise à disposition d'un logement social communal concernant un appartement à Belvaux.
- f. Approbation du contrat de bail abordable concernant un appartement à Belvaux.
- g. Approbation de la résiliation de la convention de mise à disposition d'un logement social communal pour personnes à besoins spécifiques à Sanem.
- h. Approbation d'un contrat de bail concernant deux parcelles de terrain sises à Belvaux.

- i. Approbation d'un contrat de bail concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux.

» **Vote unanime**

11. Autorisation d'ester en justice.

» **Vote unanime**

— FINANCES COMMUNALES

12. Approbation de divers subsides.

» **Vote unanime**

13. Taxes communales:

- a. Création d'une taxe pour le nombre de personnel présent lors d'une réception de mariage ou de partenariat civil
- b. Création d'une taxe d'inscription pour la participation aux cours d'entraînement de la mémoire.

» **Vote unanime**

14. Approbation des nouveaux articles budgétaires du budget ordinaire 2024.

» **Vote unanime**

15. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget ordinaire 2024.

» **Vote unanime**

16. Aménagement d'un gîte MAB à côté de l'arrêt ferroviaire Belval-Rédange à Belvaux. Nouveau crédit: 11.500,-€ (4/430/221313/19080).

» **Vote unanime**

— CIRCULATION

17. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin·e·s.

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de nettoyage et de chemisage de la canalisation dans la rue de Sanem à Ehlerange et dans la rue Aessen à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 14 juin 2024 (U024/050);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de réfection des feux de signalisation dans la rue de Niederkorn à Sanem, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 24 mai 2024 (U024/058);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de réfection du raccordement à la canalisation de la maison n°59 rue de Sanem à Ehlerange, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 14 juin 2024 (U024/051).

» **Vote unanime**

— **DIVERS**

18. Approbation de l'avenant à la convention services pour jeunes entre l'Etat, la commune de Sanem et le Jugendtreff SaBa asbl.

» **Vote unanime**

19. Prise de connaissance de statuts:

- a. a. Amigos Unidos Asbl
- b. b. QUDS Asbl
- c. c. Vespa Club Luxembourg Asbl
- d. d. Société Avicole de Belvaux.

» **Vote unanime**

20. Accord de principe relatif au concept de mobilité Belval.

» **Votes positifs: 15**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia

Votes négatifs: 1

Cecchetti Myriam

Abstentions: 1

Schammo Mara

— **OFFICE SOCIAL**

21. Approbation de la situation des soldes restants par client au 31.12.2023 de l'Office social.

» **Vote unanime**

22. Approbation de la convention pour l'année 2024 entre le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, la Commune et l'Office social de Sanem.

» **Vote unanime**

23. Demande d'avis du conseil communal concernant des décisions du conseil d'administration de l'Office social:

- a. Approbation d'une demande de réduction de tâche temporaire d'un-e employé-e communal-e groupe d'indemnité A2 – sous-groupe éducatif et psycho social à 80% d'une tâche complète avec effet au 1^{er} juillet 2024 pour une durée d'un an
- b. Approbation de la convention pour l'année 2024 entre l'Office social et l'Office national d'inclusion sociale.

» **Vote unanime**

24. Modification de la composition de la commission des sports.

Nom	Prénom	Statut	Fonction
Est démissionné-e:			
LOGELIN	Joe	Effectif	Résident
Est nommé-e:			
IDRIZOVIC	Indira	Effectif	Résidente

25. a. Motion concernant les négociations relatives à la nouvelle convention entre le TICE et le Ministère de la mobilité:

DÉI LENK

Suessem, den 17. Juni 2024

“ MOTIOUN BETREFFEND D'VERHANDLUNGEN ZU DER NEIER KONVENTIOUN TËSCHENT DEM TICE AN DEM MOBILITÉITSMINISTÈRE

De Gemengerot vun der Gemeng Suessem

- Am Wëssen, dass d'Konventioun tëscht dem TICE an dem Mobilitéitsministère Enn Dezember 2024 ausleeft;
- Am Bewosstsinn, dass d'Unzuel vun den Notzer*Inne vum ëffentlechen Transport am urbane Süden ënnerhalb vun deenen nächsten 10 Joer wäert massiv klammen laut dem nationale Mobilitéitsplang PNM 2035;
- Am Wëssen, dass d'Awunner*Inne vun Suessem all Dag vun der zouverlässeger a flexibeler Offer vum TICE profitéieren, fir sech ënnerhalb an ausserhalb vun eiser Gemeng fortzebeweegen;
- Vu dass laut PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg) den Transport-secteur dee Secteur hei am Land ass, deen dee gréissten Emissiounsaustouss opweist, a grouss Investissementer néideg ginn fir den TICE ze elektrifizéieren;
- Vu dass d'Material an d'Unzuel vum Personal vum TICE elo schon net duerginn fir all Linnen an de Membergemengen ze fueren (zB.keen Depart an Linien ennerhalb der Gemeng, ze Zäitno Linnen duurch den Suessemer Zentrum);
- Vu dass d'Personal vum TICE ënnert de Statut vum Gemengepersonal fällt (Fonctionnaire a Salarié) an domat vu besseren Aarbechtskonditioune profitéiert, wéi dat beim RGTR, dee vu private Firmen assuréiert gëtt, de Fall ass;
- Vu dass schon haut e Mangel u Personal, virun allem u Buschaufferen an techneschem Personal besteet, deen duerch eng Verschlechterung vun den Aarbechtskonditioune op kéen Fall wäert vereinfacht oder geléist ginn.
- Am Bewosstsinn, dass d'Gemengesyndikat TICE de Membergemengen erlaabt, bei der Organisatioun vum ëffentlechen Transport am urbane Süden matzediskutéieren an d'Mobilitéitspolitik esou aktiv ze decidéieren;
- Vu dass déi nei Konventioun tëscht dem TICE an dem Transportministère en direkten Afloss op d'Finanze vun der Gemeng Suessem wäert hunn;

Invitéiert de Buergermeeschter- a Schäfferot

- De Gemengerot reegelméisseg z'informéieren iwwer d'Virukomme vun den Négociatioune bezüglech der neier Konventioun;
- Sech während de Verhandlungen an och dono fir wiederhin héich Investissementer an den TICE an d'Ofséchere vun den Arbechtskonditioune an dem Fonktionärsstatut (accord du 22.04.1996) vum aktuellen an zukünftege Personal anzesetzen;
- Sech während de Verhandlungé géint all Entwécklung ze wieren, déi eng Verschlechterung vun der Offer vum TICE an Zukunft als Konsequenz hätt;
- Déi nei Konventioun dem Gemengerot pour avis virzeleeën, éier se ënnerschriwwé gëtt;
- Sech dofir anzesetzen dass Rechter vun der Personaldelegatioun (den Fonktionären) entspreichend dem Artikel 47 vum Statut vum Fonktionnär communal, an dem Artikel 32 vum Grousherzoglechen Reglement vum 11 September 2006, applizéiert an an respektéiert gin;
- Keng weider Buslinnen ënnerhalb vun Suessem ze privatiséieren a souwäit wéi méiglech ze kucken, ob privat Linnen kënnen an Zukunft an den TICE integréiert ginn;
- Sech an Zukunft fir e weideren Ausbau vum TICE-Réseau (vun de Linnen a vun den Auerzäiten) anzesetzen, souwäit dest méiglecherschéngt.

Myriam Cecchetti
Conseillère déi Lénk

Le collège de bourgmestre et échevins propose de retenir la motion comme suit:

Invitéiert de Buergermeeschter- a Schäfferot :

- De Gemengerot reegelméisseg z'informéieren iwwer d'Virukomme vun den Négociatioune bezüglech der neier Konventioun;
- Sech während de Verhandlungen an och dono fir wiederhin héich Investissementer an den TICE an d'Ofséchere vun den Arbechtskonditioune an dem Fonktionärsstatut (accord du 22.04.1996) vum aktuellen an zukünftege Personal anzesetzen;
- Sech während de Verhandlungé géint all Entwécklung ze wieren, déi eng Verschlechterung vun der Offer vum TICE an Zukunft als Konsequenz hätt;
- Déi nei Konventioun an déi nei Ligneféierung vum Ministère/ATP an de Responsabele vum TICE dem Gemengerot virgestallt gëtt ~~pour avis virzeleeën, éier se ënnerschriwwé gëtt;~~
- ~~Sech dofir anzesetzen dass Rechter vun der Personaldelegatioun (den Fonktionären) entspreichend dem Artikel 47 vum Statut vum Fonktionnär communal,~~

- ~~an dem Artikel 32 vum Grousherzoglechen Reglement vum 11 September 2006, applizéiert an an respektéiert gin;~~
- ~~Keng weider Buslinnen ënnerhalb vun Suessem ze privatiséieren a souwäit wéi méiglech ze kucken, ob privat Linnen kënnen an Zukunft an den TICE integréiert ginn;~~
- Sech an Zukunft fir e weideren Ausbau vum TICE-Réseau (vun de Linnen a vun den Auerzäiten) anzesetzen, souwäit et néideg, machbar a finanzéierbar ass. ~~dest méiglecherschéngt.~~

» **Vote unanime**

25. b. Questions et divers.

DÉI LENK

Suessem, den 17. Juni 2024

“ UN DE SCHÄFFEROT VUN DER GEMENG SUESSEM.

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, riichten mär fir déi nächst Gemengerots-Sëtzung (vum 21.06.2024) folgend 2 Froen un de Schäfferot:

1. „cashless“ Evenement – Nationalfeierdag

Nodeems mir aus engem Facebook-Post gewuer gi sinn, dass dat Evenement „Virowend vum Nationalfeierdag“ e „cashless“ Evenement soll sinn, wollte mir folgend Froen un de Schäfferot stellen:

1. Wat war de Grond fir ganz op Boergeld ze verzichten?
2. Ass sech de Schäfferot bewosst, dass vill Leit ëmmer nach gäre Cash bezuelen entweder aus Prinzip oder well si mat elektronische Geräter net esou gutt eens ginn an et laut Artikel 556, Punkt 4° vum Strofgesetzbuch net erlabt ass, Borgeld ze refuséieren?
3. Kéint sech de Schäfferot net virstellen, dass esou eng Entscheidung eng Partie Leit dovun ofhale kéint, un dësem Evenement deel ze huelen?
4. Wëll de Schäfferot och an Zukunft nëmmen nach „cashless“ Evenementer organiséieren?

2. Mobilité réduite a Walen

Den 9. Juni 2024 waren Europawalen. Mir sinn an dësem Kontext drop opmierksam gemaach ginn, dass wile goen an d'Wielen an de Walkabinne fir Mënschen „à mobilité réduite“

net wierklech evident ass, bzw, dass hei ëmmer erëm op en Neits kreativ Léisunge gesicht musse ginn, well am Virus net un esou eng Situatioun geduecht ginn ass. Mir wollten dem Schäfferot dohier folgend Froe stellen:

1. Ass sech de Schäfferot dëser Problematik bewosst?
2. Ass am Virfeld vun de Walen doriwwer geschwat oder nogeduecht ginn?
3. Wār et fir de Schäfferot denkbar hei nach méi Informatiounen iwert dee Problem ze sammelen?
4. Kéint de Schäfferot sech virstellen der zoustänneger Kommissioun den Optrag ze ginn fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, wéi ee Gemengeservicer – notamment och dat „Wiele-Goen“ – fir Mënschen „à mobilité réduite“ nach méi einfach an accessibel ze maache kéint?
5. Kéint de Schäfferot sech virstellen en „État des lieux“ ze maachen iwwer Plazen an Demarchen déi fir Mënschen „à mobilité réduite“ deels net genügend accessibel, deels geféierlech an deels net agreabel sinn?

Merci am Virus fir är geschätzten Äntwert.

Mat beschte Gréiss,

Myriam Cecchetti
Conseillère déi Lénk

”

Réponse du Collège des bourgmestre et échevin·e·s:

1. „cashless“ Evenement – Nationalfeierdag

1. Wat war de Grond fir ganz op Boergeld ze verzichten?

Mir verzichten net op Boergeld, an et ass kloer, dass d’Leit nach ëmmer domat kënne bezuelen. Awer net bei all Stand. Bei grouse Manifestatiounen bei eis an och am Ausland kommen d’Leit ëmmer méi mat hire Kaarten an Handyen, fir ze bezuelen. Et ass en Trend iwwerall. Dat huet och vill mat Simplificatioun ze dinn, a mat Sécherheet. Et brauch ee manner Fonds de caisse, an eis Leit musse mat manner Geld an der Nuecht an de Safe lafen. Et gëtt manner Feelerquelle fir sech ze verrechnen, wann ee manner Mënz erausgëtt. Bezuele mat der Kaart a mam Handy geet och definitiv méi séier. Et gi keng Suen eran an eraus, mee et mécht ee seng Kaart op den Apparat, an dann ass bezuelt. An de Schlaange bei de Commandé geet et méi séier, an och HACCP-technesch ass et e Virdeel, well déi, déi Thüringer verkafen, hu keng Suen am Grapp. Fir eis waren et also nëmme Virdeeler. Bei eisem Cashless-System kann een herno op der Plattform och nach wichteg Donnéeën erauszéien. Mir kënne gewuer ginn, wat am meeschte verkaf ginn ass, an och zu

wéi enger Zäit. Sou dass ee weess, ob a wou eventuell e Stand méi gebraucht gëtt.

2. Ass sech de Schäfferot bewosst, dass vill Leit ëmmer nach gäre Cash bezuelen - entweder aus Prinzip oder well si mat elektronesche Geräter net esou gutt eens ginn - an et laut Artikel 556, Punkt 4° vum Strofgesetzbuch net erlabt ass, Borgeld ze refuséieren?

Mir wëssen, dass et am Gesetz steet, an dofir verzichte mir net op Boergeld. Mir proposéiere fir déi Leit, déi keng Kaart hunn oder net mat Kaart wëlle bezuelen, Prepaid-Kaarten, déi beim Pfand-Stand kënne mat 24€ geluede ginn. Do kënnt nach 1€ Pfand dobäi. A mat dëser Kaart ginn si da bei déi eenzel Stänn bezuelen. Déi Kaart kann och nei geluede ginn, an et kritt ee Suen erëm, wann der herno nach drop sinn. Mir probéieren, dass op de Stänn keng Suen hin an hier ginn. Wat och fir déi Leit, déi do schaffen, vill méi praktesch ass.

3. Kéint sech de Schäfferot net virstellen, dass esou eng Entscheedung eng Partie Leit dovun ofhale kéint, un dësem Evenement deel ze huelen?

Neen. Éischtens, well de Cash nach ëmmer acceptéiert ass. Zweetens hu mir mëttlerweil schonn Erfahrungswärter gesammelt, ënner anerem um San’Up, wou mir en éischten Test haten. Den 9. Mee um Kannercampus goufen um Gedréknsstand zum Beispill eng 1500 Consommatione verkaf, an et hu vläit 2-3 Leit gefrot, fir mat Cash ze bezuelen. Déi aner hunn all mat Kaart bezuelt. Mir kënne eis net virstellen, dass d’Leit doduerch net wëllen anzwousch hi kommen. An et kann ee jo nach ëmmer Sue matbréngen.

4. Wëll de Schäfferot och an Zukunft nëmme nach „cashless“ Evenementer organiséieren?

Jo, awer d’Optioun vun der Prepaid-Kaart wäert bliwen.

2. Mobilité réduite a Walen

1. Ass sech de Schäfferot dëser Problematik bewosst?
2. Ass am Virfeld vun de Walen doriwwer geschwat oder nogeduecht ginn?
3. Wār et fir de Schäfferot denkbar hei nach méi Informatiounen iwert dee Problem ze sammelen?
4. Kéint de Schäfferot sech virstellen der zoustänneger Kommissioun den Optrag ze ginn fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, wéi ee Gemengeservicer – notamment och dat „Wiele-Goen“ – fir Mënschen „à mobilité réduite“ nach méi einfach an accessibel ze maache kéint?
5. Kéint de Schäfferot sech virstellen en „État des lieux“ ze maachen iwwer Plazen an Demarchen déi fir Mënschen „à mobilité réduite“ deels net genügend accessibel, deels geféierlech an deels net agreabel sinn?

Am Walgesetz steet, wéi eng Rechter an Obligatiounen et ginn, fir dass Walen zougängelech sinn. Sou mussen zum Beispill d’Gebaier an d’Büroen zougängelech sinn. Et kann een sech

vun enger Persoun begleede loossen, déi souguer dierf hëllef, de Walziedel auszufüllen. Fir Leit mat enger Séibehënnerung ginn et souguer extra Walschablounen. Leit aus engem Walbüro kënnen och eng gewëssen Hëllefstellung ginn. Dës Konditiounen erfëlle mir als Gemeng zu dësem Zäitpunkt, bis op d'Walkabinn selwer.

Fir d'Europawale waren op folgende Plaze Walbüroen: zu Biele an der Schoul Biele-Post, zu Éilereng an der Schoul, zu Zolwer an der Schoul 2000 an zu Suessem an der aler Schoul an am Pavillon. All dës Gebaier sinn zougängelech fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, gegebenenfalls iwuer Rampe fir an d'Gebai eran, oder Lifter an de Gebaier selwer. Fir d'Walen haten eis Servicer och e spezielle Signaletique opgeriicht, fir d'Leit mat ageschränkter Mobilitéit an an duerch d'Gebaier ze féieren. Et war och all Kéier e Concierge op der Plaz, deen de Leit bei Bedarf konnt behëlleflech sinn. De President vum Haaptwalbüro hat sämtlech Leit, déi an de Büroen auszielen, och gebrieft, wat ze maachen ass, wann eng Persoun mat engem bestëmmte Bedierfnis sollt kommen. Wa mir éierlech sinn, gräife vill Leit, déi net esou mobil sinn oder soss Schwieregkeeten hunn, ganz gär op d'Bréifwal zeréck. Woubäi mir eis domat net aus der Verantwortung wëllen zéien, well jiddereen huet net nëmmen d'Pflicht, mee och d'Recht, wielen ze goen.

E Mann, deen am Rollstull sëtzt a schonn e puer mol op Biele wile gaangen ass, huet nom Walsonndeg en detailléierte Feedback ginn. Fir hien ass den eenzegen Hoke bei eis, dass mir keng Kabinn hunn, wou d'Briet déif genuch hänkt, wou een sech kéint drop stäipen, fir säi Walziedel auszufüllen. Déi verschidde Leit aus de Walbüroen hunn dofir bei de leschten Editiounen ëmmer eng Léisung fonnt. De Walbüro ass entweder kuerz zougemaach ginn, fir dass den Här säin Ziedel eleng op engem Dësch konnt ausfëllen. Bei den Europawalen ass hien an en Eck gerullt, fir do mat senger Ënnerlag a verdeckt vun engem Rideau säin Ziedel an aller Rou kënnen auszufüllen. Mir hunn awer souwisou wëlles, iwwert déi nächst Joren nei Walkabinnen ze kafen, well eis al a schwéier sinn. Fir déi nächst Wale wäerte mir an all Walbüro eng ganz zougängelech Kabinn hunn.

Vu dass mir soss keng Réckmeldung kritt hunn, weder vun eise Leit aus de Walbüroen, nach vu Wielerinnen a Wieler, gi mir dovun aus, dass mir allgemeng gutt opgestallt sinn. De President vum Haaptwalbüro huet eis dat bestätegt. Natierlech ass all Persoun anescht, dofir verschléisse mir eis kengem Verbesserungsvorschlag. Mir denken, dass all Leit, déi selwer am Fall sinn, am Beschte wëssen, wat si brauchen. Dofir soll keen zécken, eis seng perséinlech Réckmeldung respektiv eng konstruktiv Kritik mat op de Wee ze ginn.

— SÉANCE À HUIS CLOS

— SERVICE MÉDIATION

26. Présentation du bilan par Madame Glod Astrid.

» **Prise de connaissance**

— PERSONNEL

27. Démissions:

- a. Démission d'office d'une fonctionnaire communale, du groupe d'indemnité Cr, sous-groupe administratif, à partir du 1^{er} septembre 2024.
- b. Démission d'un fonctionnaire, fonctionnaire communal du groupe de traitement Br, sous-groupe administratif, à partir du 1^{er} août 2024.

» **Démission accordée**

28. Promotions:

- a. Promotion d'un fonctionnaire au grade 12 du groupe de traitement Br, sous-groupe administratif, à partir du 1^{er} septembre 2024.
- b. Promotion d'une fonctionnaire au grade 12 du groupe de traitement Br, sous-groupe administratif, à partir du 1^{er} septembre 2024.
- c. Promotion d'une fonctionnaire au grade 13 du groupe de traitement Br, sous-groupe scientifique et technique, à partir du 1^{er} septembre 2024.

» **Promotion accordée**

29. Autorisation d'ester en justice.

» **Vote unanime**

— OFFICE SOCIAL

30. Demande d'avis du conseil communal concernant des décisions du conseil d'administration de l'Office social:

- a. Approbation de faire constitution partie civile dans une affaire du personnel par le biais d'un avocat en vue d'un procès fixé.
- b. Approbation de prise en charge de frais éventuels concernant une affaire du personnel.

» **Vote unanime**



Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 21. Juni 2024

BELES – Viel Gesprächsstoff bot das neue Mobilitätskonzept für Belval in der Gemeinderatssitzung am 21. Juni 2024. Neben diesen ambitionierten Plänen ging es auch um die Konvention zwischen dem TICE und dem Mobilitätsministerium, sowie um den Bericht des Office Social über die Schuldeneintreibung. Die abwesende Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) hatte ihr Abstimmungsrecht im Vorfeld an Yves Dahm (LSAP) übertragen.

Bei den Punkten 3 bis 7 der Tagesordnung ging es um Projekte, wobei alle Kostenvorschläge einstimmig angenommen wurden. Der Fußweg zwischen der Rue du Château und dem Zolwerknapp in Zolver sei in einem schlechten Zustand, so Simone Asselborn-Bintz (LSAP), und müsse für insgesamt 57.000 € saniert werden. Ein weiteres Thema war die Infrastruktur zum Laden von Elektrofahrzeugen im Service Technique. 50.000 € koste die Installation von sieben neuen Ladestationen, inklusive der Verlegung von Trassen und der Fundamente. Für die Grundschulen der Gemeinde wurde die Anschaffung von neuem IT-Equipment beschlossen. Das Budget von 20.000 € umfasse 17 iPads sowie die dazugehörigen Accessoires, fünf Apple TVs, einen Computer und ein Laptop, erläuterte die Bürgermeisterin (LSAP). Ebenfalls genehmigt wurde die Anschaffung von Wärmehählern für die Heizungszentrale des KUSS für 18.000 €. Dann ging es um die Anschaffung eines speziellen Geräts zur Ortung von Leitungen und Kabeln für die öffentliche Beleuchtung in Höhe

von 6.400 €. Dieses sei mit dem bereits im Februar für den Wasserdienst gestimmten Kamerasystem kompatibel, und die Anschaffung würde sich angesichts der vergleichsweise hohen Miete auf lange Sicht lohnen, erklärte Asselborn-Bintz (LSAP).

VOM BODEN BIS ZUM BUDGET

Um Immobilientransaktionen ging es anschließend bei den Punkten 8 bis 11. Mehrere Grundstücke in Zolver und Sanem seien unentgeltlich an die Gemeinde übertragen worden. Diese Parzellen würden vor Wohnhäusern liegen und sollten für öffentliche Zwecke genutzt werden, unterstrich Simone Asselborn-Bintz (LSAP). Zusätzlich kaufe die Gemeinde ein Grundstück von 7 Ar in Zolver mit dem Ziel, eine durchgehende grüne Achse beziehungsweise eine wichtige Fuß- und Radwegverbindung zu schaffen. Ein weiteres Thema war die Überarbeitung eines Pachtvertrags mit dem Fonds du Logement für ein Grundstück im Quartier de l'Église in Beles, auf dem der Fonds drei Wohngebäude errichtet habe. Es wurden auch andere Verträge hinsichtlich des Verkaufs und Erwerbs von Grundstücken und Wohnungen genehmigt. So wurde eine Parzelle in Zolver aus dem öffentlichen in den privaten Gemeindebesitz umklassifiziert, um sie anschließend an die Einwohnerinnen verkaufen zu können. Die Gemeinde erwerbe ein Apartment in Sanem für 575.000 €, welches als Sozialwohnung dienen solle. Außerdem kaufe die Gemeinde

zwei Grundstücke in Sanem, um den Park Backes zu erweitern, fuhr die Bürgermeisterin (LSAP) fort. Dieser Kaufvertrag sei bereits im Gemeinderat am 20. Oktober 2023 behandelt worden, ohne aber die öffentliche Nutzung im Vertrag zu erwähnen. Genehmigt wurde auch die Kündigung und Neufassung von Mietverträgen für Sozialwohnungen in Beles und Sanem, um den neuen gesetzlichen Anforderungen zu entsprechen. Zudem wurden Pachtverträge für Grundstücke in Beles genehmigt, die von den Anwohner:innen für symbolische Beträge genutzt würden. Ein weiterer Punkt betraf die Ermächtigung der Gemeinde, rechtliche Schritte gegen eine:n Hausbesitzer:in in Beles einzuleiten, der/die sich weigere, die Kosten für die Umsiedlung einer wegen hygienischer Probleme geschlossenen Wohnung zu tragen.

Beim Auftakt der Tagesordnungspunkte rund um die Gemeindefinanzen ergriff Rat Denis Bronzetti (LSAP), der zugleich Präsident der Finanzkommission ist, das Wort. Im Rahmen der *Aide humanitaire nationale* gab es grünes Licht für eine Spende von je 150€ zugunsten der *Association luxembourgeoise pour la prévention des accidents de la route*, *SOS Détresse* und dem *Sportlycée Luxembourg*. Danach fuhr Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) fort mit kommunalen Steuern und Budgetanpassungen. Eine neue Abgabe werde für die Bereitstellung von Personal bei Hochzeits- und Partnerschaftszeremonien erhoben, wenn mehr als 30 Personen anwesend seien. Der Tarif von 44,73€ entspreche einer Arbeitsstunde beim Reinigungspersonal. Eine weitere neue Gebühr betraf die Teilnahme an Gedächtnistrainingskursen, organisiert vom *Service Senior+*, mit einer Anmeldegebühr von 30€ pro Person. Der Gemeinderat genehmigte dies alles unisono, genauso wie die Schaffung neuer Haushaltsartikel für das ordentliche Budget 2024, darunter für staatliche Zuschüsse für die Sportkoordinatorin und den *Pakt vom interkulturellen Zesummeliwien*, für Einnahmen aus der Veranstaltung *San'Up* und für Gebühren für Gedächtnistrainingskurse. Zudem wurde eine jährliche Abgabe für 19 Wohnungen im Quartier de l'Église in Beles eingeführt. Des Weiteren wurde der reguläre Haushalt 2024 teilweise angepasst. Diese Änderungen betrafen die neuen Einnahmeartikel. Eine andere Budgetanpassung wurde aber auch erforderlich, da die Kosten der zivilrechtlichen Haftpflichtversicherung schwer vorherzusagen seien, so Morgenthaler (CSV). Ein zusätzlicher Kredit von 11.500€ wurde für die abschließenden Arbeiten an der Heizung und Belüftung des Gîte in Beles neben dem Bahnhof Belval-Rédange bewilligt. Diese Arbeiten waren notwendig geworden, um die Garantieforderungen zu erfüllen und die endgültige Freigabe der Garantie zu ermöglichen.

Verkehrsschöffe Mike Lorang (CSV) gab danach unter Punkt 17 Informationen zu den angefallenen Notfallverordnungen. Da der Präsident des Sozialamtes noch nicht anwesend war, wurden die drei Punkte im Bezug auf das Office Social nach

hinten verschoben. Lorang (CSV) gab als Jugendschöffe Erklärungen zu einem Zusatz zur Vereinbarung zwischen dem Staat, der Gemeinde Sanem und der Jugendtreff SaBa asbl. Die Vereinbarung aus dem Jahr 2023 werde jährlich stillschweigend verlängert, jedoch müssten die finanziellen Daten für 2024 in einem Zusatz festgehalten werden, was nur Artikel 12 betreffe. Staat und Gemeinde würden je 208.230€ zu den Personalkosten und 38.231€ zu den Funktionskosten beitragen, womit man 4 Erzieher:innenposten finanziere. Dies wurde genehmigt. Unter Punkt 22 wurden die Statuten mehrerer Vereine zur Kenntnis genommen. Der Verein *Amigos Unidos asbl* biete pädagogische und freizeitliche Aktivitäten für Kinder, die *QUDS asbl* fördere die Werte und Prinzipien des Islam in der muslimischen Gemeinschaft, und der *Vespa Club Luxembourg asbl* widme sich der Förderung und Entwicklung von Motorrädern, einschließlich Restaurierungsausbildung. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass man ihre Statuten zur Kenntnis genommen habe und dass man diese Vereine in die Kategorie III einstufen wolle, was auch gutgeheißen wurde. Schließlich habe der Verein *Société Avicole de Belvaux* seine Statuten angepasst, um den gesetzlichen Anforderungen zu entsprechen, und diese wurden ebenfalls anerkannt.

BELVAL MIT NEUER VISION FIT FÜR DIE ZUKUNFT MACHEN

Punkt 23 drehte sich um die Grundsatzvereinbarung zum neuen Mobilitätskonzept auf Belval. Asselborn-Bintz (LSAP) zeigte sich enttäuscht über das geringe Interesse vonseiten der Gemeindekommissionen, die auf zwei Präsentationsversammlungen eingeladen gewesen seien. Mike Lorang (CSV) ging auf die Entstehungsgeschichte ein. Das ursprüngliche Mobilitätskonzept für Belval aus dem Jahr 2009 sei 2013 von Esch und Sanem prinzipiell genehmigt worden. Aufgrund der zahlreichen Änderungen in den letzten Jahren sei 2022 ein neues Konzept in Auftrag gegeben worden. Im Gegensatz zum alten Konzept, das sich hauptsächlich auf den Individualverkehr und den öffentlichen Transport konzentriert habe, berücksichtige das neue Konzept auch den *Plan national de mobilité 2035*, die aktive Mobilität (Fußgänger:innen und Radfahrer:innen) sowie das Parken. Das neue Konzept ziele darauf ab, den öffentlichen Transport und die aktive Mobilität gleichwertig zum Individualverkehr zu gestalten und den Raum für Grünflächen zu nutzen. Geplant seien ein hochwertiger öffentlicher Verkehrskorridor bis 2028, die Tramlinie bis Beles bis 2032 und ein zentraler Haltepunkt der CFL, wodurch ein multimodaler Knotenpunkt entstehe. Diese Maßnahmen, so Lorang (CSV), sollten die Lebensqualität und Attraktivität von Belval erhöhen. Nun solle der Grundsatzbeschluss für dieses Konzept gefasst werden, damit die Planungen weitergehen könnten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ergänzte, dass man sich mit allen beteiligten Partnern darauf geeinigt habe, im neuen Mobilitätskonzept einen Verteilungsschlüssel von

einem Parkplatz pro Wohnung anzuwenden. Eine weitere Änderung sei, dass man zwei große Parkhäuser errichte, und somit in anderen neuen Gebäuden und Häusern keine Parkplätze mehr vorgesehen seien, wodurch man günstiger bauen könne. Diese Parkhäuser seien höchstens 200 Meter von den dazugehörigen Gebäuden entfernt. Die Bürgermeisterin (LSAP) betonte, dass die Parkplätze niemals einzeln zum Verkauf stehen dürften, und dass man eine-n Betreiber-in für eine effiziente Verwaltung der Parkhäuser finden müsse. Außerdem müssten sowohl die Käufer-innen als auch die Bauträger-innen gründlich über die Gegebenheiten aufgeklärt werden.

Serge Faber (déi gréng) fügte hinzu, dass man über das Konzept, welches mehr als 400 Seiten umfasse, durch die zwei bereits erwähnten Präsentationsversammlungen bestens informiert sei. Der erste Wurf aus dem Jahr 2009 hätte nur auf Straßen und Beton abgezielt. Unter dem Impuls der letzten Regierung sei nun aber etwas entstanden, das als begrüßenswertes Mobilitätskonzept angesehen werden könne. Dadurch, dass unter anderem Fahrräder und Fußgänger-innen einen eigenen, losgelösten Raum bekämen, sei für Sicherheit gesorgt. Dass man die Geschwindigkeit auf Belval auf 30 km/h und in Nebenstraßen sogar auf 20 km/h begrenzen wolle, mache man den Individualverkehr im Viertel obendrein unattraktiv und reduziere den Durchgangsverkehr, der Belval als Abkürzung zwischen Frankreich und der Stadt Luxemburg nutze. Da der Parkraumschlüssel auf 1 reduziert werde, müsse für ein richtiges Parkraummanagement, insbesondere in den neuen Parkhäusern, gesorgt werden, eventuell per App. Studien belegten, dass es jetzt schon zu viel Parkraum auf Belval gebe, der aber falsch genutzt werde. Die Bürgermeisterin (LSAP) gab zu bedenken, dass in den Parkhäusern auch Plätze für Besucher-innen vorgesehen seien. Gemeinderat Faber (déi gréng) unterstrich, dass die Mietpreise für Parkplätze nicht zu hoch sein dürften, und dass man sich zum Beispiel an den Preisen im CFL-Parkhaus inspirieren könnte. Er pochte auf die Garantie eines festen Parkplatzes für Einwohner-innen und auch auf angemessene Miet- und Verkaufspreise auf Belval Sud, da das Bauen dort durch das Wegfallen der Untergeschosse viel billiger werde.

Insgesamt sieben Fragen warf Gemeinderat Gaston Anen (CSV) danach in Bezug auf das Mobilitätskonzept auf. Beim Projekt verwende man im Text öfters den Begriff „proposition d'aménagement“. Er wolle wissen, ob es noch zu fundamentalen Änderungen kommen werde, oder ob die Planung schon konkret sei. Eine weitere Frage betraf die Verwaltung der neuen Parkhäuser, und ob es stimme, dass man, bis auf den einen garantierten Parkplatz pro Wohnung, keinen Parkplatz kaufen könne. Zukünftig plane man auf Belval nur sechs Parkplätze für Carsharing ein. Anen (CSV) fragte sich, ob man nicht vorausschauender planen solle, wobei auch nur drei Parkplätze für Fahrgemeinschaften auf dem Boulevard

du Jazz vorgesehen seien. Er stelle sich auch die Frage nach dem Platzmangel für Fahrräder, da die Untergeschosse wegfielen, und ob in den Parkhäusern Raum dafür vorgesehen sei. Für Fahrräder und Autos müssten folglich auch praktisch überall in den Parkhäusern elektrische Ladestationen eingeplant werden. Die Idee mit den Parkhäusern sei gut, jedoch müssten Privatpersonen und Firmen auch gewillt sein, in ein Pooling-System integriert zu werden, bei dem einem ein frei verfügbarer Platz zugeteilt werde. Im Hinblick auf Besucher-innen merkte Gaston Anen (CSV) an, dass ab 2026 nur noch ein Parkplatz im öffentlichen Raum vor der Maison Médicale in der Avenue du Swing vorgesehen sei, und er wolle wissen, ob man ein Leitsystem für Parkplätze auf Belval plane, da man von kranken Menschen ja nicht erwarten könne, mit dem Bus oder Zug dorthin zu gelangen. Seine letzte Frage beschäftigte sich mit dem High-Level Service Corridor für Busse, der ab 2028 zwischen dem Autobahnkreuz Lankelz und Foetz funktionieren solle, und wie man dies in der kurzen Zeit hinbekommen wolle.

Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass man nicht sofort alle Fragen beantworten könne. Fernand Heischbourg vom Service Technique, der für die Mobilität zuständig sei, habe aber alles aufgeschrieben, und man werde die Bemerkungen in die Planung mit einbeziehen. Was den Busverkehr im *Couloir à haut niveau de service* und die Planung der Tram angehe, so sei die Gemeinde in einer Arbeitsgruppe mit dem Staat und den anderen Gemeinden, und werde regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten auf dem Laufenden gehalten. Man werde den Gemeinderat immer auf dem neuesten Stand halten. Mara Schammo (ADR) wollte wissen, wer die Parkhäuser baue. Die Bürgermeisterin (LSAP) gab an, dass Agora als Bauherr des ganzen Belval in einer ersten Phase alles baue, und die Infrastruktur danach abgebe. Dies geschehe ebenfalls bei den Grünflächen, welche die Gemeinde durch eine Konvention anschließend immer übernehme. Die Parkhäuser würden auf nachhaltige Weise gebaut werden, da ein Rückbau mit eingeplant sei. Wenn in 10 Jahren beispielsweise keiner mehr Auto fahren würde, bräuchte man ja kein Parkhaus mehr. Auf die Frage von Schammo (ADR), wie das Konzept für Paare, die zwei Autos besitzen, funktionieren solle, entgegnete Asselborn-Bintz (LSAP), dass es wichtig sei, die Menschen im Vorfeld aufzuklären, dass nur ein Parkplatz pro Wohnung vorgesehen sei. Die Rätin der ADR kritisierte, dass die Parkplatzmiete ein nicht unerheblicher Kostenpunkt sei, und dass „kein Auto“ auch keine Lösung sei. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass man das Auto nicht verdammen solle, aber dass man klarstellen müsse, dass es künftig nicht mehr möglich sei, dass jede-r in einem Haushalt einen eigenen Wagen habe, zumal nicht in solchen Vierteln.

Serge Faber (déi gréng) stellte klar, dass man nun erst einmal über die großen Prinzipien rede. Er teile die von Gaston Anen (CSV) geäußerten Bedenken. In den Parkhäusern



seien aber auch kleine Geschäfte vorgesehen. Vielleicht könnte hier ein Fahrradparkhaus entstehen, und es sei auch möglich, dass eine Reparaturwerkstatt für Fahrräder integriert werde. Anen (CSV) verdeutlichte, dass es ihm darum gehe, angesichts der ehrgeizigen Visionen für die Zukunft auch volumenmäßig angemessen zu planen. Marc Haas (LSAP) schlussfolgerte, dass es im Gemeinderat ein großes Interesse am Konzept gebe, weil es eine innovative Vision sei. Deshalb seien auch kleine Stellschrauben wichtig, um nachher eine gesteigerte Lebensqualität zu erreichen. Der Schöff-innenrat solle das Plenum so oft wie möglich über die Prozesse auf dem Laufenden halten, denn es stünden viele Fragen im Raum. Die Grundsatzvereinbarung wurde mit 15 Ja-Stimmen, einer Nein-Stimme (Mara Schammo) und einer Enthaltung (Myriam Cecchetti, in Abwesenheit) verabschiedet.

SOZIALER ZUSAMMENHALT UND ÖFFENTLICHER NAHVERKEHR

Mit dem Eintreffen von Jean-Pierre Schlesser wurden die Tagesordnungspunkte 18 bis 20 rund um das Office Social nun nachgeholt. Der Präsident des Sozialamtes hatte dem Verwaltungsrat die ausstehenden Salden der Kund-innen per 31.12.2023 dargelegt, die auf das Jahr 2024 übertragen werden müssten und sich auf insgesamt 368.420,22 € beliefen, wobei der Großteil aus Vorjahren stamme. Der Verwaltungsrat

habe die Übertragung genehmigt, und eine Zustimmung des Gemeinderats stehe noch aus, so Schlesser. Seit 2023 arbeite man verstärkt an der Schuldeneintreibung und würde schwierige Fälle nun früher an das Friedensgericht weitergeben. Es handle sich meistens um Menschen, die früher Kund-innen gewesen seien, nun besser dastünden, ihre Schulden aber noch nicht beglichen hätten. Auch wenn Mahnungen oft nichts brächten, würde ein einziger Brief des Friedensgerichtes meistens schon ausreichen, um die Betroffenen dazu zu bewegen, die Summe integral zu begleichen. Auf Nachfrage von Serge Faber (déi gréng) hin erklärte Jean-Pierre Schlesser, dass die Kosten für den/die Gerichtsvollzieher-in vom Schuldner bezahlt werden, außer wenn es nichts zu pfänden gäbe, was allerdings noch nie vorgekommen sei. Der Gemeinderat billigte den Restantenetat. Des Weiteren wurde die Konvention 2024 zwischen dem Familienministerium, der Gemeinde Sanem und dem Office Social abgesehen. Schlesser bedankte sich für die Unterstützung der Gemeinde, und Simone Asselborn-Bintz (LSAP) lobte den Einsatz des Office Social im Feld, auch im Sinne der Prävention. Angenommen wurde dann noch die Anfrage einer Angestellten im psychosozialen Bereich zwecks temporärer Arbeitszeitreduzierung auf 80 % ab Juli 2024 und für ein Jahr, und die 2024er Konvention zwischen dem Office Social und dem nationalen Inklusionsbüro (ONIS) zur Umsetzung des REVIS-Gesetzes.

Nach einer Änderung in der Zusammenstellung der Sportkommission unter Punkt 24 ging es im letzten Teil der Sitzung um einen im Vorfeld gestellten Antrag und zwei Fragen der déi Lénk-Fraktion, wobei die unterzeichnende Rätin nicht anwesend war, und die Bürgermeisterin (LSAP) folglich vorlesen musste. Der Entwurf zu einem Erlass des Gemeinderates bezog sich auf die Verhandlungen einer neuen Konvention zwischen dem öffentlichen Verkehrsnetz TICE und dem Mobilitätsministerium. Dabei wurde auf die bevorstehende Auslaufzeit der aktuellen Konvention im Dezember 2024 hingewiesen. Die steigende Anzahl von Nutzer:innen des öffentlichen Nahverkehrs im südlichen Luxemburg sowie die Notwendigkeit erheblicher Investitionen in die Elektrifizierung des TICE wurden betont. Besondere Aufmerksamkeit gelte dem aktuellen Mangel an Personal und der Notwendigkeit guter Arbeitsbedingungen im TICE. Es wurde darauf hingewiesen, dass die Gemeinden durch das Syndikat TICE eine Mitsprache bei der Organisation des öffentlichen Nahverkehrs hätten und dass die neue Konvention direkte finanzielle Auswirkungen auf die Gemeinde Sanem haben würde. Der Schöff:innenrat solle aufgefordert werden, den Gemeinderat regelmäßig über den Fortschritt der Verhandlungen zu informieren und sich für hohe Investitionen in den TICE sowie die Sicherung der Arbeitsbedingungen des Personals einzusetzen. Zudem solle gegen jede Verschlechterung des TICE-Angebots angegangen werden, und die neue Konvention müsse dem Gemeinderat vor der Unterzeichnung zur Begutachtung vorgelegt werden. Weitere Forderungen waren die Verhinderung weiterer Privatisierungen von Buslinien innerhalb von Sanem und die Integration privater Linien in den TICE sowie die Erweiterung des TICE-Netzwerks, soweit dies möglich sei.

Diese Motion sei schon mit ähnlichem Wording in anderen Gemeinden vorgetragen worden, meinte Simone Asselborn-Bintz (LSAP) anschließend. Schöffe Mike Lorang (CSV) gab zunächst zu Protokoll, dass das Ministerium zwischen 2022 und 2024 jährliche Subventionen zwischen 38 und 42 Millionen gewährt habe. Die Summe entstehe nach festgelegten Kriterien. Die neun betroffenen Gemeinden kämen jeweils für den Restbetrag auf. Für die neue Konvention habe es schon sieben Verhandlungsrunden mit allen beteiligten Partnern gegeben, und die nächste sei am 27. Juni. Das TICE verfüge über 145 Fahrzeuge und 534 Mann-Frau Personal. Die Bürgermeister:innen und verantwortlichen Schöff:innen aus den Mitglieder:innengemeinden seien Teil des TICE-Büros, welches am 9. Juli auf eine Informationsversammlung eingeladen sei, um auf den neuesten Stand der Verhandlungen gesetzt zu werden. Diese seien bis jetzt nicht schlecht verlaufen, so Lorang (CSV), der nun dazu überging, zu erklären, welche Änderungen man am Text der Motion vornehmen wolle. Bei der Forderung nach dem Absichern der Arbeitsbedingungen und dem Beamt:innenstatut wolle man sich auf das aktuelle Personal beschränken, und das „zukünftige“ weglassen. Darüber hinaus

werde die Konvention dem Gemeinderat vor der Unterzeichnung nicht zur Beurteilung vorgelegt, da das TICE-Büro diese unterschreibe. Es könnten aber Vertreter:innen des TICE oder des Ministeriums in den Gemeinderat eingeladen werden, um die Konvention vorzustellen. Die Rechte der Personaldelegation bedürften keines zusätzlichen Schutzes, da das TICE gesetzlich darangehalten sei, mit der Personaldelegation zusammenzuarbeiten und dies zu respektieren. Es gebe jährlich mindestens zwei Gespräche mit der Delegation, und mindestens eines mit jeder Gewerkschaft. Bei den privatisierten Buslinien wisse man nicht, was gemeint sei, fuhr Lorang (CSV) fort. Und was den Ausbau des TICE-Netzes angehe, so wolle man sich dafür einsetzen, aber unter den Voraussetzungen der Notwendigkeit, Machbarkeit und Finanzierbarkeit. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) schlug weiterhin vor, die vielen grammatischen Fehler in der Vorlage zu verbessern.

Serge Faber (déi gréng) bemerkte, dass man im Text klarer ausdrücken müsse, dass es sich um die Gemeinde Sanem handle, und nicht um die Ortschaft Sanem. Er wisse auch nicht, was mit einer Verschlechterung des TICE-Angebots gemeint sei. Wenn weniger Buslinien betrieben würden, aber dafür umso effizienter, könne dies für die Mobilität insgesamt ja beispielsweise sogar besser sein. Im Hinblick auf Privatisierungen sei der déi gréng-Fraktion vor allem wichtig, dass das Angebot stimme, egal ob es sich um RGTR- oder TICE-Busse handle. déi gréng würden die umgeänderte Motion unterstützen, so Faber. Diese wurde einstimmig angenommen.



BARGELDLOSE EVENTS UND BARRIEREFREIES WÄHLEN

Im letzten Punkt des öffentlichen Teils der Sitzung ging es um die Fragen von déi Lénk. Myriam Cecchetti hatte schriftlich bekundet, dass man aus einem Facebook-Post erfahren habe, dass die Veranstaltung am Vorabend des Nationalfeiertags ein Cashless-Event sein solle, und man wissen wolle, was der Grund gewesen sei, vollständig auf Bargeld zu verzichten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) unterstrich, dass die Leute könnten weiterhin bar bezahlen könnten, allerdings nicht an jedem Stand. Das Cashless-Prinzip habe viel mit Vereinfachung und Sicherheit zu tun. Es gebe weniger Fehlerquellen bei der Berechnung, wenn man weniger Münzgeld herausgebe. Das Bezahlen mit Karte oder Handy gehe definitiv schneller, und auch aus HACCP-Gründen ist es ein Vorteil, da diejenigen, die z.B. Bratwürste verkauften, kein Bargeld anfassen müssten. Beim verwendeten Cashless-System könnten zudem auf einer digitalen Plattform wichtige Daten ausgewertet werden. Man könne erfahren, was am meisten verkauft wurde und zu welcher Zeit, sodass man dann wüsste, ob und wo möglicherweise ein zusätzlicher Stand benötigt werde. Es gebe also nur Vorteile. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) fuhr fort, dass man sich bewusst sei, dass man laut Gesetz Bargeld nicht ablehnen dürfe. Deshalb biete man Prepaid-Karten an, die am Pfand-Stand mit 24 € geladen werden könnten, plus 1 € Pfand. Mit dieser Karte könne man dann an den einzelnen Ständen bezahlen. Beim San'up Anfang Mai habe man erste Erfahrungswerte gesammelt. Am Getränkestand beim Kanner-campus habe man etwa 1500 Artikel verkauft, wobei höchstens 2-3 Personen mit Bargeld hatten bezahlen wollen. Die Option mit der Prepaid-Karte behalte man für zukünftige Events bei, und das Cashless-Prinzip bleibe.

Bei der nächsten schriftlich eingereichten Frage von déi Lénk ging es um die Europawahlen vom 9. Juni 2024. Es sei deutlich geworden, dass das Wählen und der Zugang zu den Wahllokalen für Menschen mit eingeschränkter Mobilität oft problematisch sei. Man wolle wissen, ob der Schöff-innenrat darüber nachgedacht oder diskutiert habe, und ob dieser sich vorstellen könne, der zuständigen Kommission den Auftrag zu geben, zu überlegen, wie kommunale Dienstleistungen, insbesondere das Wählen, für Menschen mit eingeschränkter Mobilität noch einfacher und zugänglicher gemacht werden könnten, respektive eine Bestandsaufnahme der Orte und Verfahren durchzuführen. Nathalie Morgenthaler (CSV) gab eine detaillierte Antwort. Im Wahlgesetz seien die Rechte und Pflichten festgelegt, die sicherstellen, dass Wahlen zugänglich sind. So müssten zum Beispiel die Gebäude und Wahlbüros barrierefrei sein. Es sei erlaubt, sich von einer Person begleiten zu lassen, die auch beim Ausfüllen des Stimmzettels helfen dürfe. Für Menschen mit Sehbehinderung gebe es spezielle Wahlschablonen. Auch das Personal in den Wahlbüros könne Hilfestellung leisten.

Diese Bedingungen erfülle die Gemeinde derzeit, mit Ausnahme der Wahlkabinen selbst.

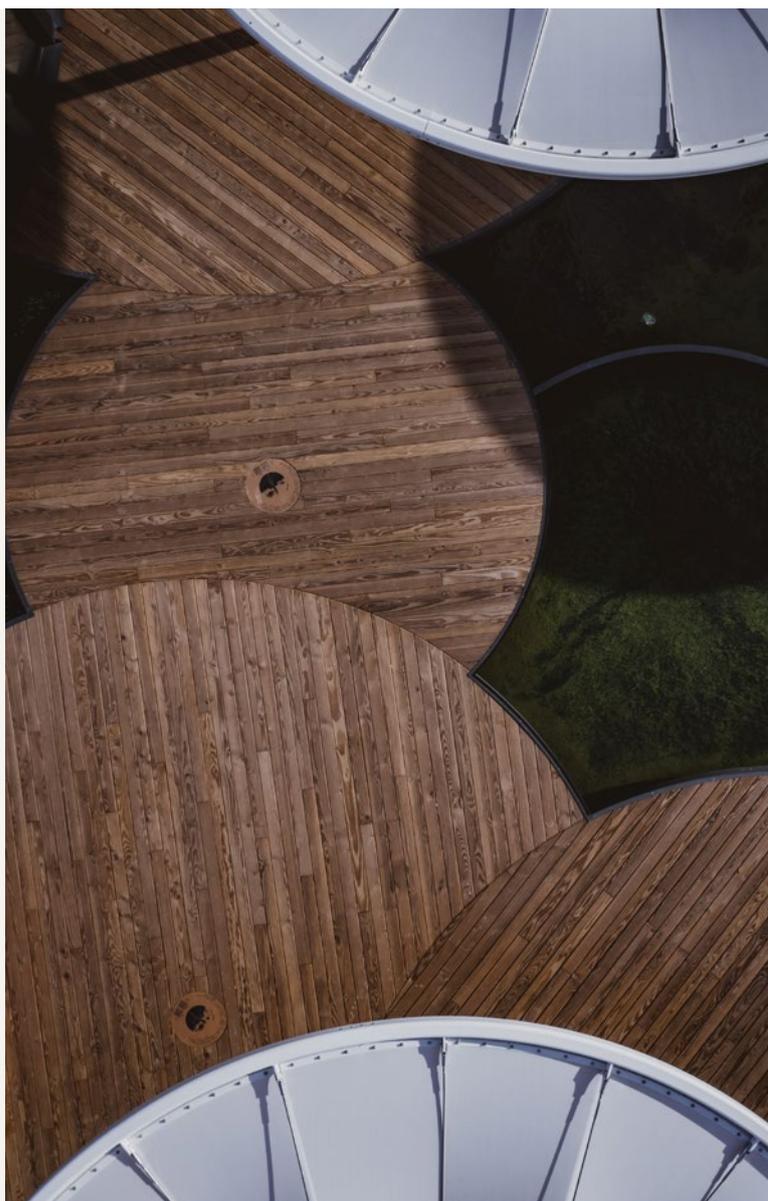
Für die Europawahlen habe man Wahlbüros an folgenden Orten eingerichtet: in Beles in der Schule Beles-Post, in der Ehleringer Schule, in Zolver in der Schule 2000, und in Sanem in der alten Schule und im Pavillon. All diese Gebäude seien für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich, gegebenenfalls über Rampen oder Aufzüge. Für die Wahlen hätten die Gemeindedienste auch eine spezielle Beschilderung eingerichtet, um Menschen mit eingeschränkter Mobilität den Weg zu und durch die Gebäude zu weisen. Außerdem sei immer ein Hausmeister vor Ort gewesen, der bei Bedarf helfen konnte. Der Präsident des Hauptwahlbüros habe alle Personen, die in den Wahlbüros arbeiteten, darüber informiert, was zu tun sei, wenn jemand mit speziellen Bedürfnissen komme. Viele Menschen, die nicht so mobil seien oder andere Schwierigkeiten hätten, würden gerne auf die Briefwahl zurückgreifen, so Morgenthaler (CSV). Das bedeute jedoch nicht, dass die Gemeinde sich ihrer Verantwortung entziehen wolle, da jeder nicht nur die Pflicht, sondern auch das Recht habe, wählen zu gehen.

Ein Mann, der im Rollstuhl sitze und bereits mehrmals in Beles wählen gewesen sei, habe nach dem Wahltag detailliertes Feedback gegeben. Für ihn bestehe das einzige Problem darin, dass es in der Gemeinde Sanem keine Wahlkabinen gebe, bei denen das Brett tief genug hinge, um sich darauf abzustützen und den Stimmzettel auszufüllen. Die verschiedenen Mitarbeiter-innen in den Wahlbüros hätten dafür bei den letzten Wahlen immer eine Lösung gefunden. Das Wahlbüro sei entweder kurz geschlossen worden, damit der Herr seinen Stimmzettel in Ruhe an einem Tisch ausfüllen konnte, oder er sei in eine Ecke gerollt, um dort mit seiner Unterlage und verdeckt durch einen Vorhang seinen Stimmzettel auszufüllen. Man plane jedoch, in den nächsten Jahren neue Wahlkabinen anzuschaffen, da die alten schwer und unhandlich seien. Für die nächsten Wahlen sei in jedem Wahlbüro eine vollständig barrierefreie Kabine verfügbar, kündigte Nathalie Morgenthaler (CSV) an. Da man ansonsten kein Feedback erhalten habe, weder vom Personal in den Wahlbüros noch von Wähler-innen, gehe man davon aus, dass man insgesamt gut aufgestellt sei. Es solle aber niemand zögern, sein persönliches Feedback oder konstruktive Kritik mitzuteilen.

Mara Schammo (ADR) ergriff danach das Wort und betonte, dass man als ADR darauf bestehe, dass die Menschen auf Gemeindeveranstaltungen weiter mit Bargeld zahlen könnten, woraufhin die Bürgermeisterin (LSAP) wiederholte, dass dies sowieso Gesetz sei. Schammo (ADR) gab danach zu Protokoll, dass sie von Problemen mit der Beschilderung im ZARé gehört habe. Viele Kund-innen würden aus den Seitenstraßen heraus in die falsche Richtung fahren, anstatt in den kleinen Kreisverkehr am Ende der Zone zu fahren, und vielleicht würden den

Menschen Einbahnschilder oder Richtungspfeile auf dem Boden helfen, den richtigen Weg zu finden. Asselborn-Bintz (LSAP) erwiderte, dass man dies prüfen werde. Mara Schammo (ADR) fuhr fort mit einer weiteren ihr zugetragenen Beschwerde. Sanemer Einwohner-innen hätten ihr berichtet, dass die Insassen des Centre pénitentiaire Uerschterhaff viel Lärm auf dem Dach des CPU machen würden. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass sich die Insassen nicht auf dem Dach aufhielten, sondern hinter einer Gitterstruktur auf dem obersten Geschoss, wo sie hinausgehen könnten, um Luft zu schnappen. Man habe der Direktion schon einmal mitgeteilt, dass es manchmal zu Lärm komme, aber in letzter Zeit keine Beschwerden mehr bekommen. Man leite die Information aber gerne weiter.

Die letzte Wortmeldung kam von Serge Faber (déi gréng), der begrüßte, dass die Gemeinde nicht auf Bargeld verzichten wolle. Anders als von déi Lénk dargestellt, verbiete das Strafgesetzbuch prinzipiell aber nicht, cashless zu sein. Sonst könne die Stadt Luxemburg zum Beispiel gewisse Parkautomaten, die nur Zahlungen per Karte oder Handy zuließen, gar nicht aufstellen. Im nicht öffentlichen Teil der Sitzung ging es abschließend unter anderem um einige Personalentscheidungen, das Office Social und die Bilanz des Service Médiation.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung
WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2024

Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, **12 juillet 2024**

date de l'annonce publique: **5 juillet 2024**
date de la convocation des conseillers: **5 juillet 2024**
début: **08h20** fin: **12h05**

PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Anen Gaston, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,
M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve,
M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, M. Krippler Max,
Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie,
Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-Braun Patricia
Mme Duschène Tamara, secrétaire adjointe

ABSENT-S EXCUSÉ-S:

Mme Speck-Braun Patricia

PREMIER VOTANT: M. Da Silva Bruno

M. Lorang Mike a quitté la séance après le vote du point 15b. (10h05).
M. Faber Serge n'a pas pris part au vote du point 18.

— ORDRE DU JOUR

Le collège des bourgmestre et échevin.e.s demande au conseil communal d'ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

21. a. Modification de la composition des commissions consultatives: Commission des seniors.

» **Vote unanime**

1. Correspondance et informations.

2. Approbation d'un rapport (21 juin 2024).

» **Vote unanime**

— PROJETS

3. Renouvellement chauffage et régulation du centre culturel Metzlerlach. Devis supplémentaire: 75.000,-€ (article budgétaire: 4/831/221311/21004).

» **Point reporté (vote après le point 9d)**

4. Remplacement d'un châssis cabine benne du service environnement. Devis estimatif détaillé: 59.000,-€ (article budgétaire: 4/621/223800/23043).

» **Vote unanime**

5. Matériel pour festivités:

a. Acquisition de matériel pour festivités 2024.

Crédit supplémentaire: 1.000,-€

(article budgétaire: 4/860/223800/99001).

b. Acquisition de matériel pour festivités 2024.

Devis estimatif détaillé: 7.500,-€

(article budgétaire: 4/860/223800/99001).

» **Vote unanime**

— AMÉNAGEMENT COMMUNAL

6. Approbation d'une convention pour la gestion et entretien des espaces privés ouverts au public.

» **Vote unanime**

7. Approbation de la convention d'exécution pour la réalisation des infrastructures du PAP-NQ 2022-03ZA – Gadderscheier – Kronospan portant sur des fonds sis à Soleuvre.

» **Vote unanime**

— TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

8. Actes:

a. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux PINNEL - FRATINI concernant une parcelle de terrain sises à Soleuvre.

b. Approbation d'un acte de vente avec la société DRIMM S.à.r.l. concernant deux parcelles de terrain sises à Belvaux.

» **Vote unanime**

9. Contrats:

a. Approbation du contrat de bail commercial du Pavillon – Parc um Belval.

» **Votes positifs: 14**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia

Abstentions: 3

Cecchetti Myriam, Da Silva Bruno, Schammo Mara

- b. Approbation de la résiliation du contrat de location entre promoteur et bailleur social pour une partie de la maison sise à Belvaux, 32, route d'Esch
- c. Approbation du contrat de location entre promoteur et bailleur social pour une partie de la maison sise à Belvaux, 32, route d'Esch.
- d. Approbation de la résiliation de la Convention de mise à disposition d'un logement social communal concernant l'appartement n°39 sis à Sanem.
- e. Approbation du contrat de bail abordable concernant un appartement n°39 sis à Sanem.
- f. Approbation de la résiliation de la Convention de mise à disposition d'un logement social communal concernant l'appartement n°28 sis à Sanem.
- g. Approbation du contrat de bail abordable concernant un appartement n°28 sis à Sanem.

» **Vote unanime**

— **PROJET**

- 3. Renouvellement chauffage et régulation du centre culturel Metzlerlach. Devis supplémentaire: 75.000,-€ (article budgétaire: 4/831/221311/21004).

» **Vote unanime**

— **FINANCES COMMUNALES**

- 10. Approbation d'un subside extraordinaire unique de 5.000,-€ au profit de la BIGS a.s.b.l.

» **Vote unanime**

- 11. Approbation de subsides aux associations locales.

» **Vote unanime**

- 12. Abrogation des taxes d'entrées pour l'évènement annuel « Beim Schlass ».

» **Vote unanime**

- 13. Divers crédits:

- a. Acquisition d'un appartement situé à 4D rue de la Fontaine à Sanem. Nouveau crédit: 575.000,-€ (article budgétaire: 4/612/221312/24069).
- b. Frais de fêtes publiques - SAN'UP. Crédit supplémentaire: 25.000,-€ (article budgétaire: 3/860/615241/99014).

» **Vote unanime**

— **PERSONNEL**

- 14. Création de poste de salariée polyvalent-e, carrière A3, à raison de 100% d'une tâche complète et à durée indéterminée, sous le champ d'application d la CCT-SUD pour les besoins des services de régie, département « environnement ».

» **Vote unanime**

— **CIRCULATION**

- 15. Règlements de circulation
 - a. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem:

Article 1:

Les dispositions concernant la rue de Mondercange (CR172) à Ehlerange sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée comme suit:

Article	Libellé	Situation
1/6	Vitesse maximale autorisée	30km/h, entre, les bâtiments n°14-17 inclus, dans les deux sens
2/4	Passage pour piétons	Aux entrées du tronçon limité à 30km/h À la hauteur des habitations n°70-72
2/9	Passage pour piétons et cyclistes	A la hauteur de la piste cyclable PC6
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 place sur le parking devant l'église
4/5/1	Places de parage, véhicules automoteurs ≤ 3,5t	Tout le parking devant l'église

La disposition suivante est supprimée comme suit :

Article	Libellé	Situation
1/5	Interdiction de dépassement	Entre la rue d'Esch et la maison n°23 dans les deux sens

» **Vote unanime**

- b. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin-e-s:
 - Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de construction d'un terrain synthétique dans la rue Kulturschapp à Ehlerange, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 28 juin 2024 (U024/052);
 - Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de réfection des feux de signalisation dans la rue de Niederkorn à Sanem, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 28 juin 2024 (U024/058a);
 - Vu le règlement d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement aux différents réseaux de la résidence n°3 rue d'Esch à Sanem, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 8 juillet 2024 (U024/054).

» **Vote unanime**

— **DIVERS**

16. Approbation de la modification du règlement général de police de la commune de Sanem.

» **Votes positifs: 15**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia

Votes négatifs: 1

Cecchetti Myriam

17. Approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

» **Votes positifs: 15**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara, Speck-Braun Patricia

Votes négatifs: 1

Cecchetti Myriam

18. Approbation de la modification de la convention concernant la location de la salle au 1^{er} étage du Bouldrome national à Belvaux entre la FLBP, la Commune et EpiSol-Sanem.

» **Vote unanime**

19. Approbation d'un contrat de prestation de service de transport de nuit « Night Card ».

» **Vote unanime**

20. Statuts:

a. D'Gemeng Suessem hëlleft – nouveau statuts

» **Vote unanime**

Prise de connaissance – catégorie II

b. Lëtzprint asbl - dissolution

» **Vote unanime**

Prise de connaissance

21. a. Modification de la composition des commissions consultatives: Commission des seniors.

Nom	Prénom	Statut	Fonction
Est démissionné-e:			
MONTE	Domenico	Effectif	LSAP
KOSTER	Ronny	Suppléant	LSAP
Est nommé-e:			
KOSTER	Ronny	Effectif	LSAP
MONTE	Domenico	Suppléant	LSAP

21. b. Questions et divers.

— **SÉANCE À HUIS CLOS**— **PERSONEL**

22. Nomination d'un-e fonctionnaire communal-e du groupe de traitement D1, sous-groupe à attributions particulières à temps plein pour les besoins du service des agents municipaux et gardeschampêtres.

» **Est nommé: M. Cavaliere Daniele**

23. Nomination d'un-e fonctionnaire communal-e du groupe de traitement D1, sous-groupe à attributions particulières à temps plein pour les besoins du service des agents municipaux et gardeschampêtres.

» **Est nommée: Mme Soragna Chiara**

24. Fixation du salaire d'une salariée.

» **Fixation du salaire accordée**

25. Démission d'une fonctionnaire communale du groupe de traitement C1, sous-groupe administratif, à partir du 1^{er} novembre 2024.

» **Démission accordée**

Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 12. Juli 2024

BELES – Die Gemeinderatssitzung am 12. Juli 2024 war geprägt von detailorientierten Diskussionen über die Kosten und Planung einer neuen Wärmepumpe im Centre Culturel Metzlerlach, die Verpachtung des Lokals beim Pavillon Source Bel-Val und die Subventionen zugunsten der lokalen Vereine. Zudem sorgten die Unwetter von vor zwei Wochen für lebhaft Debatten über Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung und zum Umgang mit dem Klimawandel. Es gab gleich zu Beginn Besuch vom Schülerkomitee des Kannercampus Belval. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass die Gruppe schon viele Initiativen ergriffen habe, darunter eine Schecküberreichung für die Stiftung Kriibskrank Kanner, und sie die Schüler-innen deshalb eingeladen hätte, der letzten Gemeinderatssitzung vor den Ferien beizuwohnen.

Vor dem ersten Punkt hinsichtlich Korrespondenz und Informationen wurde der Sitzung einstimmig ein Tagesordnungspunkt unter 21a hinzugefügt, da es eine Änderung bei der Zusammensetzung der Seniorenkommission gegeben habe, so die Bürgermeisterin (LSAP). Diesen Punkt werde man in Zukunft von vorneherein immer auf die Tagesordnung setzen, so wie es immer üblich gewesen sei. Klimaschöffe Steve Gierenz (LSAP) verkündete daraufhin, dass die Gemeinde Sanem bei der zweiten Ausgabe der Journée Pacte Nature am 28. Juni 2024

in Niederanven die Bronze-Auszeichnung von Umweltminister Serge Wilmes überreicht bekommen habe. Der Naturpakt sei ein Instrument, das regionale Initiativen fördere, um die Biodiversität zu erhalten. Zudem ermögliche es, die eigenen Flächen auf dem Gemeindeterritorium besser kennenzulernen. Die Gemeinde Sanem habe vor allem in den Kategorien Siedlungsraum, Wald sowie Kommunikation und Kooperation punkten können, mit einem Gesamtergebnis von 43,5%. Zusammen mit den Gemeindediensten strebe man als nächstes die 50%-Marke als Minimalziel an, so Gierenz (LSAP).

AKUSTIKSTUDIE UND ZELTVERLUSTE BEI UNWETTERN

Nach der Absegnung des Berichts der letzten Sitzung ging es in der Rubrik Projekte los mit dem Kostenvoranschlag für die Erneuerung der Heizung im Centre Culturel Metzlerlach. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass man bereits am 20. Oktober 2023 den Kauf einer neuen Wärmepumpe abgesegnet hatte, nun aber die Kosten für eine Akustikstudie und eine Schallschutzkabine hinzukämen. 28.000 € der angefragten 75.000 € entfielen dabei allein auf die Kosten für das Ingenieurbüro, ein anderer Teil auf die höheren Kostenvorschläge im Vergleich zur Schätzung von 2023,

© Korn V.

und ein weiterer auf die Kabine. Asselborn-Bintz (LSAP) hob hervor, dass die Rätinnen in der laufenden Sitzung Einblick in die Kostenvoranschläge bekämen, man diese aber aus Prinzip nicht verschicke. Serge Faber (déi gréng) wunderte sich, warum man nicht von vorneherein gewusst habe, dass eine Wärmepumpe Lärm mache. Der Lärmpegel stehe schließlich in den technischen Daten. Und der Preis der Studie erscheine ihm auch sehr hoch. Andy Thomé vom technischen Dienst gab zu Protokoll, dass man die Akustikstudie erst habe machen können, nachdem man sich für ein Modell entschieden und bestimmt hatte, wo genau man dieses neben das Kulturzentrum stellen wolle. Faber (déi gréng) konterte, dass der vom Ministerium anerkannte Schallrechner relativ genaue Ergebnisse liefere, und stellte erneut die 28.000€ für das Ingenieurbüro in Frage. Thomé erläuterte, dass in diesen Kosten auch die Ausschreibung, Verbesserungsvorschläge im Dossier, Analysen, die Betreuung der Baustelle und das Ausstellen eines Energiepasses enthalten seien. Auf Nachfrage von Faber (déi gréng) hin bestätigte Thomé, dass man eine Leistungsminderung durch die Schallschutzkabine mit eingerechnet habe. Myriam Cecchetti (déi Lénk) wunderte sich auch über den Preis und fragte, wieso der Name des Ingenieurbüros nicht mitgeteilt worden sei. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab an, dass man diesen nachgereicht hätte, und dass es sich um dasselbe Büro handle, mit dem man meistens bei energetischen Fragen zusammenarbeite. Da einige Rätinnen noch Einblick in die Kostenvoranschläge nehmen wollten, wurde die Abstimmung auf einen späteren Zeitpunkt in der Sitzung vertagt.

Unter Punkt 4 stimmten die Gemeinderätinnen unisono für den Kauf eines neuen Lieferwagens für den Service Environnement zum Preis von 59.000€. Es gebe in dieser Größe, mit einer Kabine für 6 Insassen, keine elektrisch-betriebene Alternative, so Asselborn-Bintz (LSAP). Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) unterstrich, dass sie mangels Optionen mitstimme, sie in der letzten Sitzung allerdings gegen einen anderen Kauf gestimmt hatte, da man dort die Wahl gehabt hätte. Die Bürgermeisterin (LSAP) äußerte bei Punkt 5 ein Mea Culpa für die Zerstörung von 14 Gemeindegeländen bei den jüngsten Unwettern am 29. und 30. Juni 2024. Die Zelte seien trotz Unwetterwarnungen bei verschiedenen Festen nicht abgebaut und eingeräumt worden, weswegen man den technischen Dienst auch gerügt habe. Den Vereinen könne man keinen Vorwurf machen, da es diesen nicht gestattet sei, Gemeindematerial zu handhaben. Man habe danach unter anderem bei Schulfesten improvisieren müssen, um den Ausfall zu kompensieren, so Asselborn-Bintz (LSAP). Myriam Cecchetti (déi Lénk) zeigte Unverständnis für ein ihrer Meinung nach unverantwortliches Handeln vonseiten des technischen Dienstes. Dieser arbeite im Dienst der Bevölkerung, und müsse dann halt manchmal etwas länger arbeiten, wobei dies ja auch vergütet werde. Sie berichtete von einem Vorfall beim vor kurzem abgehaltenen Fest im Viertel Geessewee, bei dem Gemeindearbeiter um

Punkt 20.00 Uhr, und ohne ein Wort zu sagen, Zelte abgebaut hätten, obwohl es geregnet habe und der darunter stehende Grill noch im Einsatz gewesen sei. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) schlug vor, solche Vorkommnisse in Zukunft sofort zu melden, damit man der Sache auf den Grund gehen könne. Das Plenum stimmte für einen Zusatzkredit von 1.000€ für den betroffenen Budgetartikel, und den Kostenvoranschlag von 7.500€ für den Kauf von 4 neuen Zelten, die bei einem Zulieferer auf Lager seien. Somit habe man für den kurzfristigen Einsatz wieder 10 Zelte zur Verfügung, betonte Asselborn-Bintz (LSAP).

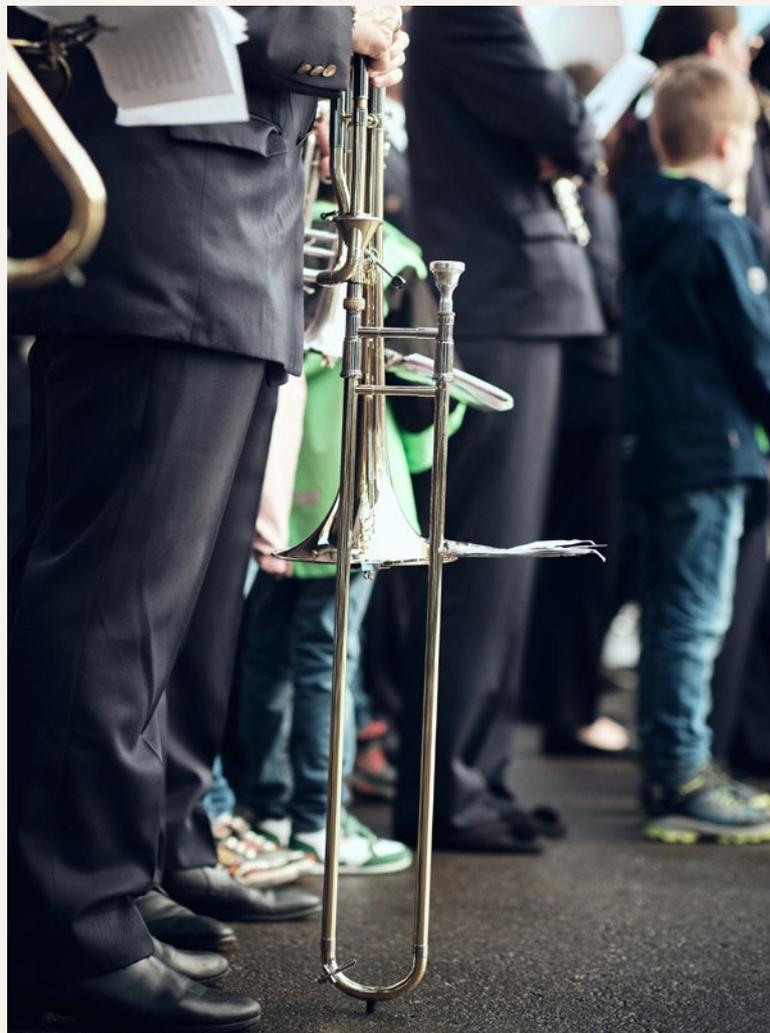
Beim Thema kommunale Raumplanung wurde zum einen eine Vereinbarung genehmigt, die festlege, welche Pflege- und Unterhaltsarbeiten die Gemeinde auf einem privaten, öffentlich zugänglichen Gelände des modifizierten Bebauungsplans (PAP) Quartier 02/04-2 nach der endgültigen Abnahme durchführen werde. Zum anderen sei im Rahmen des zweiten Bauabschnitts des PAP Gadderscheier zusammen mit dem Wirtschaftsministerium eine Vereinbarung für den Bau und leichten Unterhalt einer öffentlichen Straße auf staatlichem Gelände in Zolver genehmigt worden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) warf die Frage auf, ob man nicht auf die Antworten vom Ministerium zur Stellungnahme, die man vor fast einem Jahr mit der Gemeinde Differdingen zusammen verfasst hätte, warten solle. Hierbei gehe es unter anderem um Aspekte wie die landschaftliche Integration, den Umgang mit Biodiversität und die Wasserverwaltung. Auch bei der Anbindung ans Straßennetz und an den öffentlichen Transport gäbe es noch viele Fragen. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab an, dass es jetzt nur um den Unterhalt dessen gehe, was bereits vorhanden sei, und diese Konvention unabhängig von den noch zu klärenden Punkten sei.

VERTRAGSDetails UNTER DER LUPE

Zwei Immobiliengeschäfte folgten, mit Erläuterungen der Bürgermeisterin (LSAP). Erstens werde eine Parzelle von 0,41 Ar in der Rue de Differdange in Zolver kostenlos an die Gemeinde abgetreten. Zweitens verkaufe die Gemeinde zwei Parzellen mit einer Gesamtfläche von 0,89 Ar vor dem Haus 15 im Quartier de l'Eglise in Beles für 71.200 € an die Gesellschaft DRIMM s.à.r.l., die auch das dazugehörige Haus vom Kirchefonds erwerbe. Unter Punkt 9 folgten Immobilienverträge. Seit dem 15. Juni 2024 sei der Pavillon im Park um Belval an einen Betreiber vermietet, wobei die Miete die ersten sechs Monate kostenfrei sei, und danach bis 2029 progressiv auf 1.425€ im Monat erhöht werde. Der Vertrag, der am 5. Juni 2024 unterzeichnet worden sei, habe eine Laufzeit von 5 Jahren und werde danach stillschweigend (*tacite reconduction*) für weitere 5 Jahre verlängert. Asselborn-Bintz (LSAP) kündigte an, dass sich der Betrieb am folgenden Wochenende beim Flow Music Festival beteiligen werde.

Auf Nachfrage von Myriam Cecchetti (déi Lénk) gab Simone Asselborn-Bintz (LSAP) zu Protokoll, dass sich die Firma zum Zeitpunkt der Unterzeichnung in Gründung befunden habe, da sie den Mietvertrag aber gebraucht habe, um gründen zu können. Cecchetti (déi Lénk) hatte daraufhin Fragen in Bezug auf die Höhe der Miete, die Dauer der Konvention, das Privatisierungsverbot im Pavillon und die ihrer Meinung nach verpasste Chance, hier mit Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen einen anderen Weg einzuschlagen als den kommerziellen. Die Bürgermeisterin (LSAP) unterstrich, dass man sich bei der Miete an einen ausgerechneten Prozentsatz des von der Gemeinde investierten Kapitals orientiert habe, und die endgültigen Beträge mit dem Betreiber ausgehandelt worden seien. Regelrechte Privatisierungen oder Untermieten des Pavillons seien nicht vorgesehen, und der Betreiber behandle Anfragen nach speziellen Veranstaltungen oder zu bestimmten Anlässen nach eigenem Ermessen. Er habe zum Beispiel angekündigt, Afterworks oder auch Kinderworkshops organisieren zu wollen. Serge Faber (déi gréng) hakte zu anderen Detailpunkten nach. Er bezweifle, dass der Mietvertrag zur Gründung einer Firma vorliegen müsse. Er machte aufmerksam auf den Begriff „représentant“, der an einer Stelle fälschlicherweise als Synonym für „gérant“ auftauche. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte auf seine Nachfrage hin, dass mit „accepte en l'état“ im Mietvertrag der jetzige Zustand des Pavillons gemeint sei, wobei Faber (déi gréng) der Meinung war, dass zum Zeitpunkt der Unterzeichnung noch einiges an Einrichtungen gefehlt habe. Er frage sich außerdem, ob der Zeitraum von 5 Jahren nicht zu lang sei, und wieso der Betreiber laut Vertrag für jeglichen Missbrauch der sich daneben befindenden WCs aufkommen müsse. Schlussendlich wunderte er sich über die fehlenden Angaben zu den Öffnungszeiten, da man den Betreiber auf der anderen Seite zwingt, von Mai bis September geöffnet zu haben, und wieso der Mietvertrag in der letzten Sitzung noch nicht auf die Tagesordnung gesetzt worden war.

Der Zeitraum von 5 Jahren biete der Gemeinde eine gewisse Planungssicherheit, so Asselborn-Bintz (LSAP). Der Betreiber habe den Vertrag erst später unterzeichnet, was Steve Gierenz (LSAP) mit dem genauen Datum, dem 27. Juni 2024, bestätigte, was erkläre, wieso man ihn erst jetzt zur Abstimmung bringe. In puncto Uhrzeiten wolle man dem Betreiber eine gewisse Flexibilität lassen, auch was die Öffnung von Oktober bis April angehe. Die Miete müsse aber das ganze Jahr durch gezahlt werden. Die WC-Klausel ziele darauf ab, den Betreiber zur Verantwortung anzuregen, da man leider oft nicht feststellen könne, wer für den Vandalismus verantwortlich sei. Gemeinderat Faber (déi gréng) stimmte der déi Lénk-Fraktion zu, dass man den Pavillon nicht kommerziell aus den Händen hätte geben dürfen. Denn wenn der Betreiber nur öffne, wenn es rentabel sei, könnte sich dies beispielsweise auf einige Stunden pro Woche beschränken. Er wies darauf hin, dass



das Datum auf der Konvention ein anderes sei als jenes, an dem der Betreiber unterzeichnet habe. Dies sei keine Erbsenzählerei, sondern habe mit Rechtssicherheit zu tun. Myriam Cecchetti (déi Lénk) mahnte an, dass es schwierig werden würde, den Betrieb 5 Jahre lang rentabel zu halten, und bedauerte, dass man nicht auf den Weg gegangen sei, die Sache zusammen mit der Episol, anderen Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen oder mit den Vereinen der Gemeinde, so wie es ein großer Supermarkt an Freitagen und Samstagen mache, anders anzugehen. Bei der Abstimmung enthielten sich die Vertreter von déi Lénk, ADR und Piraten, und der Vertrag wurde mit 14 Ja-Stimmen angenommen.

Bei den restlichen Tagesordnungspunkten im Zeichen der Immobilientransaktionen herrschte Einstimmigkeit. Es ging um die Genehmigung der Kündigung mehrerer Mietverträge und die Zustimmung zu neuen, laut Gesetz, bezahlbaren Mietverträgen (*contrats de bail abordables*). Konkret wurden Verträge für ein Haus in der Route d'Esch in Beles (Stëmm vun der Strooss) und zwei Wohnungen in der Rue de la Fontaine

in Sanem verabschiedet. Auch Punkt 3 der Tagesordnung zur Wärmepumpe wurde nun unisono gestimmt.

GLEICHE CHANCEN FÜR ALLE VEREINE

Bei den Gemeindefinanzen ging es unter Punkt 10 um eine spezielle Subvention in Höhe von 5.000€ zugunsten der BIGS a.s.b.l., wie Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) erklärte. Man wolle ihren jahrelangen Einsatz für die Natur, unter anderem gegen die Umgehungsstraße von Käerjeng und Sanem, mit einer finanziellen Hilfe unterstützen. Einen solchen Betrag habe man vor einigen Jahren auch einer anderen ASBL für ihre Bemühungen in der Ukraine zugestanden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) bemängelte die Höhe der Subvention, die ihrer Meinung nach ein absolutes Minimum darstelle. Bei der letzten Rechnung, die BIGS zahlen müssen, hätte es sich um fast 30.000€ gehandelt. Sie rede im Gemeinderat im Namen von déi Lénk, sei aber seit über 20 Jahren als Gründungsmitglied bei BIGS aktiv, davon jahrelang als Präsidentin. Sie schlage einen Änderungsantrag vor, um die Subvention auf 15.000€ zu erhöhen. Jeder im Gemeinderat solle seine Verantwortung übernehmen und auch persönlich eine Spende an BIGS machen. Es gehe um die Zukunft der Kinder und die Erhaltung der Wälder. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass man die Arbeit der BIGS für die Natur unterstützen wolle, und sich nicht an den Anwaltskosten beteilige. Darüber hinaus handele es sich um öffentliche Gelder, und man müsse diese so verteilen, dass jeder etwas davon habe. Marco Goelhausen (LSAP) meldete sich auch noch zu Wort. Er rede nicht im Namen von BIGS, auch wenn er dort aktiv sei. Wenn man etwas bekomme, solle man Danke sagen. 2024 sei an sich keine solche Spende im Budget vorgesehen gewesen. Dies schließe nicht aus, dass man in Zukunft überlegen könne, nachzuhaken. Die Bürgermeisterin (LSAP) entgegnete, dass man dies als Überlegung in die Budgetdiskussionen mitnehmen werde, ehe die Subvention abgesegnet wurde.

Danach stimmten die Rät-innen ohne Gegenstimme für die Genehmigung der Subventionen für lokale Vereine, wobei es eine kurze Diskussion zur zugrundeliegenden Verordnung gab. Denis Bronzetti (LSAP), Präsident der Finanzkommission, informierte, dass dieses Jahr 60 Vereine Anträge auf Subventionen für 2023 gestellt hätten, mit einem Gesamtbetrag von 193.472,14€, was eine Steigerung von 12.929,99€ im Vergleich zum Vorjahr bedeute. Gründe für diese Erhöhung seien der Indexanstieg (+4.726,37€), vier neue Vereine, die Subventionen erhielten (2.294,66€), und der Fortbildungskurs für die vier Musikvereine (4.930,80€). Die Finanzkommission habe die Subventionen am 8. Juli 2024 gutgeheißen. Myriam Cecchetti (déi Lénk) stellte Fragen zur Regelung und bemängelte die unterschiedliche Bewertung der Vereine bei „Grundwert“ und „Nützlichkeit“, wobei zum Beispiel Musikvereine besser

abschneiden würden als Chöre. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) begründete dies unter anderem mit den repräsentativen Aufgaben der Musikvereine für die Gemeinde, etwa bei Umzügen. Cecchetti (déi Lénk) forderte, die Betroffenen stärker einzubeziehen, um subjektive wirkende Entscheidungen zu vermeiden, und ökologische Aspekte stärker zu berücksichtigen. Mara Schammo (ADR) kritisierte die Ungleichbehandlung zwischen Musik- und Sportvereinen und betonte die wichtige Arbeit der Sportvereine für Kinder und deren hohe Ausgaben. Asselborn-Bintz (LSAP) wies darauf hin, dass Sportvereine ebenfalls hohe Subventionen erhielten und deren ausgebildete Trainer beispielsweise zusätzliche Punkte brächten. Marco Goelhausen (LSAP) erinnerte an gewisse staatliche Unterstützungen, die nur Sportvereinen zugutekämen, nicht aber Musikvereinen. Bronzetti (LSAP) betonte die sorgfältige Überlegung bei der Subventionsverteilung und den Vergleich mit anderen Gemeinden. Differdingen deckele die Subventionen beispielsweise ab einer gewissen Mitglieder-innenzahl. Die Gemeinde Sanem zahle vergleichsweise viel aus. Yves Dahm (LSAP) merkte an, dass Sportvereine Sponsoren finden könnten, was bei Musikvereinen schwieriger sei. Abschließend bekräftigte Asselborn-Bintz (LSAP) die Unterstützung aller Vereine und die Bereitschaft, die Regelung nochmals zu überarbeiten.

Bei Punkt 12 verkündete Nathalie Morgenthaler (CSV), dass der Gemeinderat im Juli 2023 verschiedene Gebühren beschlossen hatte, darunter auch den Eintrittspreis für das Event Kino beim Schlass. Da es sich um ein familienfreundliches Event handele und der Aufwand zur Absperrung und Kontrolle des Geländes erheblich sei, schlage man nun vor, diese Gebühr abzuschaffen und das Event kostenlos zugänglich zu machen, was einstimmig beschlossen wurde. Der Erwerb einer Wohnung stand bei Punkt 13a im Mittelpunkt. Die Gemeinde habe eine Wohnung für 575.000€ gekauft, nachdem ein neuer Budgetartikel und der Kaufvertrag in der letzten Gemeinderatssitzung genehmigt worden seien, so Morgenthaler (CSV). Nach einer Anmerkung des Innenministeriums habe sich jedoch herausgestellt, dass eine Übertragung von einem Artikel auf einen anderen nicht einfach vorgenommen werden könne, und durch den Gemeinderat bewilligt werden müsse. Daher müsse nun ein neuer Kredit für den neuen Haushaltsartikel gestimmt werden, was dann auch geschah. Bei Punkt 13b erklärte die Finanzschöffin (CSV), dass es um die Schaffung eines neuen Haushaltsartikels mit einem neuen Detailcode sowie einen Kredit von 25.000€ gehe, um die Ausgaben der Veranstaltung San'Up transparenter darzustellen. Myriam Cecchetti (déi Lénk) fragte, ob es sich um einen zusätzlichen Kredit handele. Morgenthaler (CSV) erläuterte, dass das San'Up aus den kommunalen Assisen hervorgegangen sei und im letzten Jahr alle Ausgaben auf einem anderen Haushaltsartikel verbucht worden seien. Bruno Da Silva (Piraten) wunderte sich genau wie Cecchetti (déi Lénk) über die irreführende Bezeichnung „zusätzlicher Kredit“. Asselborn-

Bintz (LSAP) schlug vor, den Punkt von der Tagesordnung zu nehmen und zu überprüfen, ob es ein Formulierungsproblem bei der Bezeichnung gegeben habe.

GAALGEBIERG IM VISIER UND GEMEINDEGESCHÄFTSORDNUNG ÜBERARBEITET

Schöffe Mike Lorang (CSV) gab daraufhin Informationen zu einer Postenschaffung bei den Services de Régie in der Abteilung Umwelt, sowie zu einer Anpassung der Verkehrsvorschriften der Gemeinde Sanem im Zuge der am 17. Juli beginnenden Arbeiten, bei denen der provisorische Straßenbelag in Ehlerange in der Rue de Mondercange aufgetragen werde. Anschließend gab es noch ein paar Notfallverordnungen zu vermelden. Der Gemeinderat hatte all dem nichts entgegenzusetzen.

Die Anpassung des allgemeinen Polizeireglements der Gemeinde Sanem kam danach zu Abstimmung. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass Änderungen notwendig seien, um der Sicherheitsfirma auf dem Gaalgebierg zu helfen, besser für Ordnung sorgen zu können. Es sei festgelegt worden, dass keine Generatoren verwendet, keine Dekorationen aufgehängt, keine Musik gehört und keine Pavillons aufgestellt werden dürften. Diese Regeln seien zuvor nicht im Reglement enthalten gewesen, was die Durchsetzung erschwert hätte. Ziel sei es, dass sich alle in Ruhe auf dem Gaalgebierg aufhalten könnten. Myriam Cecchetti (déi Lénk) betonte, dass sich die Situation bereits verbessert habe, aber bemerkte, dass die neuen Regeln zu streng seien. Dekorationen zu verbieten sei übertrieben, und für besondere Anlässe sollten Ausnahmen möglich sein, natürlich mit dem Zusatz, dass die Dekorationen danach beseitigt werden müssten. möglich sein. Das Hauptproblem sei der Müll, der oft zurückgelassen werde, konterte Asselborn-Bintz (LSAP), und es sei schwer, alle Menschen gleich zu behandeln, wenn man Ausnahmen mache. Der Naturpark solle für alle zugänglich und der Aufenthalt angenehm bleiben. Die Anpassungen wurden mit 15 Ja-Stimmen und einer Nein-Stimme von déi Lénk bewilligt.

Punkt 17 stand unter der Überschrift „Approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal“. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ging darauf ein, dass eine Anpassung der internen Geschäftsordnung (ROI) erforderlich sei, da das aktuelle Reglement aus dem Jahr 1998 stamme. Nach Anpassungen durch das Sekretariat und der Einholung von Stellungnahmen mehrerer Parteien sowie einer Prüfung durch das Innenministerium seien weitere Änderungen vorgenommen worden. Das neue Reglement stehe nun zur Abstimmung. Serge Faber (déi gréng) bedankte sich, dass die Abstimmung vor dem Sommer stattfinden könne, da viel Arbeit und viele Vorschläge von allen Seiten eingeflossen seien. Der Bericht des Innenministeriumshabe jedoch gezeigt, dass



viele Regelungen im neuen Reglement nicht konform mit dem Gemeindegesetz gewesen wären, was vermutlich auf das veraltete Reglement und die zahlreichen Änderungen im Gesetz seitdem zurückzuführen sei. Asselborn-Bintz (LSAP) präziserte, dass es nur eine Empfehlung des Ministeriums sei, in beratenden Kommissionen keine Vertreter von Vereinen oder Privatpersonen zuzulassen, und man den Punkt deshalb bewusst beibehalten habe, da es auch in anderen Gemeinden so praktiziert werde.

Gemeinderat Faber (déi gréng) warf die Frage auf, ob Privatpersonen in den Kommissionen ein Stimmrecht hätten oder nur als Beobachter oder Experten fungierten. Es folgte eine Diskussion über die Formalitäten schriftlicher Fragen, die Gemeinderäte vor Sitzungen einreichen können, sowie über die Vertraulichkeit der Kommissionsarbeit, bevor Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass die Kommissionen hauptsächlich Einschätzungen abgeben würden und Abstimmungen eine untergeordnete Rolle spielten. Myriam Cecchetti (déi Lénk) kritisierte die Klausel zur politischen Neutralität von Privatpersonen in den Kommissionen als lächerlich und unterstützte die Entscheidung des Innenministeriums. Sie betonte außerdem, dass der Zugang zu Informationen wichtig sei, um politische Arbeit leisten zu können, und dass wichtige Dokumente eingesehen und



diskutiert werden müssten. Es sei klar, dass sensible Themen vertraulich behandelt würden und bei heiklen Angelegenheiten bestimmte Punkte als geheim (*secret*) gekennzeichnet werden müssten. Zudem sollten die Berichte der Kommissionen ausführlicher sein. Cecchetti (déi Lénk) habe sich eine erneute Diskussion über die Änderungen gewünscht, und stimmte folglich dagegen. Trotz dieser Bedenken wurden die Änderungen des Reglements mit 15 Ja-Stimmen vom Gemeinderat angenommen.

In der Folge ging es um Änderungen im Mietvertrag für den Saal im ersten Stock des Boulodrome in Beles. Die bedeutendste Änderung sei, dass das Personal von Eis Brasserie künftig die Reinigung des Saals übernehmen werde und nicht mehr die Gemeinde, mindestens einmal täglich von Montag bis Sonntag, so die Bürgermeisterin (LSAP). Weiterhin sprach sie über einen Vertrag mit der Firma Sales Lenz für den Nachtdienst Night Card. Es habe sich herausgestellt, dass es nicht mehr gesetzeskonform sei, den Vertrag über Pro-Sud als Mittelsmann abzuschließen. Daher müssten die Gemeinden, die den Night Card Service weiterhin anbieten wollen, einen neuen Vertrag direkt mit Sales Lenz abschließen. Der aktuelle Vertrag gelte noch bis Ende des Jahres 2024, und eine neue Vereinbarung solle ab dem 1. Januar 2025 in Kraft treten. Die Gemeinderät:innen waren mit all dem einverstanden. Bei den Statutenänderungen

im nächsten Punkt erläuterte Asselborn-Bintz (LSAP), dass der Verein D'Gemeng Suessem hëlleft seine Statuten an das ASBL-Gesetz vom 7. August 2023 angepasst habe und nun in Kategorie 2 gemäß dem Vereinszuschuss-Reglement eingeordnet werden müsse. Zudem wurde die Auflösung des Vereins Létzprint Asbl bekanntgegeben.

ÜBERSCHWEMMUNGEN UND VERKEHRSSORGEN

Nach einer Änderung an der Zusammensetzung der Seniorenkommission ging man über zu „Questions & divers“, wo mehrere wichtige Themen angesprochen wurden. Serge Faber (déi gréng) hatte drei Hauptanliegen. Zunächst ging es ihm um die Auswahl einer Wärmepumpe, die ohne Schallschutzkabine geplant worden war, welche heute nachträglich gestimmt wurde. Er kritisierte, dass von Anfang an klar gewesen sein musste, dass eine Schallschutzkabine notwendig sei. Im detaillierten Lastenheft seien darüber hinaus ein spezifisches Modell einer Wärmepumpe sowie eine dazugehörige Schallschutzkabine derselben Marke angegeben. Faber (déi gréng) schlug vor, mehrere Modelle und Marken zu betrachten, da es erhebliche Unterschiede in Preis und Geräuschpegel der Geräte gebe. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) versprach, diese Überlegungen an die zuständigen Dienste weiterzuleiten.

Zweitens thematisierte Serge Faber (déi gréng) eine Petition von Bürger:innen aus Ehleringen, die nach dem Hochwasser Ende Juni eingereicht worden und von 167 Personen unterzeichnet worden war. Er forderte, die Petition ernst zu nehmen und bedankte sich bei den Einsatzkräften für ihre Hilfe während der schwierigen Stunden. Er betonte, dass der Klimawandel irreversibel sei und solche Regenereignisse zur Normalität würden. Die Bürger:innen hätten von wiederholten Wassereintrüben in ihren Kellern berichtet, was auf Probleme mit Oberflächenwasser und der Kanalisation in Ehleringen hinweise. Faber erklärte, dass das Wasser aus der Escher Straße in Zolver schon in ein sogenanntes Déversoir laufe, das bei starkem Regen überlaufe, was zu Überschwemmungen der angrenzenden Wiesen führe. Außerdem erwähnte er, dass die Renaturierung der Brillbaach im Naherholungsgebiet in Ehleringen zu häufigen Überschwemmungen geführt habe und die Schaffung zusätzlicher Wasserabflussflächen notwendig sei. Das größere der beiden dort geschaffenen Rückhaltebecken sei fast völlig mit Pflanzen zugewachsen und es hätte sich dort ein regelrechtes Biotop entwickelt. Ein Reinigen dieses Beckens sei daher eher kontraproduktiv im Sinne des Naturschutzes und die Schaffung zusätzlicher Wasserausdehnungsflächen notwendig. Er berichtete von einem Grundstückseigentümer, der seine Keller permanent auspumpe, und zwar direkt in die Brillbaach, und fragte, ob es eine entsprechende Genehmigung dafür gebe sowie Informationen zu der Abwasserabgabe für das direkt in die Brillbaach geleitete Wasser. Simone Asselborn-

Bintz (LSAP) erklärte, dass diese Angelegenheiten geprüft würden. Einige Eigentümer-innen würden sich aber weigern, beim Renaturierungsprojekt der Brillbaach mitzumachen, und man könne keine:n dazu zwingen. Faber (déi gréng) bemerkte, dass bei Starkregen Wasser zusätzlich durch die Kanalisation nach oben drücke, was auf ein grundlegendes Problem hinweise.

Zum neuen Kunstrasenplatz in Ehleringen sagte Serge Faber (déi gréng), dass er und seine Partei das Projekt unterstützt hätten, da es keinen Widerstand der Bürger-innen gegeben habe, und man sei ja schließlich da, um diese zu vertreten. Allerdings äußerte er Bedenken bezüglich des Lärms, der Lichtverschmutzung und der Überschwemmungen. Er stellte infrage, warum dicke Drainagerohre unter dem Platz verlegt worden seien, und ob die Pumpstation der Brillbaach ihren Aufgaben noch gewachsen sei. Bei seiner Bemerkung zu den Abwassernetzanalysen der letzten 30 Jahre unterstrich Asselborn-Bintz (LSAP), dass déi gréng einige Zeit selbst im Schöff-innenrat gewesen seien, und damit teils mit verantwortlich seien. Im Vorfeld der Unwetter Ende Juni habe Faber (déi gréng) außerdem eine Krisenkommunikation der Gemeinde vermisst, und gab an, dass andere Gemeinden den Bürger-innen Sandsäcke zur Verfügung gestellt und Sperrmüll eingesammelt hätten. Faber (déi gréng) wies ebenfalls darauf hin, dass der Differdinger Gemeinderat eine Zulage gestimmt habe, die Bürger-innen beim Einrichten von Hochwasserschutzmaßnahmen finanziell unterstütze. Die Bürgermeisterin (LSAP) entgegnete, dass die Einwohner-innen der Gemeinde Sanem jederzeit die Notfallnummer anrufen konnten und Sandsäcke bereitgestellt worden seien, wo sie benötigt wurden. Es sei aber keine Kommunikation zur Sperrmüllentsorgung und zu den Sandsäcken gemacht worden, da das Beispiel von Petingen zeige, dass die Leute massiv Sperrmüll vor die Tür gestellt hatten, auch wenn dieser nicht von Überschwemmungen betroffen gewesen wäre. Man wollte Missbrauch verhindern. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) dankte dem CGDIS und den Gemeindediensten für ihre ständige Einsatzbereitschaft.

Serge Faber (déi gréng) erwähnte anschließend, dass es in Ehleringen ein Parkplatzproblem gebe, welches sich durch den neuen Fußballplatz verschärfen könnte. Er fragte, ob vor dem Bau des Platzes eine Studie bezüglich Wasser und Parkplätzen durchgeführt worden sei. Déi gréng wünschten sich, dass der Platz ein Kinder- und Jugendplatz bleibe. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass keine zusätzlichen Parkplätze vorgesehen seien. Sie versprach, technische Fragen, auch zum Wasser, weiterzuleiten und erklärte, dass eine Parkraumanalyse durchgeführt werde, um die Situation zu verbessern. Man müsse in Ehleringen aber wegen der kurzen Wege nicht immer auf das Auto zurückgreifen, und die Menschen sollten dahingehend sensibilisiert werden.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) brachte das Thema der Zeltmiete für Vereine auf. Sie schlug vor, die Gemeindezelte unter bestimmten Bedingungen kostenlos zu verleihen, da die Mietkosten für einige Vereine eine Belastung darstellten. Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass die Mietpreise für Zelte bewusst festgelegt wurden, und die Gemeindesäle im Gegenzug aber sehr günstig zu mieten seien. In anderen Gemeinden sei es gar nicht möglich, Zelte zu mieten. Cecchetti (déi Lénk) sprach danach das Gewächshaus in Zolver an und hob deren Potenzial hervor, das bei einer kürzlich abgehaltenen Buchpräsentation wieder deutlich geworden sei. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass man alle Möglichkeiten im Rahmen des Budgets erneut prüfen werde, es aktuell aber noch keine konkreten Pläne gebe. Myriam Cecchetti (déi Lénk) fuhr fort und wies darauf hin, dass es wegen einer Baustelle in der Rue de France auf einer Länger von etwa 30 Metern im Moment keinen Gehweg gebe, was gefährlich sei. Sie wollte auch wissen, ob ähnliche Mobilitäts-Workshops wie vor Kurzem in Sanem in anderen Ortschaften geplant seien. Die Bürgermeisterin (LSAP) erklärte, dass dies nach den Bürger-innenversammlungen in den vier Ortschaften für die Zukunft geplant sei, bei dem genannten Workshop aber nur acht Personen teilgenommen hätten. Die déi Lénk-Rätin meinte, die Uhrzeit (18 Uhr) sei möglicherweise ungünstig gewesen und kritisierte, dass nicht angemeldete Personen schroff abgewiesen wurden, was sie höchstpersönlich vor Ort miterlebt habe.

KLÄRENDE GESPRÄCHE IN DER SCHULE UND PROBLEME BEIM TICE

Danach ging Cecchetti (déi Lénk) dann auf den öffentlichen Verkehr in Ehleringen ein und schlug vor, den Takt der Busse zu ändern, um den Autoverkehr zu reduzieren. Sie bemängelte auch die schlechte Kommunikation bezüglich des öffentlichen Verkehrs im Gewerbegebiet in Käerjeng. Zum Schulwechsel einiger Kinder des Kannercampus Belval fragte sie nach dem Stand der Dinge, da der Ombudsmann eingeschaltet worden sei. Schulschöffe Steve Gierenz (LSAP) gab an, dass alle Schulen in der Gemeinde ein gutes Niveau hätten, da es standardisierte Prüfungen gebe, und alle Fragen bezüglich der Kritik an den Schulwechseln in einer Versammlung beantwortet worden seien. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass ein Brief eines Bürgers sehr aggressiv gewesen sei und man auf angemessene Umgangsformen poche. Gierenz (LSAP) ergänzte, dass die Gemeinde die gesamte Schulorganisation im Blick haben und die Kinder gut unterbringen müsse, sodass man nie jede:n 100% zufriedenstellen könne. Asselborn-Bintz (LSAP) fügte hinzu, dass die Einzugsgebiete der Schulen aufgrund der Entwicklung der Gemeinde wahrscheinlich regelmäßig angepasst werden müssten. Gaston Anen antwortete Cecchetti (déi Lénk), dass sich bei der Taktung der Busse im Zoning Käerjeng bereits etwas getan habe, dies jedoch nicht kommuniziert worden sei.

Patricia Speck-Braun (DP) meldete sich noch zu Wort, um ihr Verständnis für die Aufregung bei den Menschen in Ehleringen nach den jüngsten Überschwemmungen zum Ausdruck zu bringen, da sie eigenen Angaben nach dort bereits seit 28 Jahren wohne. Es sei wichtig, dass man die Ursachen für dieser Probleme finde. Serge Faber (déi gréng) gab zu Protokoll, dass reporter.lu einen aufschlussreichen Artikel über den TICE veröffentlicht habe. Er wünsche sich eine Stellungnahme der Gemeindevertreter-innen zu den aufgezählten Problemen. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) warf ein, dass ja gerade eine neue Konvention ausgehandelt werde. Die betroffenen Bürgermeister-innen hätten an einer Sitzung teilgenommen, um auf den neuesten Stand gesetzt zu werden. Die neue Konvention werde zum gegebenen Zeitpunkt sicher im Gemeinderat diskutiert werden. Serge Faber (déi gréng) machte deutlich, dass im Artikel vor allem von extrem vielen administrativen Probleme im Syndikat die Rede sei, woraufhin die Bürgermeisterin (LSAP) deutlich machte, dass es unter allen Beteiligten einen regen Austausch gebe, und man versuche, den Sachen auf den Grund zu gehen.

Nathalie Morgenthaler (CSV) erklärte abschließend noch, dass es sich beim zuvor in der Sitzung vertagten Punkt beim San'Up Budgetartikel um einen umbenannten Artikel handele, und nicht von einem „neuen“ Kredit die Rede sei. Die 25.000€ nehme man in einer ersten Phase aus dem allgemeinen Fonds, und die San'Up Ausgaben würde man nachher rückwirkend umbuchen. Es handele sich also nicht um einen zusätzlichen Kredit. Die Rät-innen entschieden sich daraufhin, den Punkt der Tagesordnung doch noch abzuhaken und die Bewilligung des Kredits war einstimmig. Unter Ausschluss der Öffentlichkeit standen dann noch mehrere Personalangelegenheiten auf der Tagesordnung.

CERTIFICATS DE PUBLICATION

La bourgmestre de la Commune de Sanem certifie par la présente que la délibération de la séance du conseil communal du 24/05/2024, a été publiée par voie d'affiche dans la commune en date du 14/06/2024 conformément à la loi modifiée du 13 décembre 1988 concernant la loi communale.

Cette délibération porte sur l'approbation du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier op der Wisschen (réf.: 2019-02)

La bourgmestre de la Commune de Sanem certifie par la présente que la décision du Ministre de l'Intérieur, suivant laquelle il a approuvé la délibération de la séance du conseil communal du 22/03/2024, a été publiée par voie d'affiche dans la commune en date du 08/05/2024 conformément à la loi modifiée du 13 décembre 1988 concernant la loi communale.

Cette délibération porte sur l'approbation du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier Centre sportif Belval (réf.: 2021-02)



Audiodatei der Gemeinderatssitzung

WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2024

Winter Feelings

SCHLASS SUESSEM
WANTERFEELING.LU

08.-10.11.

SUESSEM
JE T'AIME

DEFENSE
SUESSEM